



## L'évolution démocratique en Pologne et l'afflux d'Allemands de l'Est en RFA

### Le Parti communiste réclame à M. Mazowiecki de nombreux postes ministériels

« Une nouvelle ère »

**S**ous les Occidentaux se félicitent de l'étape historique qui vient d'être franchie en Pologne avec la formation d'un gouvernement dirigé par un homme de Solidarité, ils ne croient pas sur les toits. La prudence est de mise. Tant à Washington qu'à Londres, Paris ou Bruxelles, on sent que les responsables ne tiennent pas à accroître le trouble en faisant des déclarations trop précipitées sur ce coup très dur assés au pouvoir communiste pour la première fois depuis plus de quarante ans dans un pays de l'Est.

Ce ne serait pas rendre service au nouveau président du conseil à Varsovie, M. Tadeusz Mazowiecki, dont la tâche s'annonce extrêmement difficile : le pays est au bord de la faillite, le programme de redressement économique du syndicat est encore bien vague, et l'effet de choc sur lequel on compte pour remodeler la population paraît aléatoire, tant les vicissitudes de la vie quotidienne sont grandes pour les Polonais. Pour sortir du marasme, la nouvelle équipe table sur une aide étrangère de 10 milliards de dollars dans les trois années à venir.

Il s'agit aussi de se garder de toute déclaration excessive qui pourrait être interprétée, à l'Est, comme une ingérence dans les affaires intérieures polonaises et qui risquerait de compliquer les relations avec l'Union soviétique avant la première rencontre au sommet entre George Bush et Mikhaïl Gorbatchev.

La même retenue s'observe d'ailleurs à Moscou, où les « Izvestia », organe du gouvernement, ont rapporté plutôt laconiquement la nomination de Tadeusz Mazowiecki en précisant que cet opposant, « persécuté autrefois », n'a pas été associé à la Nomenklatura, qui a échoué. Cette absence de commentaires critiques masque difficilement une certaine préoccupation — liée notamment aux relations futures au sein du pacte de Varsovie.

Les autres membres de la famille communiste est-européenne sont franchement indignés, à l'exception de la Hongrie, où un journal de Budapest, « Vasárnapi Hírek », n'hésite pas à parler de la venue d'une nouvelle ère, non seulement en Pologne mais dans tout le camp socialiste. On ne s'étonnera pas de la réaction de la presse roumaine, qui estime que la désignation de Tadeusz Mazowiecki « est contraire aux intérêts du peuple polonais, et au socialisme en général ». Les dirigeants tchécoslovaques, de leur côté, n'ont pas digéré que les nouveaux parlementaires polonais aient condamné, jeudi dernier, dans une résolution, l'intervention des forces du pacte de Varsovie à Prague, il y a exactement vingt et un ans, le 21 août 1968. Les Allemands de l'Est sont du même avis. Quant aux Bulgares, jusqu'à présent, ils n'ont pas ouvert la bouche.

Aussi, la plupart des « frères » de la Pologne dans le monde communiste émettent de sérieuses réserves sur ce changement qui constitue sans doute, comme le dit un ancien du « printemps de Prague », l'extrême limite de ce que Moscou pouvait accepter.

M. Tadeusz Mazowiecki — dont la Diète polonaise doit approuver jeudi 24 août la nomination au poste de premier ministre — poursuit de difficiles négociations pour la formation de son gouvernement. Le Parti communiste a en effet annoncé qu'il ne se prononcerait en sa faveur que si un accord intervenait sur « le programme et la structure politique » du cabinet. Il réclame un nombre de ministères égal à celui attribué à Solidarité.

GDANSK  
de notre envoyée spéciale

« On a beau opérer le plus grand tournant de l'Europe de l'Est depuis Yalta », comme le dit Lech Walesa, c'est la crise en Pologne et ce n'est pas au champagne, mais à l'eau minérale que le président de Solidarité a trinqué, dimanche 20 août, avec « son » premier ministre, Tadeusz Mazowiecki devant quelques milliers de paroissiens aux anges dans la cour de la paroisse Sainte-Brigitte de Gdansk. L'Eglise, qui a elle aussi désormais « son » premier ministre en la personne de ce catholique distingué, ne pouvait faire moins que de le faire ovationner lors d'une messe solennelle que l'on avait commencée en entonnant l'hymne national, les doigts levés en V de la victoire, tandis que Lech Walesa prétendait s'habituer à son nouveau rôle de numéro deux, comme si tout le

monde ne savait pas que c'est lui qui continue de diriger Solidarité d'une main ferme.

Soudain, dans l'euphorie générale, quelques cris éclatent : « Nous voulons du pain, pas un premier ministre », scandent une vingtaine de jeunes radicaux. « Ce n'est ni moi ni le premier ministre qui avons détruit la Pologne », rétorque Lech Walesa depuis le balcon du presbytère. Mais nous avons maintenant une grande chance [de pouvoir changer cela], c'est de votre responsabilité à tous : Le syndicat que je dirige devra vous réorienter ; ce n'est pas parce qu'on crie plus fort qu'il y a davantage de pain ».

« Je sais bien que la Pologne a besoin de paix ! s'écrit à son tour Tadeusz Mazowiecki. Mais il faut en finir avec ce sentiment de désespoir ».

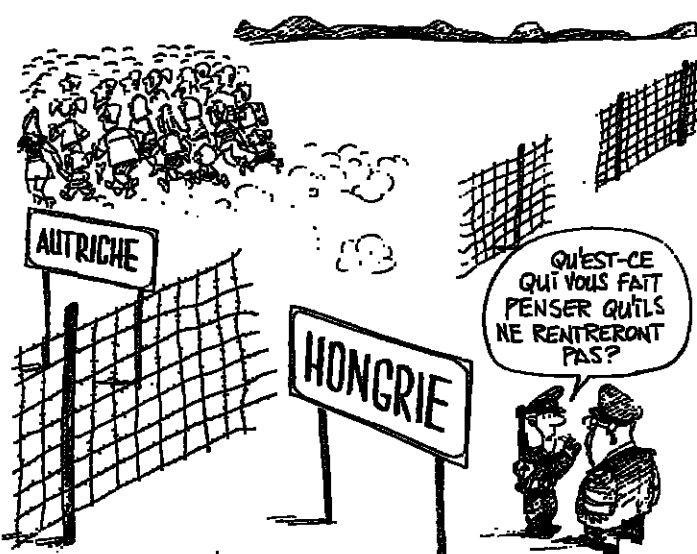
SYLVIE KAUFFMANN.  
(Lire la suite page 6.)

### Bonn souhaite accueillir les réfugiés sans compromettre ses relations avec la RDA

Depuis le démantèlement du rideau de fer à sa frontière avec l'Autriche, la Hongrie est devenue le point de ralliement d'une nouvelle vague de fuyitifs est-allemands cherchant à gagner la RFA. Profitant d'un pique-nique austro-hongrois dans la petite ville frontalière de Sopron, cinq cents d'entre eux ont forcé le passage samedi 19 août. Par son caractère spectaculaire, cette fuite va accroître les pressions qui s'exercent sur le chancelier Kohl pour être plus ferme à l'encontre de la RDA. Mais Bonn souhaite accueillir ces réfugiés, sans pour autant compromettre ses relations avec la RDA.

SOPRON  
(frontière austro-hongroise)  
de notre envoyé spécial

La plus importante fuite collective de citoyens est-allemands vers l'Occident depuis la construction du mur de Berlin s'est produite samedi 19 août près de la petite ville hongroise de



PANC40

Sopron. Profitant d'un « pique-nique » organisé conjointement par les groupements oppositionnels hongrois et le Mouvement pan-européen animé par Otto von Habsbourg, député européen et héritier de la dynastie autrichienne, près de cinq cents Allemands de l'Est ont franchi la frontière en se mêlant aux milliers de

LUC ROSENZWEIG.  
(Lire la suite page 7.)

### Un entretien avec M. Marc Blondel (FO)

« Faisons redécouvrir aux salariés les cahiers de revendications »

Dans l'entretien qu'il a accordé au « Monde », M. Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, affirme sa volonté de renforcer la combativité des salariés en leur faisant « redécouvrir le cahier des revendications ». Il s'en prend, par ailleurs, au gouvernement qui, selon lui, doit s'attendre à des « réactions assez vives » dans le secteur public et chez les fonctionnaires.

« Comment voyez-vous le climat social à la rentrée ? »

« Je ne fais pas partie de ces prophètes qui annoncent une rentrée chaude. A force d'avoir absorbé les conflits ou les contentieux, le gouvernement va se trouver à l'heure de vérité. On va se rendre compte que les solutions qui ont été trouvées sont inacceptables, car trop modestes, ou ne sont pas durables. Je crains des réactions assez vives dans la fonction publique et le secteur public, notamment chez les cadres B,

pouvant donner lieu à une certaine généralisation.

« Nous allons aussi avoir des débats importants sur la sécurité sociale et l'assurance-chômage. Je souhaite que l'on règle le problème de l'UNEDIC non pas pour deux ans mais, par exemple, pour cinq ans. La situation financière du régime devrait le permettre.

Propos recueillis par  
MICHEL NOBLECOURT.

(Lire la suite page 21.)

### La mission française au Liban

Une mise en garde de M. Mitterrand  
PAGE 3

### Collision sur la Tamise

Au moins vingt-neuf morts  
PAGE 10

### 500 000 jeunes avec le pape

Un Woodstock à Anvers  
PAGE 10

### 1933-1940, l'année terrible

XXVI. — Paris à l'heure allemande  
PAGE 2

Le sommaire complet se trouve page 24

### Militantisme politique et montée de l'abstentionnisme

## Les partis en déshérence

Les partis politiques sont en crise. Méprisés de l'extérieur, incapables de rassembler, pour ce qui concerne les trois grands partis de gouvernement (RPR, UDF, PS), plus de la moitié des suffrages exprimés aux élections européennes, soit un quart des inscrits, ils sont contestés de l'intérieur où l'on s'efforce de rénover à tout-va. Dans la série dont nous commençons la publication, des militants parlent.

Les jugements des Français sont connus au travers des dernières élections européennes, de l'abstentionnisme chronique depuis les élections législatives de juin 1988 et des sondages. Ceux des militants politiques sont méconnus.

Le RPR, mis à mal par l'échec de Jacques Chirac à l'élection présidentielle et par les velléités de rénovation, consulte ses adhérents. Le Parti socialiste aussi, en pleine phase de préparation de son congrès « idéologique ».

Tous, à droite comme à gauche, mais singulièrement à l'UDF et au RPR, réfléchissent aux structures d'organisation de leur camp. La France doit-elle s'ali-

gner sur les grandes démocraties occidentales dans lesquelles la vie politique s'organise autour de deux pôles, l'un conservateur, l'autre progressiste, ou bien préserver une multiplicité de partis ? La droite doit-elle absorber ou non l'extrême droite du FN ? Les socialistes ont-ils intérêt à déserter, s'ils en sont capables, les écologistes ou à passer alliance avec les Verts ?

S'ils sont appelés à réfléchir, les militants politiques n'échappent pas à la sinistrose ambiante. A l'exception des fans du Front national qui consolide ses positions électorales, des Verts qui sont en pleine poussée de séve, et surtout des communistes d'autant plus fidèles et portés sur leur foi qu'ils sont moins nombreux, la plupart expriment leur amertume. Ils ont été déçus par les échecs de leurs idoles ou par l'exercice du pouvoir (c'est le cas de nombreux socialistes). A la défaite en pleurant des premiers répond la victoire grincheuse des seconds.

Tous émettent sur la classe politique — coupée des réalités, disent-ils — et sur des débats nationaux empreints de « parisianisme », des jugements sévères.

Si la majorité d'entre eux regrette l'effacement des différences idéologiques entre la gauche et la droite, ils font preuve d'une absence de sectarisme étonnante. Et surtout, ils ont bien l'intention, malgré tout, de continuer à militer, même si certains puisent plus de joie et d'intérêt à le faire dans des associations locales.

Tel est le bilan de l'enquête que nous avons demandé à nos correspondants et à nos envoyés spéciaux de mener dans toute la France et dans tous les partis. Il s'agissait de faire parler les militants politiques. Ils parlent.

J.-Y. L.

(Lire page 8  
« Les orphelins du militantisme ».)

### Le Monde

#### ECONOMIE

« Le « splendide » isolement de la Roumanie. » L'art de faire semblant en Bulgarie. » La chronique de Paul Fabra : « Le sens des réformes en URSS et ailleurs ».

Pages 15 et 16

A PARAITRE LE 28 AOÛT

Geneviève BRISAC

Madame placard

roman

GALLIMARD nrf



3790147004500 08220

سكنا من الاصل

IL Y A 50 ANS, LA GUERRE

# 1939 • 1940

## L'ANNEE TERRIBLE

Le triptyque pénurie-rationnement-marché noir se met en place. Tandis que les restaurants à la mode sont pleins et que les couturiers présentent leurs nouvelles collections, le Parisien moyen se bat pour le ravitaillement. Les collaborateurs, eux, s'organisent pour plaire à l'occupant, qui « épure » la vie intellectuelle.

« **D**ÉJÀ les gens bien, les bourgeois serre-fesses de jadis, les nobles débris, recommencent la vie d'autrefois. Oui, mes amis, on rejoue au bridge. » Ce retour en force du Tout-Paris irritait la rédaction de *Au pilori*. Mais ces antisémites forcés, collaborationnistes notoires, oublient simplement de dire que leurs amis, eux aussi, menaient grand train et, pour partie d'entre eux, grâce à l'argent ou aux faveurs de l'occupant. Le Parisien moyen, lui, se serrait la ceinture.

Un million d'entre eux, au mois d'août, avaient pu rentrer par des trains spéciaux dans la capitale, qui était finalement interdite à Philippe Pétain et qui était mise à l'heure de Berlin, en avance de soixante minutes sur l'heure d'été française. Le plus saisissant était la vue, à tous les coins de rue, des « Fritz » en uniforme et des drapeaux à croix gammée. Les automobiles, elles, avaient presque toutes disparues avec le rationnement de l'essence. On accorda 4 500 permis de circulation à quelques fonctionnaires, aux médecins, à des privilégiés bien vus de l'ambassade d'Allemagne. Le pavé résonnait à nouveau sous le pas des chevaux (ceux qui n'étaient pas réquisitionnés) : on voyait surtout des hordes de bicyclettes (malgré leur prix), dûment immatriculées. Le métro était pris d'assaut : la TCRP délivrait 250 000 tickets par jour. Il ne fallait pas rater le « dernier métro », puisque ne pas respecter le couvre-feu, fixé d'abord à 21 heures, puis à minuit, faisait passer la nuit au poste (plus tard, cela vaudra d'être éventuellement désigné comme otage) : c'est pourquoi, d'ailleurs, les spectacles se terminaient à 22 h 30.

Les plus fortunés se payaient des fiacres ou, solution intermédiaire (pour le porte-monnaie), hélait un vélo-taxi, une caisse peinte avec une banquette recouverte de coussins tirée par un cycliste musclé.

La plupart des Parisiens, dans l'automne 1940, avaient, comme les habitants des autres villes françaises, deux soucis : trouver du travail et manger à leur faim. Car, à la fin de l'année 1940, le bouleversement des circuits économiques faisait près de 400 000 chômeurs (faiblement indemnisés) dans la région parisienne.

COMME dans toutes les villes, mais tout particulièrement à Paris, la nourriture devint une préoccupation lancinante. Rien à voir, bien sûr, avec le Paris des deux dernières années de l'Occupation (où les tickets ne seront même plus honorés), mais dès 1940 Parisiens et Parisiennes ne mangent plus à leur faim. Les cartes de rationnement, avec leurs coupons de tickets colorés, font leur apparition, à Paris comme ailleurs, le 23 septembre : le 20 octobre était établie une classification stricte, de E (= enfants de moins de trois ans) à V (= personnes de plus de soixante-dix ans) en passant par les J3 (= adolescents de quatorze à vingt et un ans) à l'appétit redoutable, avec des sous-ensembles (les travailleurs de force, les femmes enceintes, etc.).

Furent rationnés d'abord le sucre, les pâtes, le riz, puis le pain, la viande, le fromage, puis le lait complet, les pommes de terre (le 2 novembre), les volailles. Et, au 1<sup>er</sup> janvier 1941, la ration d'un adulte était maigre : 500 g de sucre, 250 g de café (dont 60 de café et 190 de succédanés) par mois ; 350 g de viande, 50 g de fromage, 100 g de matières grasses par semaine ; 300 g de pain par jour ; n'avaient droit au lait entier que les enfants les plus jeunes et les femmes enceintes ou allaitantes. On voit se former les premières queues, lieux d'exaspération et de sociabilité involontaire.

Bien entendu, le moralisme devait faire passer la pilule : au nom de la solidarité nationale, il y avait des « jours sans », trois sans viande et sans alcool, quatre sans pâtisserie ; et on baptisa « café national » une décoction assez horrible. Deux autres produits allaient rapidement manquer : le savon, et surtout le charbon, car les arrivages de la

région du Nord étaient pratiquement interrompus. Comme l'hiver de 1940-1941 fut particulièrement rude, le Parisien oisif traîna dans les bibliothèques municipales, les bureaux de poste, les serres du Muséum ou la fauverie.

La pénurie et le rationnement engendrèrent immédiatement, les prix étant taxés, une activité emblématique de l'Occupation : le marché noir. En 1940, on n'en est qu'au prélude de cette formidable empoignade entre les consommateurs (toujours perdants), les producteurs et surtout les intermédiaires (les grands gagnants). Mais qui veut acquiescer plus que sa ration paie dès octobre le double du prix taxé, et beaucoup plus pour les produits de luxe. Sans doute les plus civiques refusent-ils encore de manger de ce pain-là : ils y viendront.

Le contraste fut peut-être encore plus saisissant entre ceux qui peinaient et ceux qui avaient de l'argent. Car l'argent régnait. Les restaurants à la mode, L'Aiglon, Bagatelle, Fouquet's, Le Pré-Catelan, Drouant, Prunier, La Tour d'argent, étaient pleins, et avec des menus bilingues alléchants. Auteuil et Vincennes rouvraient le 12 octobre. La haute couture présentait ses collections : à peine si l'on réduisit le nombre des modèles, en se rattrapant sur les chapeaux, de véritables pièces montées, et sur la mode vélo.

LES Allemands avaient réquisitionné casernes, édifices publics (le Palais-Bourbon pour les bureaux du commandant du « Gross Paris » ; le palais du Luxembourg pour le QG de la Luftwaffe) et 396 hôtels. Paris était en effet à la fois le centre du dispositif militaire allemand en France occupée, une ville de garnison, et un lieu de distraction pour les permissionnaires. A cette époque, la ville était encore sûre : entre deux visites culturelles à Versailles ou au Louvre, ils profitaient des cinémas réservés (*Soldatenkino*) et des joies du « Paris bei Nacht » ; la *Pariser Zeitung* avait répertorié une centaine d'établissements, de la triviale revue, à peu près permanente, « La bière et le nu » du Moulin de la Galette, pour la troupe, aux délicatesses coquines de Tabarin ou de Schéhérazade, où se pressaient chaque soir les officiers de la Wehrmacht accompagnés souvent de commensaux français. Dans les maisons closes qui étaient réservées à l'occupant, il était formellement interdit à ces dames de le tromper avec des autochtones.

Allemands et Parisiens relevaient de l'autorité du chef de la Kommandantur de Paris, logée à l'Hôtel Maurice, qui couvrait le territoire du « Gross Paris » (Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne) ; il publiait des arrêtés dans un journal officiel particulier, auquel on avait intérêt à se conformer, car le général Schaumburg était un retraité, peut-être mélomane mais surtout tatonnant, qui détestait les Français. L'occupant, on le sait, s'était réservé des divisions dans les prisons de la Santé, de Fresnes, du Cherche-Midi... Arrivés dès les premiers jours, une vingtaine d'hommes du bureau de la sécurité du Reich constituèrent un service regroupant la police criminelle, la police secrète d'Etat et le service de renseignement : ce sera, pour les occupants, la « Gestapo ». En octobre, ils seront deux cents SS, commandés par Helmut Knoke, qui deviendra le second de la Gestapo ; en 1940, ses hommes se contentent de prendre des contacts et d'accumuler les fiches de renseignements.

A l'Hôtel Majestic, avenue Kléber, s'installait le Militärbefehlshaber in Frankreich, haut-commandant militaire en France, le chef des forces d'occupation, qui était aussi chargé de faire travailler l'administration française dans la zone occupée. L'exploitation économique de la France commençait. Lors de l'invasion avait été rafilé un butin considérable (rien qu'à Bordeaux : 5 718 tonnes de café, 2 315 de cacao, 1 314 de légumes secs, 450 de riz, sans compter 4 544 hl de vin !). Pour le moment, l'occupant noue des contacts avec les politiques et chefs d'entreprise prêts à adopter une logique « européenne » : le 11 janvier a lieu le « dîner de la trahison » réunissant autour du général Barkhausen des technocrates (tels Barnaud et Bichelonne) et trente-cinq représentants des banques, de l'industrie et du négoce.

Après que l'armistice eut rendu le pillage légal, les Allemands profitent du taux de change léonin et des sommes colossales payées par Vichy au titre des frais de l'armée d'occupation. C'est ainsi que s'ouvrent jusqu'à deux cents bureaux d'achat, dont le stupéfiant « bureau Otto », du nom d'un agent de l'Abwehr (le service de contre-espionnage allemand), Otto Brandl ; ses trente officines réalisaient des affaires incroyables, ache-



Le Moulin de la Galette en 1940. Spectacle réservé aux soldats permissionnaires allemands.

## XXVI - Paris à l'heure allemande

par Jean-Pierre Azéma

tant quasiment tout ce qui pouvait filer vers le Reich.

Intermédiaires et vendeurs compréhensifs ne manquaient jamais : la collaboration, à cet égard, partit sur les chapeaux de roue. Encore plus efficace fut peut-être, dès 1940, la Propaganda Abteilung, qui, au début, s'occupa intelligemment de l'opinion. Il est significatif qu'elle ait gardé ses distances à l'égard de ceux qu'on nommera plus tard les « collaborationnistes », qui allaient préconiser, entre autres, une collaboration militaire. Ils formaient un petit monde bruyant (peu crédible pour les Parisiens) d'opportunistes ou de jeunes loups bottés qui se font la main en s'installant dans des locaux « aryens » : les Gardes françaises, le Front de la jeunesse, le Jeune Front (où se fait remarquer un certain Robert Hersant) se plaisent — comme par exemple le 20 août — à casser les vitrines d'entreprises juives ou à malmenier les vendeuses. On voit aussi resurgir des groupuscules de la droite ultra, le Front franc de Boissel, un antisémite délinquant, ou encore la Ligue française de Pierre Constantini, militaire d'active bonapartiste, qui par voie d'affiches dans tout Paris [...] déclare la guerre à l'Angleterre. Il s'agit de la France. Il s'agit de l'Empire. Il n'est plus possible d'attendre.

PLUS intéressants sont ceux qui veulent se placer dans la France occupée, souvent après avoir vainement proposé leurs services à Vichy : militants de l'ultra-droite et non-conformistes, d'ultra-munichois. Il y a les partisans d'une collaboration culturelle du groupe Collaboration, autour d'Alphonse de Châteaubriant ; Marcel Déat, devenu directeur politique de l'Œuvre, qui se recherche d'un rassemblement communautaire met désormais sur la voie d'une « fascisation rampante » (Philippe Barrin) ; Jacques Doriot, qui réussit à lancer le *Cri du peuple*. Mais ces mouvements qui auront plus tard pigé sur rue sont encore incertains. A l'extrême droite, qui domine, on déplore le maintien du pacte germano-soviétique ; Déat ne rompra définitivement avec Vichy qu'après le renvoi de Laval le 13 décembre, tandis que Doriot se proclame « l'homme du Maréchal » (qui l'a invité à sa table) et préfère encore jouer la carte de Vichy. L'occupant surveille, ne néglige pas cette carte politique possible, mais n'a pour l'heure strictement aucun besoin d'eux.

Il s'occupe plutôt de la pénétration, efficace, elle, des médias, et d'abord de la presse, avec divers moyens de pression : la censure sur morasses bien sûr, si les consignes (quotidiennes pour les

sujets politiques et militaires, et tribdomadaires pour les papiers économiques) sont transgressées ; l'attribution de papier ; l'utilisation habile des rivalités et des ambitions de ceux qui voulaient écrire à tout prix. Les Allemands firent vite redémarrer les journaux : Bnan-Varilla fils accepta que le *Matin* sorte dès le 17 juin, atteignant très vite un gros tirage. Après quoi, on essaya de faire paraître — avec de l'argent allemand — et sous la direction d'un fasciste suisse, Georges Oltramari, dit Charles Dieu-donné, en direction de la classe ouvrière : la *France au travail* ; de même laissait-on sortir, le 12 juillet, *Au pilori*, contrôlé par Jean de Lestandi, entouré d'antisémites frénétiques.

MAIS le plus beau coup fut celui de *Paris-Soir*, le journal de Provost, qui, de son côté, sort une édition en zone sud : les Allemands s'emparent illégalement de l'immeuble parisien grâce à un liftier, Schiesslé, un Alsacien nommé provisoirement directeur général et auquel succédera un autre Alsacien, Eugène Gerber, nazi convaincu, l'homme de confiance de la Propaganda Abteilung. On ne fit pas de ce journal une feuille outrageusement engagée — l'occupant souhaitait « avoir à sa disposition un journal pouvant assurer la tranquillité d'esprit de la population en zone occupée » — mais discrètement orientée. Son million d'exemplaires et les bénéfices tirés des autres publications du groupe (*Notre cœur* ou *Pour elle*) financent un compte particulier qui servit à contrôler une bonne part de la presse parisienne. En outre, les Allemands persuadèrent une partie de la famille Dupuy de transférer le *Petit Parisien* en zone nord. C'est pourquoi le semi-échec des *Nouveaux Temps*, dirigé par Luchaire, un mondain mangeant à tous les râteliers, ne lui importait guère.

Après la presse, la radio. Les cinq stations parisiennes furent regroupées en un seul poste : Radio-Paris, dirigé par un Allemand, Bofinger (l'ancien directeur de Radio-Stuttgart). On commença par de bonnes variétés, avant d'orienter de plus en plus nettement les cinq bulletins d'information.

Pour l'édition arriva d'abord d'Allemagne une « liste Bernhard » de cent quarante-trois titres proscrits. La Propaganda Abteilung lui substitua à la fin septembre la « liste Otto » (un nom de code) : « *Ouvrages retirés de la vente par*

les éditeurs ou interdits par les autorités allemandes », qui avait l'avantage d'être élaborée avec l'aide du Syndicat des éditeurs français et des maisons d'édition, qui préféraient épurer elles-mêmes leur fonds. Elle comportait mille soixante titres : à côté d'Adolf Hitler, dont la prose sans doute trop explicite était interdite, figuraient des essayistes mettant en garde contre l'Allemagne (Verneil, Banville, le R.P. Chaillet, Rauschning), des auteurs juifs, évidemment, ou des opposants (Heine, Thomas Mann, Stefan Zweig, Freud, Benda, Blum) et des marxistes (de Marx à Trotski en passant par Aragon). Des expéditions (avec — dit le rapport allemand — la « collaboration prévenante et loyale » de policiers français) saisirent dans les librairies 713 382 livres ; et les livres remis par les éditeurs avaient fourni, en février 1941, 83 millions de tonnes de papier.

Pour les nouveaux ouvrages fut signée le 28 septembre une « convention de censure » entre l'occupant et le Syndicat des éditeurs, appliquée généralement à la lettre par des éditeurs qui, en majorité, quoi qu'ils en aient dit plus tard, voulaient avant tout publier. Et les menaces d'aryanisation causèrent moins d'émoi dans la profession que la mise sous scellés pendant quelques semaines de Gallimard, une des rares « baviures » de l'occupant.

La Propaganda Abteilung avait obtenu, aussi bien dans la presse que dans l'édition, que chacun se consacre comme d'habitude à son nombril, c'est-à-dire son besoin de publier, plutôt qu'à l'occupant. On peut penser que ces enjeux dépassaient le Parisien moyen, pris avant tout dans les soucis de la vie quotidienne, mais pour s'en évader il lui faudra lire de plus en plus d'ouvrages et voir de plus en plus de films.

### REPÈRES BIBLIOGRAPHIQUES

► Henri Michel, *Paris allemand*, Paris, Albin Michel, 1981, 374 p. ► Pascal Ory, *Les Collaborateurs, 1940-1945*, Paris, Le Seuil, 1977, 316 p. ► Philippe Barrin, *Le Dérive fasciste*, Doriot, Déat, Bergery, 1933-1945, Paris, Le Seuil, 1986, 531 p. ► Pierre-Marie Dioudonnat, *L'Argent nazi à la conquête de la presse française, 1940-1944*, Paris, Picollec, 1981, 308 p. ► Pascal Fouché, *L'édition française sous l'Occupation, 1940-1944*, Paris, Bibliothèque de littérature française comparée de l'université Paris-VII, 1987, deux vol., 453 et 447 p. ► Gilles Perrault, *Paris sous l'Occupation*, Paris, Belfond, 1987, 345 p.

Demain :  
La France en morceaux



LIBAN : l'envoi de navires français

## Un groupe terroriste profère à nouveau des menaces contre les otages occidentaux

BEYROUTH  
de notre envoyé spécial

Deux semaines après avoir vu s'élever de lui la « sentence de mort » proférée par l'Organisation de la justice révolutionnaire (OJR) après l'enlèvement par un commando israélien d'un responsable intégriste du Hezbollah, Cheik Abdel Karim Obaid, M. James Ciccipio est, de nouveau, l'objet d'une menace sur sa vie, mais, cette fois, en raison de l'arrivée prochaine, au large du Liban, d'une importante armada française. L'OJR, qui déteste depuis septembre et octobre 1986 deux autres américains, MM. Ciccipio et James Austin Tracy, a, dimanche 20 août au soir, dans un communiqué adressé à une agence de presse occidentale à Beyrouth, fait savoir à « l'Amérique qui manipule la France que toute stupidité commise par la flotte française mettra en danger la vie des otages américains. Il faut qu'elle prenne ce facteur en considération dans ses calculs ».

L'OJR, qui a depuis, puis libéré par étapes, les quatre membres de l'équipe d'Antenne 2, plus M. Marcel Coudré, et qui a libéré, sans jamais avoir revendiqué leur rapt, MM. Camille Souty et Roger Anquet, adresse son communiqué « aux dirigeants haïtiens de la France qui ont la mémoire courte ». « La France, affirme ce communiqué, intervient une nouvelle fois en Orient en tant qu'ennemi des peuples opprimés et dévale son visage perfide, alors que nous pensions qu'elle avait tiré les leçons d'un passé amer et qu'elle ne réitérerait pas l'expérience. Les derniers développements prouvent que les dirigeants de la France ont oublié les leçons », poursuit le communiqué, qui ajoute : « L'OJR, qui a choisi de défendre les droits des opprimés, ne permettra pas à la France, sous quelque couverture que ce soit, d'intervenir dans la région ». L'OJR précise alors ses menaces qui, outre celles pesant sur la vie des otages américains, s'adressent à la France, à qui est faite « une mise en garde sévère dans la forme et dans le fond » : « La sécurité stratégique en profondeur sera laissée à nos choix », affirme l'OJR, qui ajoute : « Notre riposte ne sera pas conjoncturelle, tous les moyens de pression et toutes les éventualités sont à envisager ».

En termes clairs, l'OJR, dont les intérêts ont toujours été concordants à ceux de l'Iran, menace les intérêts français non seulement au Liban, mais partout dans le monde, y compris en France.

Dès sa première manifestation — la revendication du rapt de l'équipe d'Antenne 2, en avril 1986 — l'OJR, qui appartient à la nébuleuse pro-iranienne des preneurs d'otages, avait menacé la France en raison de sa présence au Liban, à l'époque, par le corps des observateurs du cessez-le-feu, les « casques blancs », déployés en 1984 après le retrait de la force multinationale, et par la participation française à la FINUL (Force internationale des Nations unies au Liban). Au fil des mois, l'OJR réclamait aussi de la France l'arrêt de son soutien à l'Irak dans sa guerre contre l'Iran.

Le porte-avions Foch, escorté par la frégate anti-aérienne Casard, a quitté Toulon, samedi 19 août, à destination des côtes du Liban, au large desquelles il devrait arriver dans environ quatre jours. Le Foch, dont la flotte africaine se compose de Super-Éclair, de Crusader et d'Éclair, ainsi que d'Éclair, de l'Armée de terre, retrouvera en Méditerranée orientale le pétrolier-ravitailleur Var, l'avis de l'Estimé d'Orves et la frégate Douvres. Par ailleurs, au retour de sa mission à Beyrouth, M. Alain Decaux a confirmé qu'il avait proposé, comme « suggestion », à ses interlocuteurs libanais la réunion « des différentes parties » [libanaises] en un lieu à déterminer. Le ministre a, en outre, qualifié sur Antenne 2 de « parfaitement inadmissibles » pour la France les récents propos du chef druze Walid Joumblatt.

Prévisible, ce chantage aux otages met toutefois Paris dans une position d'autant plus délicate que la France fait cavalier seul dans son intervention dans la crise libanaise et alors que le porte-avions Foch fait route vers le Liban. Le retour à l'affaire des otages dans le contexte du drame que vit le Liban intervient aussi alors que les relations syro-libanaises, deux pays clés pour les otages, paraissent en beau fixe — concernant le Liban tout au moins — et qu'on affirme, de très bonnes sources, que Téhéran s'est engagé à ne rien céder dans cette affaire sans l'aval de la Syrie.

Dans son dernier communiqué, le 6 août, relatif à la promesse de « libération immédiate » de M. Ciccipio contre notamment l'établissement de quatre cent cinquante prisonniers libanais et palestiniens, l'OJR réclamait déjà que le commandement syrien accepte de mener, pour les faire aboutir, les négociations. Ce qui signifie que Téhéran, tout en préservant ses propres intérêts, donne à Damas un rôle indispensable et politiquement incontournable face aux États-Unis, tant dans la crise libanaise que dans celle du Proche-Orient.

### Le changement de ton de Washington

N'est-ce pas dans ce contexte qu'il faut voir le changement de ton de Washington à l'égard de Damas ? Alors qu'il y a dix jours, le département d'État mettait sévèrement en cause la Syrie dans les bombardements au Liban, vendredi dernier, après l'appel non respecté de l'ONU au cessez-le-feu, le porte-parole du département d'État déclarait froidement qu'« il n'y avait pas d'indication d'une participation syrienne aux bombardements » du littoral du pays chrétien.

Un an et demi après être sortie elle-même du gâchis des otages au Liban, la France se trouve donc de nouveau confrontée à un chantage qui risque de l'opposer à Washington, alors que la décision d'envoyer une partie de la flotte au large du Liban est dénoncée avec plus ou moins de violence dans l'ensemble du camp musulman au Liban.

Pour être modérée, la réaction du chef du gouvernement à majorité musulmane, M. Salim Hoss, n'a été pas moins significative, puisqu'il a demandé officiellement, après pour tout les assurances que lui a données M. Decaux lors de sa visite à Beyrouth, des « éclaircissements » sur les mouvements de la flotte française.

Le chef druze, M. Walid Joumblatt, nous a, pour sa part, déclaré samedi : « Les Français doivent savoir que s'ils veulent acheter de l'approvisionnement à l'ombre de leur flotte, on va leur tirer dessus. S'ils ripostent, ce sera l'escalade. La politique de la France, a poursuivi M. Joumblatt, visiblement peu convaincu par son entretien avec le ministre délégué à la francophonie, se base sur les données du dix-neuvième siècle. Elle voit le Liban sous un angle chrétien et cherche avec sa flotte à imposer un cessez-le-feu pour donner un répit à Aoun [le chef du gouvernement militaire chrétien]. En agissant de la sorte, la France consacre la partition du Liban, mais sa volonté de créer un État chrétien menace tous les chrétiens d'Orient. Si la France veut évacuer ses ressortissants », a enfin déclaré M. Joumblatt, qu'elle le fasse sur un paquebot, elle n'a pas besoin d'une telle flotte, et à partir de Tripoli [sous contrôle syrien] et non de Jourh, c'est plus sûr ».

Les dirigeants français et M. Mitterrand auront beau multiplier les déclarations d'apaisement et déclarer, comme l'a encore fait dimanche le chef de l'État, que « la mission des navires est une mission de sauvegarde et que l'assistance française est destinée à tous les Libanais », rien n'y fera. On ne peut effacer l'histoire, et l'arrivée de la flotte française dans ce

contexte se peut apparaître, pour la majorité des Libanais, que comme un tentatif de sauvetage exclusivement destiné aux chrétiens du Liban ou, au mieux, comme un moyen de pression pour les soulager. Ce d'autant que le général Aoun, pour sa part, ne cache pas, comme il l'a dit dans une interview au Journal du dimanche, qu'il « souhaite une intervention militaire française » pour l'aider « dans sa guerre de libération ».

Pour la population chrétienne, cette arrivée de la flotte suscite plus d'inquiétudes que d'espoirs. « Que vient-elle faire ? » C'est la question que tout un chacun se pose, avec le souvenir que la précédente mission française d'assistance humanitaire, en avril, avait provoqué un surcroît de violence. La perspective d'une évacuation à envisager pour la communauté française — environ sept mille personnes, dont 80 % dont la double nationalité —, d'une part, créé un mouvement de panique dans le pays chrétien, où de nombreux Libanais se demandent s'ils pourront profiter, eux aussi, des bateaux français.

Alors que les bombardements revendiqués cette fois par le commandement de l'Armée libanaise relevant du gouvernement de M. Salim Hoss se limitent depuis maintenant trois jours essentiellement au littoral du pays chrétien, avec la riposte de l'artillerie du général Aoun autour des positions syriennes, et que se poursuivent quotidiennement les accrochages le long de la ligne de démarcation séparant les deux secteurs de Beyrouth, le Liban attend donc dans la crainte l'arrivée de la flotte française.

Il ne fait pas de doute toutefois que, par son intervention, l'OJR, ou plutôt ses parrains irano-syriens, cherchent à briser le déjà très faible consensus occidental sur la question libanaise, et que Paris risque de se trouver bien seul dans une action encore plus difficile à gérer.

FRANÇOISE CHÉPAUX.

En marge des heurts avec l'armée israélienne

## Accroissement des violences inter-palestiniennes dans les territoires occupés

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

« Le pourrissement », disent les commentateurs — israéliens et même palestiniens — pour décrire une situation où l'intifada (soulèvement palestinien) se traduit toujours par son lot quotidien d'affrontements avec l'armée — quatre morts ce week-end — et par un net accroissement des violences inter-palestiniennes.

Immanquablement attribuées par les militants à la « lutte contre les collaborateurs » de l'administration territoriale israélienne, les violences inter-palestiniennes ont atteint, ces dernières semaines, un rythme sans précédent depuis le début du soulèvement en Cisjordanie et à Gaza. Dans le courant de l'été, près d'une quarantaine de Palestiniens ont été assassinés par des « groupes de choc » de l'intifada. La brutalité de certaines attaques a parfois choqué les milieux nationalistes modérés. Dernièrement, à Naplouse, un homme a été brûlé aux mains et au visage puis tabassé à mort par des « combattants » locaux qui entendaient faire respecter « la morale publique » : la victime buvait de l'alcool et aurait consommé de la drogue. Dans un village de Cisjordanie, un professeur du secondaire, accusé de « collaboration », a été poignardé, frappé à coups de hache, et son corps ensuite jeté dans la cour de l'école.

Les vieux mettent en garde : ils rappellent que la grande révolte palestinienne de 1936, contre les Britanniques et les sionistes, avait largement dégénéré en sanglants règlements de comptes entre familles et clans rivaux. Depuis novembre 1987, début de l'intifada, une centaine de Palestiniens ont été tués au titre de cette « lutte contre les collaborateurs » ou prétendus tels. Le mot d'ordre figure toujours en bonne place dans les communiqués de la Direction unifiée du soulèvement. Mais certains milieux nationalistes influents commencent à y voir le danger d'une spirale de violences ininterrompues : ils évoquent une menace de désenclavement d'un soulèvement qui fut, longtemps, caractérisé par la discipline de militants agissant en harmonie, relative, avec la population.

### La « lutte contre les collaborateurs »

Pour la première fois, la semaine passée, la Direction, qui regroupe les principales tendances de l'OLP, a réagi. Dans son communiqué numéro 44, elle reconnaît, implicitement, que « sous le prétexte de la « lutte contre les collaborateurs », se règlent bien des comptes qui n'ont rien à voir avec le soulèvement — conflits personnels et affaires de droit commun, notamment. La Direction appelle les activistes à « ne user aucun collaborateur avant qu'il ait eu la possibilité de se repentir et avant que la direction ait approuvé l'exécution ». Une des personnalités nationalistes les plus respectées de Cisjordanie, M. Fay-

sal Hussein, a été plus loin, appelant à l'arrêt des violences inter-palestiniennes et au maintien de ce qu'il appelle un « soulèvement propre ».

Parallèlement, les affrontements avec l'armée ne donnent aucun signe de répit : vingt morts en juin, trente et un en juillet — victimes de tirs à balles réelles. Le week-end a été marqué par de nouveaux accrochages entre lanceurs de pierres et soldats : quatre Palestiniens ont été tués, une vingtaine d'autres blessés.

Une source palestinienne nous a rapporté que l'une des victimes, un jeune homme tué samedi 19 août en pleine ville de Bétléem après qu'une patrouille eut été attaquée à coups de pierres, avait été touché, « presque à bout portant », par les tirs de revolver de deux agents des services israéliens déguisés en touristes, portant bermudes, appareils de photo et guide de voyage. L'armée n'a pas fait de commentaires.

Cependant, une enquête a été ouverte après la découverte, dans la zone industrielle d'El Bireh-Ramallah (au nord de Jérusalem), du corps d'un Palestinien de quatorze ans portant une blessure par balle en pleine tête, des traces de coups au visage (dents cassées) et des marques de brûlure sur la poitrine. Né aux États-Unis, Amjad Jibril appartenait à une famille de nationalité américaine, récemment revenue s'installer à El Bireh. Des parents et des témoins ont affirmé que le garçon avait été arrêté au milieu de la semaine passée après un incident dans la ville : l'armée a assuré que le jeune homme n'avait jamais été emprisonné dans l'un de ses centres de détention.

ALAIN FRACHON.

● L'événement irakien a survolé la frontière israélo-jordanienne. — Israël a élevé récemment une « vigoureuse » protestation auprès de la Jordanie à la suite du « survol de la ligne de cessez-le-feu israélo-jordanien » par des avions militaires irakiens, a annoncé, dimanche 20 août, la radio militaire israélienne. Israël accuse la Jordanie d'avoir autorisé ces appareils de reconnaissance irakiens à survoler le territoire jordanien pour photographier des positions israéliennes le long de la ligne de cessez-le-feu. — (AFP.)

● UNESCO : la demande d'admission de l'OLP jugée « prématurée ». — M. Federico Mayor, directeur général de l'UNESCO, a déclaré, dimanche 20 août, que la demande d'admission de l'OLP à l'agence des Nations unies était prématurée et n'avait aucune chance d'aboutir. « J'ai dit à Arfat que sa demande était prématurée et ne déboucherait sur rien lors de l'assemblée générale », a-t-il déclaré au quotidien espagnol El País. Cette demande doit être discutée en octobre lors de la prochaine assemblée générale de l'UNESCO. — (Reuters.)

IRAN : en évinçant un radical

## M. Rafsandjani a engagé l'épreuve de force avec le Parlement

Le président Ali Akbar Hachemi Rafsandjani a mis à profit sa première initiative politique depuis son élection, le 28 juillet, pour évincer l'un des porte-drapeaux de la révolution radicale au sein du gouvernement iranien : l'homme d'État Ali Akbar Mohtachemi, ancien ministre de l'Intérieur, dont le nom n'apparaît pas dans le cabinet présenté au Parlement samedi 19 août par l'homme fort de l'Iran.

### Pas de changement aux affaires étrangères

M. Rafsandjani a ainsi pris le risque d'un affrontement avec une majorité de députés qui, dans une lettre qu'ils lui ont adressée, ont exprimé « leur préoccupation devant l'absence » de M. Mohtachemi du nouveau cabinet. Dans ce texte, cent trente-six parlementaires — sur deux cent soixante-dix — demandent son maintien au gouvernement, rappelant qu'il s'agissait de « l'un des proches de l'imam Khomeiny ».

Autres personnalités absentes de la liste présentée par M. Raf-

sandjani : l'ancien premier ministre, M. Mir Hossein Mousavou, ainsi que M. Mohamed Reychari, ex-ministre des renseignements.

A la place de M. Mohtachemi, le chef de l'État a présenté M. Abdollah Nouri, qui était également un proche de l'imam défunt, dont il a notamment été le représentant au sein des gardiens de la révolution.

En revanche, les affaires étrangères, attribuées à M. Ali Akbar Velayat, ne changent pas de titulaire. Sur les vingt-deux membres de la liste proposée par M. Rafsandjani, douze sont de nouveaux venus, les autres étant maintenus à leur poste antérieur.

Ces nominations doivent donner lieu à un débat au Parlement — qui a la possibilité de renvoyer les ministres présentés, — dont le résultat constituera un test d'importance pour le président Rafsandjani. Son pragmatisme lui a permis, jusqu'à présent, de venir à bout de tous les obstacles que lui ont opposés ses adversaires.

Y. H.

## Un nouvel appel du pape pour un cessez-le-feu

Bien malgré lui, le Liban a été la vedette des journaux de Saint-Jacques-de-Compostelle. On comptait environ dans ce pays de chrétiens une soixantaine de jeunes chrétiens libanais, dont le Père Mansour Labaki, ayant spécialement quitté leur pays pour ce pèlerinage en Espagne. Ils avaient été notamment pris en charge par des groupes français (la communauté des L'Éclaircie, les Jeunes-Christiens-Servants). Une partie d'entre eux étaient présents dans le hydroglossaire qui, au large de Jourh, a été bombardé le 6 août. Deux fillettes avaient été noyées.

En trois jours, à Compostelle, une prière pour la paix au Liban, qui a été lue par le pape à la fin de la cérémonie de dimanche, a recueilli 70 000 signatures. Le pape a regretté, à la fin de son intervention que, malgré

ses propres appels et ceux des Nations unies, un cessez-le-feu ne soit intervenu à Beyrouth. « Il semble que le projet soit de démolir la ville de Beyrouth, et de détruire les quartiers habités par les chrétiens », a déclaré Jean-Paul II, sans évoquer, comme il l'avait fait une semaine plus tôt à Rome, le rôle des Syriens.

« Au nom de Dieu, a-t-il conclu, je renouvelle à toutes les autorités mon appel à un cessez-le-feu immédiat, pour que puisse commencer un dialogue, qui porterait sur un accord prenant en compte la diversité de tous les droits historiques et religieux, donnant de nouveaux à toute la population, sans discrimination aucune, l'assurance de pouvoir vivre dans un climat de paix et de respect réciproque. »

## « J'exclus l'idée que l'on puisse s'en prendre militairement à des navires remplissant une mission humanitaire »

déclare M. François Mitterrand en Espagne

MADRID  
de notre correspondant

Le temps n'est plus où les visites à Madrid du président de la République étaient sources de polémiques et de campagnes antifrançaises. Les rapports entre les deux pays ont connu en effet un spectaculaire réchauffement, et les rencontres entre M. Mitterrand et le président du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, sont maintenant devenues monnaie courante.

Aussi, face à la disparition des lignes bilatérales, les deux hommes préfèrent-ils désormais consacrer l'essentiel de leurs rencontres à analyser les questions européennes et les problèmes « chauds » du globe. C'est ce qu'ils ont à nouveau fait, dimanche 20 août, lors de la rapide visite du président de la République en Espagne. MM. Mitterrand et Gonzalez se sont entretenus durant quatre heures dans le cadre serein et champêtre à la fois d'un petit pavillon de chasse du dix-huitième siècle près du manastère d'El Escorial, à une cinquantaine de kilomètres de Madrid.

En parlant ensuite devant la presse, les deux hommes ont d'ailleurs expédié en un tour de main le thème des relations bilatérales, caractérisées, selon M. Mitterrand, par « une harmonie entre les deux pays comme elle n'a jamais existé ». Ils ont toutefois annoncé une nouveauté : la nomination dans chaque capitale, d'un « coordinateur » chargé spécifiquement de surveiller au jour le jour les rapports entre les deux États, et de « relancer à temps les ministres concernés », a précisé M. Mitterrand, afin de « décaler les problèmes avant qu'ils n'apparaissent ». Le président de la République a cité à plusieurs reprises le modèle exemplaire des relations franco-allemandes pour définir les rapports que la France entend entretenir avec l'Espagne.

Mais les journalistes présents s'intéressaient en fait à tout autre chose : les Espagnols aux rumeurs insistantes concernant une imminente convocation d'élections anticipées à Madrid, et les Français au rôle qu'entend jouer Paris au Liban. Les premiers sont restés partiellement sur leur faim : M. Gonzalez est resté sibyllin, laissant entendre tou-

tefois à demi-mot qu'il pourrait effectivement annoncer au début de septembre la dissolution des chambres.

M. Mitterrand, lui, s'est montré plus disert. Il a souligné que le Liban constitue « un État souverain et indépendant, qui doit rester uni » et que « cette souveraineté et cette indépendance sont aujourd'hui menacées ». Faisant allusion, sans la nommer directement, à la communauté chrétienne, il a précisé qu'il serait « intolérable qu'une minorité de ce pays soit démembrée, morcelée ou physiquement détruite ».

### La nécessité d'une action diplomatique

Justifiant de la sorte l'envoi de navires français dans la zone, il a souligné toutefois que leur mission n'était pas de caractère militaire, mais seulement « humanitaire », rappelant qu'il y avait dans ce pays « des citoyens français qui peuvent être en péril de mort ». Interrogé sur la possibilité de voir malgré tout son pays entraîné ainsi dans le conflit libanais, il a affirmé : « J'exclus l'idée que l'on puisse s'en prendre

militairement à des navires remplissant une mission humanitaire ».

M. Mitterrand a enfin affirmé qu'il jugeait plus nécessaire que jamais « une action diplomatique internationale d'envergure » au Liban, et que l'accord de l'Espagne au sein de la Communauté était à cet égard « très important ». M. Gonzalez, de son côté, a annoncé que l'Espagne appuierait le projet de résolution sur le Liban que la France entend présenter lors de la réunion des directeurs politiques des affaires étrangères de la Communauté prévue pour lundi.

Enfin, les deux hommes ont examiné les grands dossiers communautaires. M. Mitterrand a précisé que cette visite constituait la première d'une série de rencontres avec les chefs de gouvernement des Douze. Ce sera ensuite le tour de M. Thatcher, qu'il rencontrera en Grande-Bretagne le 1<sup>er</sup> septembre, puis du chancelier Kohl, qui sera reçu une semaine plus tard en France. M. Mitterrand a précisé qu'il allait de soi de commencer cette tournée par le pays dont il vient de recevoir, il y a moins de deux mois, le témoin de la présidence communautaire.

THIERRY MALINIAK.

هنا من الاصل

## Asie

La conférence de Paris sur le Cambodge

## L'organisation du pouvoir pendant la période de transition demeure le principal obstacle à un accord

A une semaine du retour à Paris des ministres des affaires étrangères pour y clore la conférence internationale sur le Cambodge ouverte le 30 juillet, les travaux, en commission, butent toujours sur un point essentiel : l'organisation du pouvoir pendant la transition entre un cessez-le-feu et des élections générales. Quelle place réserver aux Khmers rouges lors de cette transition ? Telle est la principale pomme de discorde.

Phnom-Penh et Hanoi se refusent toujours à confier aux Khmers rouges de réelles responsabilités pendant cette phase de transition. De son côté, le prince Sihanouk a réitéré, vendredi 18 août, son refus d'un « bipartisme », c'est-à-dire de

la formation d'un gouvernement provisoire au sein duquel lui-même et l'actuel premier ministre de Phnom-Penh, M. Hun Sen, se partageraient les principaux portefeuilles, ainsi que le souhaite Phnom-Penh. Il a réaffirmé qu'une telle proposition avait été avancée non par lui-même, mais par le gouvernement français, coprésident, avec l'Indonésie, de la conférence. Quant à la Chine, qui livre des armes à la guérilla des Khmers rouges, elle continue de réclamer, du moins publiquement, un gouvernement transitoire quadripartite présidé par le prince Sihanouk et au sein duquel les quatre factions (Sihanouk, Hun Sen, Khmers rouges et Hun Sen) auraient une « place égale ».

Que faire ? Tout compromis, effectivement, passe par la définition d'une autorité provisoire quadripartite, qui inclurait donc les Khmers rouges mais sans leur donner de véritables responsabilités gouvernementales. On n'en est pas encore là, même s'il faut faire la part de la tactique dans les déclarations des uns et des autres. Plusieurs délégations ont eu, en effet, le sentiment que les Chinois, dont c'est la rentrée internationale depuis la répression sanglante du 3 juin, étaient prêts à faire des concessions en se démarquant des Khmers rouges, notamment en tolérant qu'une solution quadripartite ne soit, en fait, que l'habillage d'un accord Sihanouk-Hun Sen. Mais si

tel est le cas, l'atmosphère s'est néanmoins durcie la semaine dernière.

Au cas où un compromis se réaliserait sur ce problème, les autres points de désaccord — en particulier sur la nature d'un mécanisme de contrôle international, qui doit faire l'objet d'un rapport de la mission technique envoyée sur le terrain par l'ONU — seraient sans doute surmontables. Rendez-vous, donc, le 28 août, au Centre des conférences de l'avenue Kleber. Pour peu que les gouvernements et les organisations intéressées estiment, à cette date, qu'il y aura une chance sérieuse d'aboutir.

J.-G. P.

## « Pas de divan pour les uns et de strapontin pour les autres » nous déclare le chef de la délégation chinoise

M. Liu Shu-ting, vice-ministre chinois des affaires étrangères, estime qu'il ne peut y avoir qu'un « règlement global » du conflit cambodgien, donc un retrait « véritable et total » des troupes vietnamiennes assorti de la formation d'un « gouvernement quadripartite présidé par le prince Sihanouk ». Ce dernier, dit-il, insiste sur une répartition « égale » des pouvoirs entre les quatre parties khmères. La Chine appuie cette position : « Pas de divan pour les uns et de strapontin pour les autres », résume-t-il. Voici, en substance, l'essentiel de ses propos :

● **Un règlement interne.** — La première formule, la proposition de Sihanouk, est la formation d'un gouvernement quadripartite présidé par le prince avec trois vice-présidents (représentant les trois autres factions). Il leur appartiendrait de se répartir les postes. La deuxième formule, la prétendue coalition bipartite (Sihanouk-Hun Sen) revient en fait à une monopolisation du pouvoir par Hun Sen. Ce que propose la France va, pourrait-on dire, dans le sens de cette deuxième formule. Elle n'est pas juste, pas raisonnable. Elle ne saurait être acceptée par la majorité des délégations.

● **Un accord militaire entre Cambodgiens.** — La Chine propose qu'après le retrait véritable de la totalité des troupes vietnamiennes on procède au gel et à la réduction des différentes forces cambodgiennes. Sihanouk et ses alliés (la résistance) proposent de limiter les effectifs de chaque faction à dix mille hommes. La Chine soutient cette proposition. Les trois parties (de la résistance) ont également

proposé le désarmement des quatre factions. Cette proposition intéressera les participants à la conférence.

● **Le retrait vietnamien.** — J'en ai discuté avec Nguyen Co Thach (le vice-premier ministre vietnamien). Les deux hommes se sont rencontrés le 9 août à l'ambassade de Chine à Paris. Je lui ai dit que le Vietnam doit être sincère et joindre la parole aux actes. Un contrôle international sera très difficile. Il sera facile à contourner. Il sera nécessaire que le mécanisme international de contrôle soit présidé par l'ONU et que les quatre factions cambodgiennes participent à la vérification du retrait. M. Thach m'a donné la garantie que les troupes vietnamiennes ne retour-

neront pas au Cambodge. Je lui ai dit que la clé du problème est dans sa poche.

● **L'aide militaire à la résistance.** — C'est seulement après le retrait vietnamien du Cambodge et à la suite d'un accord global que la Chine devra mettre fin à son aide militaire. Tous les autres pays devront en faire autant.

● **La normalisation avec le Vietnam.** — La Chine la souhaite et pose une seule condition, une solution véritable au conflit du Cambodge. Sinon, il sera très difficile d'améliorer nos relations. Nous ne comprenons pas pourquoi le Vietnam traîne encore les pieds. Si le Vietnam est réellement sincère, il doit se prononcer, en termes explicites, pour la for-

mation d'un gouvernement provisoire quadripartite présidé par Sihanouk.

● **L'attitude de l'URSS.** — Comme nous l'avons souligné en février 1989, il reste des divergences de vues entre la Chine et l'URSS sur le Cambodge. Mais comme nos amis soviétiques ont dit qu'ils sont prêts à apporter leur contribution à un règlement, nous sommes sûrs qu'ils le feront.

● **La mission de l'ONU sur place.** — La mission n'a pas encore présenté son rapport au secrétaire général de l'ONU. Les informations diffusées ici et là, entre-temps, sont irresponsables.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

## CHINE

## Réapparition du ministre de la défense

PÉKIN  
de notre correspondant

Le « mystère Qin Jiwei », le ministre de la défense dont des sources pékinoises avaient annoncé, depuis Pékin, l'arrestation à l'agence américaine Associated Press à Hongkong (le Monde du 19 août), n'est que partiellement éclairci. Il illustre avant tout l'atmosphère d'incertitude entourant les tractions en cours pour tenter de présenter un arrangement crédible à la tête du régime, dans la perspective de la disparition de son pater familias, M. Deng Xiaoping.

Le général Qin Jiwei a refait surface, samedi 19 août, aux côtés des autres membres de la haute direction chinoise, pour assister aux funérailles d'un compagnon de route de la Longue Marche, Fa Zhong, décédé fin juillet à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. L'apparition était destinée à renforcer le démenti, moyennement convainquant, de ses services après la publication d'informations faisant état de son arrestation. Geste d'autant plus nécessaire que ces rumeurs avaient provoqué une nouvelle chute de la Bourse de Hongkong. A la cérémonie, le général Qin se trouvait notamment en

compagnie du président de la République, le général Yang Shangkun, dont les bruits courraient à l'origine de la mise aux arrêts de rigueur du ministre.

L'arrestation fictive du ministre de la défense avait été notamment annoncée par téléphone depuis Pékin par une source militaire à l'agence américaine. Il n'est pas exclu qu'une telle manipulation d'un organe de presse occidental ait pour origine un clan pékinois cherchant à têter le vent face à ses rivaux, voire à protéger le ministre dans l'hypothèse d'un limogement imminent.

F. D.

## A TRAVERS LE MONDE

## Brésil

M. Brice Lalonde  
ajourne son voyage

Le secrétaire d'Etat français à l'environnement, M. Brice Lalonde, a annoncé, samedi 19 août, le report sine die du voyage qu'il devait faire au Brésil, à l'occasion du lancement de la mission dite du « radeau des cimes » qui comptait étudier la forêt amazonienne depuis la tête des entrées à l'aide d'un dirigeable. Lundi 14 août, l'expédition a été prise de quitter le pays pour des raisons administratives (certains membres n'avaient qu'un simple visa de tourisme, insuffisant pour ce genre de mission). Malgré l'intervention de M. Lalonde, dont le secrétariat d'Etat finance une partie de l'expédition, le Brésil a maintenu sa décision d'expulsion. — (AFP.)

## Egypte

Démantèlement  
d'un réseau terroriste  
chiite pro-iranien

Quarante et une personnes, accusées d'appartenir à une organisation chiite terroriste pro-iranienne, ont été arrêtées au Caire et dans le delta, a annoncé, dimanche 20 août, le procureur général égyptien. Des mandats d'arrêt ont, par ailleurs, été lancés contre onze personnes, dont un iranien et quatre Soudais, accusées d'avoir créé l'organisation en 1988.

Selon le parquet, l'organisation, dont certains membres ont reçu un entraînement militaire en

## Syrie et en Iran, projetait de s'attaquer aux intérêts américains, israéliens, irakiens, saoudiens et koweïtiens en Egypte en vue d'ouvrir la voie à une révolution islamique à l'iranienne après le renversement du pouvoir. — (Corresp.)

## Haïti

Une élection  
présidentielle  
aurait lieu en 1990

A l'issue d'une visite d'information de quatre jours (du 16 au 18 août) à Port-au-Prince, à l'invitation du général Prosper Avril, une mission de la Communauté économique des Caraïbes (Caricom) a indiqué qu'une élection présidentielle pourrait se tenir à Haïti en novembre 1990. Le nouveau président civil prendrait ses fonctions en février 1991 — soit cinq ans après la chute de l'ancien président Jean-Claude Duvalier. La mission du Caricom a notamment rencontré les neuf membres du Conseil électoral provisoire. — (AFP.)

## Turquie

Arrêt de la grève  
de la faim  
à la prison d'Aydin

Plus de cent cinquante détenus de la prison d'Aydin ont mis fin à leurs conditions précaires, samedi 19 août, à leur grève de la faim commencée pour certains depuis plus de cinquante jours, ont annoncé des sources sûres à Ankara.

Centre formation professionnelle.

C.F.P.A.

Préparation intensive  
28 août au 22 septembre  
80 % à 90 % DE RÉUSSES  
chaque année

CEPES

57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly  
Tél. : 47-46-09-19 ou 47-22-94-84.

## Amériques

COLOMBIE : la recrudescence des assassinats

Plusieurs milliers de personnes  
ont été arrêtées

Le ministre colombien de la défense, Oscar Botero, a annoncé, samedi 19 août à Bogotá, que la police avait procédé sous son commandement à l'arrestation de près de quatre mille personnes. Cette rafle, opérée après l'annonce par le président Virgilio Barco d'une offensive contre les barons de la drogue (le Monde daté 20 et 21 août), vise à retrouver les assassins du sénateur Luis Carlos Galán et d'autres personnalités officielles tuées ces derniers jours. La police soupçonne les trafiquants de drogue d'être à l'origine de ces assassinats. Elle a affirmé que cent trente maisons et dix mille voitures avaient été fouillées, et deux cent soixante armes saisies. « Les mesures d'urgence [décrétées par le président Barco] donnent à l'armée et aux forces de police une grande capacité d'action, et nous sommes maintenant engagés dans une guerre », a déclaré à cette occasion le ministre de la défense.

Le lendemain de cette opération de police, dimanche en fin de matinée, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont assisté aux obèques du sénateur Galán, qui était le grand favori de l'élection présidentielle de 1990. La cérémonie, célébrée dans la cathédrale de Bogotá, s'est déroulée en présence du président de la République, de tous les membres de son cabinet et des principales per-

sonnalités politiques et diplomatiques.

Au cours de son homélie, le cardinal Mario Rebollo Bravo, primat de l'Eglise colombienne, a lu un message de condoléances envoyé depuis Saint-Jacques-de-Compostelle par le pape Jean-Paul II. Un deuil national de trois jours a été décrété dans tout le pays, et les drapeaux ont été mis en berne.

Les mesures prises par le président Barco après l'assassinat du sénateur Galán, notamment la remise en vigueur du traité d'extradition des trafiquants vers les Etats-Unis, ont par ailleurs été qualifiées de « courageuses » par le président George Bush. Le chef de l'Etat américain a affirmé que Washington était prêt à « coordonner l'extradition de ces criminels le plus rapidement possible ». En rappelant qu'il devait présenter le 5 septembre prochain un plan de lutte antidrogue, M. Bush a indiqué que les Etats-Unis s'engageraient à cette occasion leur aide aux pays latino-américains.

Le ministre américain de la justice, M. Dick Thornburgh, a pour sa part estimé, dimanche, que l'envoi de troupes américaines en Colombie reste « une option possible », si le gouvernement colombien le souhaite. — (AFP, Reuters, UPI.)

## SALVADOR

## La guérilla prête au dialogue

San-Salvador. — Le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) s'est déclaré prêt, dans un communiqué diffusé samedi 19 août, à engager le dialogue avec le gouvernement salvadorien pour le rétablissement de la paix dans le pays.

Dans son communiqué, le FMLN déclare sa volonté de rencontrer, en privé, des membres du gouvernement du président Alfredo Cristiani (droite) afin de parvenir à « une solution globale et définitive du conflit ». La direction du mouvement de guérilla propose, dans ce commu-

nié, la participation au dialogue d'observateurs internationaux, de représentants des partis politiques et du secteur privé ainsi que de l'archevêque de San-Salvador, Mgr Arturo Rivera y Damas.

L'établissement d'un dialogue conduisant à un désarmement de la guérilla et à la fin du conflit, qui a fait près de soixante-dix mille morts au cours des neuf dernières années, avait été recommandé, début août, par les cinq présidents d'Amérique centrale réunis en sommet à Tela, au Honduras. — (AFP.)

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09Tél. : (1) 42-47-97-27  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publicationAnciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauvet (1969-1982)  
André Larroque (1982-1985)Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.Administrateur général :  
Bernard Weiss.Rédacteur en chef :  
Daniel Verne.Correspondant en chef :  
Claude Sales.Le Monde  
PUBLICITE  
5, rue de Montesson, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Télécopieur : 296 136 FLe Monde  
TELEMATIQUE  
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE  
ou 36-15 - Tapes LMReproduction interdite de tous articles,  
sauf accord avec l'administrationCommission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395 - 2037  
Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 42-47-99-81.

## ABONNEMENTS

BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 TEL. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BELGIUM	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 600 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de

votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements

tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs en province : nos abonnés sont invités à for-

muler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande

d'envoi à toute correspondance. PORT PAYÉ : PARIS RP

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

tion thermique d'EDF ont  
de procéder au contrôle des

Ca. V.

Service Public de Graphologie, 18 rue de la République, 92100 Paris, France, 1989

par l'initiative de réunir le Congrès

Edouard  
Mondor  
LA VILLE  
DES  
PRODIGES



# Amériques

Plusieurs milliers de personnes ont été arrêtées

Plusieurs milliers de personnes ont été arrêtées

Le Monde • Mardi 22 août 1989 • 5

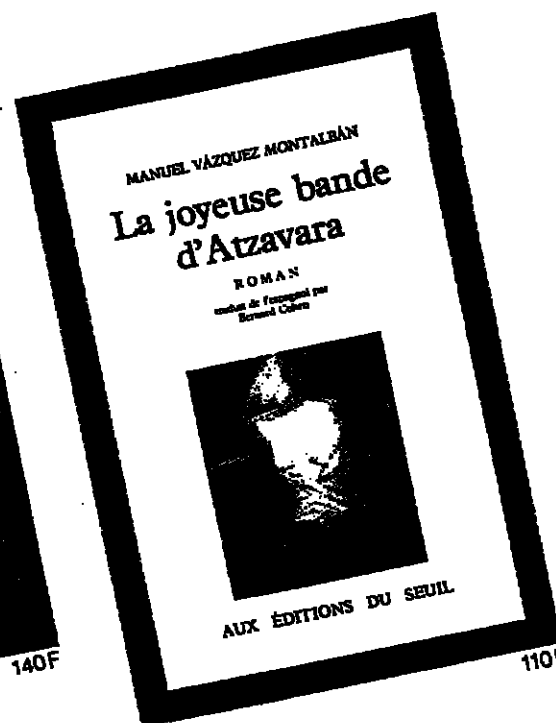
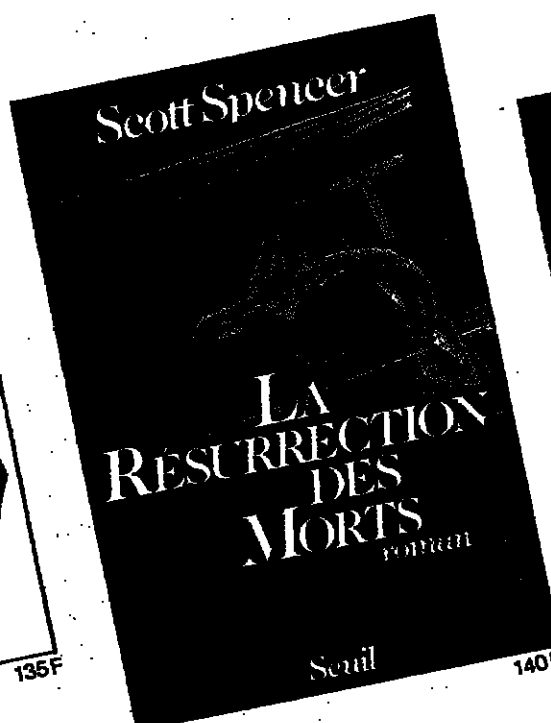
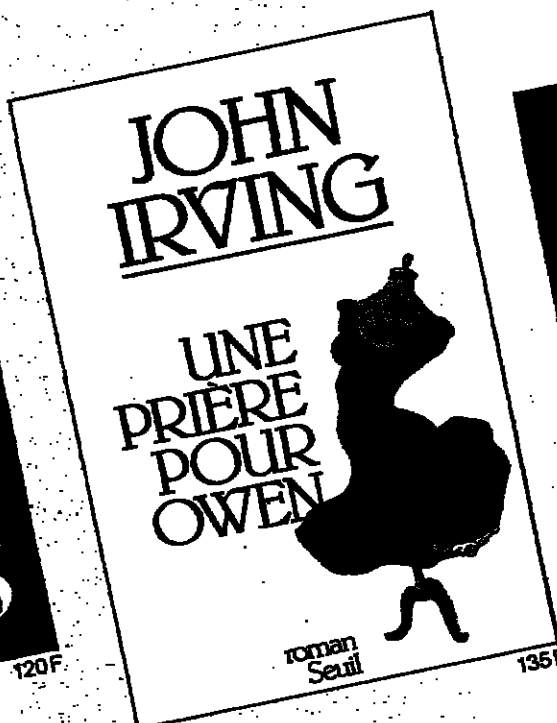
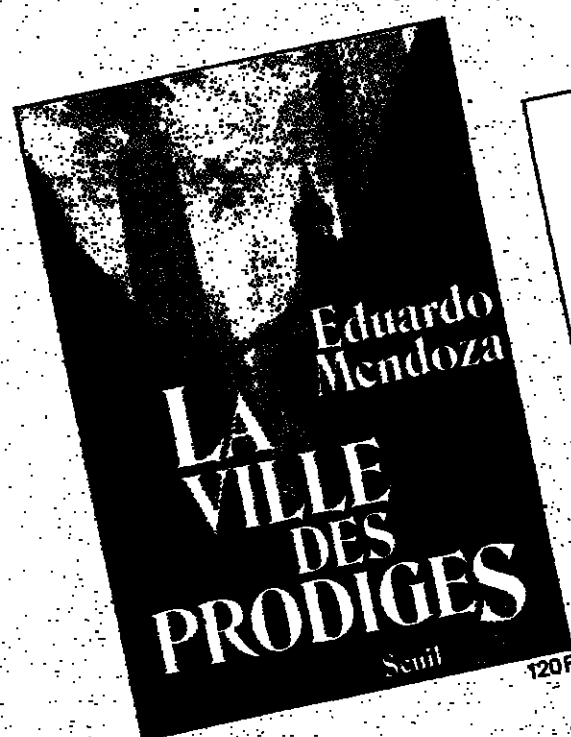
# Été Seuil

## La guérilla prête au dialogue

La guérilla prête au dialogue

## Le Monde

Le Monde



ROMANS ÉTRANGERS

هذا هو الأصل





## Europe

NORVÈGE : à trois semaines des élections législatives

### La montée du Parti du progrès (populiste) brouille les cartes politiques

STOCKHOLM  
de notre correspondante

« Ce sera la campagne électorale la plus intéressante à laquelle j'aie jamais participé », indiquait en lever de rideau, mardi 8 août à Oslo, M. Gro Harlem Brundtland, chef du gouvernement minoritaire norvégien qui devra, selon toute probabilité, batailler dur pour maintenir la position de son Parti travailliste aux élections législatives du 11 septembre prochain. « Cela devrait être cette fois les élections de l'opposition », déclare de son côté M. Jan P. Syse, le leader conservateur qui espère que son parti obtiendra les suffrages nécessaires pour former le prochain cabinet.

Rien n'est moins sûr. Les deux plus grandes formations politiques du pays sont en perte de vitesse : les travaillistes ne sont plus crédités que de 32 % des intentions de vote contre 41 % lors du dernier scrutin de 1985. Durant la même période, les conservateurs sont tombés de 30 % à moins de 20 % et ne peuvent espérer revenir au gouvernement que dans le cadre d'une coalition de centre-droit, comme avant 1966, avec les centristes et les chrétiens populaires. Ces trois partis ont déclaré solennellement qu'ils formeraient ensemble le prochain cabinet « si les résultats le permettent ».

#### Le problème des immigrés

Les électeurs, qui ont vu ces dernières années les échecs successifs de tentatives dans ce sens, ne donnent par l'impression de vouloir leur renouveler leur confiance. Ils se tournent plutôt vers l'élément qui ne cesse depuis 1985 de perturber la scène politique traditionnelle : le Parti du progrès (populiste) de M. Carl Hagen. De 4 % des voix, il se lui a fallu que deux ans pour atteindre 12 % spectaculaire lors des élections régionales. Aujourd'hui, les sondages lui donnent entre 19 et 22 % des voix. M. Hagen exploite avec bonheur les éléments qui font son succès : une personnalité de « leader charismatique » qui sait, mieux que tout autre politicien, utiliser les médias à son avantage, et une situation économique et sociale difficile qui joue en sa faveur.

Grisé par les revenus de ses richesses pétrolières, la Norvège avait eu un réveil brutal en se retrouvant en 1986 avec un taux d'inflation de 10 % et une augmentation de la masse salariale de 18 %. Mais le prix du redressement est élevé : début août, il y avait 92 000 demandeurs d'emploi en Norvège, soit 4,2 % de la population active. Ce niveau se maintient depuis près d'un an et il faut remonter à la dépression des années 30 pour trouver un taux de chômage aussi préoccupant.

Ce climat n'a pas manqué de favoriser la montée des sentiments hostiles aux immigrés et aux réfugiés auxquels la Norvège a ouvert ses portes. Dément entretenant par la

● **IRLANDE DU NORD** : dix mille manifestants à Dublin. Environ dix mille sympathisants de l'Armée républicaine irlandaise (IRA) ont défilé sans incident, samedi 19 août, dans les rues de Dublin, à l'occasion du vingtième anniversaire du défilé des troupes britanniques en Ulster. — (AFP.)

● **YUGOSLAVIE** : protestations contre la vie chère. Environ 30 000 personnes, selon le radio de Belgrade, se sont réunies, dimanche 20 août, à Niksic, au Monténégro, pour protester contre la hausse des prix, qui a atteint un taux proche de 800 % au cours des douze derniers mois. Les manifestants ont adressé un message à toutes les instances dirigeantes du Parti et de l'Etat, exigeant la mise au point immédiate d'un programme anti-inflation. — (AFP.)

● **RFA** : arrestations de néonazis. La police ouest-allemande a interpellé au cours du week-end, à Wunsiedel, en Bavière, trente-trois sympathisants néonazis qui participaient à une manifestation organisée à l'occasion du deuxième anniversaire de la mort de Rudolf Hess, ancien adjoint d'Adolf Hitler. Samedi 19 août, une contre-manifestation du Parti social-démocrate (SPD) avait réuni quelque cinq cents personnes. — (AFP.)

● **ESPAGNE** : huit morts dans une explosion accidentelle. Une voiture, bourrée de matériel pyrotechnique, a explosé, samedi 19 août devant un hypermarché d'Alicante, faisant au moins huit morts et une vingtaine de blessés. Dans un premier temps, la police avait cru à un attentat perpétré par l'organisation séparatiste basque ETA. Mais, quelques heures après, le ministre de l'Intérieur affirmait qu'il s'agissait d'un accident. Alicante est l'un des principaux centres touristiques de la côte est espagnole. — (AFP.)

propagande nazie, notamment du groupe d'extrême droite « L'action populaire contre l'immigration », cette rancœur s'est traduite par divers attentats qui visent à faire leurs premières victimes : le mois dernier, deux Pakistais ont été tués au couteau en pleine rue à Oslo, puis cinq Libanais ont été agressés au couteau à Molotov à leur domicile, à Arendal, dans le sud du pays. Jusqu'à présent, la plupart des auteurs de ces actes de violence ont été des Norvégiens, chrétiens ou « ces sociaux ». « Ces incidents effrayants nous permettent d'affirmer que nous avons là un problème entièrement nouveau en Norvège », déclarait récemment M. Brundtland.

Le Parti du progrès de M. Hagen n'est pas étranger à ces dérapages. Jouant à fond la carte populiste, il réclame en outre un allègement de la pression fiscale, le droit de regard sur la manière dont l'argent des contribuables est utilisé, la restauration de « la loi et de l'ordre » face à la délinquance croissante, et il va même jusqu'à préconiser la suppression pure et simple de l'aide aux pays en développement. Par la même occasion, il attaque de front ce qu'il appelle « l'état-providence socialiste » et affiche un profil nettement anti-immigration.

A la veille de ces élections, on s'aperçoit que les jeunes qui votent pour la première fois ne sont pas insensibles aux arguments de M. Hagen. Mais celui-ci vient de commettre une faute de parcours qui pourrait ne pas être sans conséquences. Il estime que les migrants obligatoires ne devraient bénéficier d'aucune sorte d'aide sociale étant donné qu'ils ont vécu de manière « irresponsable ».

Ni les travaillistes ni les conservateurs ne veulent de M. Carl Hagen comme allié, en cas de victoire électorale. Plutôt choisir la solution minoritaire. Mais si des 2 mandats qu'il a actuellement, le Parti du progrès devait, comme le prévoient les sondages, élargir sa représentation parlementaire à 20-25 sièges, la situation serait vite intenable pour le parti au pouvoir, quel qu'il soit.

FRANÇOISE MÉTO.

(Suite de la première page.)

La nouvelle s'était répandue comme une traînée de poudre parmi les vacanciers est-allemands en Hongrie. Un nombre important d'entre eux n'avaient entrepris le voyage que dans la perspective de profiter de ce que l'on appelle maintenant la « frontière verte », cette frontière désormais débarrassée de barbelés qui sépare l'Autriche de la Hongrie. Les cinq policiers hongrois dépêchés là n'ont pas résisté à la pression de la foule d'hommes, de femmes et d'enfants qui s'est présentée devant eux vers 4 heures de l'après-midi. Et quelques instants plus tard, ces derniers se sont retrouvés dans le petit village autrichien où ils attendaient les autocars envoyés par l'ambassade d'Allemagne de l'Ouest à Vienne. Dans la matinée de dimanche, celle-ci indiquait qu'environ 660 ressortissants est-allemands s'étaient présentés samedi dans ses locaux pour demander à se rendre en République fédérale. La grande majorité d'entre eux ont profité de la « trouée de Sopron », les autres font partie de l'Allemagne de l'Ouest à Vienne.

Sopron est désormais la dernière station avant l'Occident pour des milliers d'Allemands de l'Est qui attendent la tombée de la nuit avant d'enfiler leur survêtement sombre et de franchir en rampant dans les champs les quelques centaines de mètres qui les séparent de l'Occident. Ils viennent par tous les moyens, voiture, moto, train. Plusieurs dizaines d'automobiles immatriculées en RDA sont aujourd'hui abandonnées dans les rues de Sopron. On a tout laissé derrière : bagages, jouets des enfants, sont abandonnés sans regret. Pendant la nuit, certaines des voitures parmi les plus neuves ont été littéralement dépecées par des Hongrois

HONGRIE : pour la première fois depuis quarante ans

### L'anniversaire de la mort de saint Etienne a été célébré à Budapest

Budapest. — Des dizaines de milliers de Hongrois se sont rassemblés dimanche soir 20 août devant la basilique Saint-Étienne pour assister à la première procession depuis plus de quarante ans en l'honneur du fondateur de l'Etat hongrois.

A la suite d'une messe célébrée par le primate de Hongrie, le cardinal László Paskai, la « sainte droite », relique attribuée à saint Etienne et exposée depuis dimanche matin devant la basilique dans un coffre en or, a été placée en tête de la procession, qui a parcouru les rues de Budapest. Les Hongrois fêtent le 20 août l'anniversaire de la mort de saint Etienne en 1038.

Parmi les participants se trouvaient le président hongrois, M. Bruno Straub, le président du Parlement, M. Matyas Szomsz, et le maire de Budapest, M. József Bielek, ainsi que le corps diplomatique et des représentants de plusieurs ordres religieux.

Le premier ministre, M. Miklós Nemeth, a rappelé, de son côté, dans un discours, les « œuvres de ce grand homme d'Etat » que fut saint Etienne.

Le Parti socialiste ouvrier de Hongrie (PSOH, communistes) a, d'un autre côté, publié samedi son

manifeste en vue du congrès qu'il doit tenir le 7 octobre prochain. Ce texte affirme que le PSOH veut « devenir un parti socialiste », tout en « conciliant les valeurs social-démocratiques et communistes ».

Le but principal du parti, précise le manifeste publié par l'organe du parti *Nepszabadsag*, « est une transition pacifique et graduelle vers le socialisme démocratique ». « La Hongrie, dit le texte, deviendra un Etat constitutionnel fondé sur un système multipartite, dans lequel le pouvoir émerge de la volonté de la population, manifestée lors d'élections libres ».

Le PSOH, qui se « dissocie de toutes la doctrine du stalinisme », veut « devenir un parti socialiste et entrer en concurrence avec les autres partis ». Il « acceptera la volonté de la nation manifestée lors d'élections, mais fera son possible pour obtenir une influence gouvernementale majeure ».

Sur le plan extérieur, le PSOH se prononce pour une « Hongrie indépendante », mais souligne que « les relations avec l'Union soviétique restent un élément fondamental de la politique étrangère du pays ». — (AFP.)

La nouvelle vague d'émigration est-allemande

### Bonn souhaite accueillir les réfugiés sans compromettre ses relations avec la RDA

en quête de précieuses pièces de rechange. Le service d'enlèvement des véhicules de la ville est débordé et ne parvient pas à évacuer vers les douanes ces automobiles qui sont maintenant propriété de l'Etat hongrois.

La fuite massive de samedi a fait l'objet d'un commentaire laconique du ministère hongrois de l'Intérieur, rapporté par l'agence officielle MTI : « Il

ping presque idyllique au milieu des collines de Buda, qu'il s'agit là d'un camp de réfugiés. La plupart des gens occupent soit leur tente personnelle, soit leur caravane, sourient, plaisantent. Ils sont brouillés comme tous les vacanciers qui ont envahi Budapest écrasée par la chaleur d'août, et on ne les distinguait pas de leurs homologues ouest-allemands s'ils ne portaient ces vêtements et

libéralisation consécutive à la montée en puissance du syndicat Solidarité.

On estime que séjournent actuellement en Hongrie deux cent mille touristes est-allemands, soit 15 % de plus que l'an passé au mois d'août. La plupart d'entre eux rentreront à la maison, bien sûr, mais avec dans la tête l'image d'un « pays frère » qui bouge, où, malgré des difficultés économiques énormes, la démocratie, la liberté de parole s'installent peu à peu. « Une personne qui réussit à passer de l'autre côté en incite quatre autres à tenter leur chance et vingt autres à regretter de ne pouvoir le faire pour des raisons d'âge, de famille ou par simple manque de courage », analyse Walter, qui en est à sa deuxième tentative manquée, mais qui ne désespère pas d'y parvenir un de ces prochains jours.

#### Epreuve pour les relations interallemandes

Cette nouvelle vague d'immigration est-allemande, la plus importante depuis la construction du mur de Berlin le 13 août 1961, est une épreuve pour les relations entre Bonn et Berlin-Est. Le chancelier Kohl, qui devait reprendre lundi 21 août ses activités, est confronté à une situation explosive. Berlin-Est fait jusqu'à présent la sourde oreille aux appels lancés par Bonn pour qu'une solution humanitaire permettant aux occupants des légations ouest-allemandes à Budapest, à Prague, à Varsovie et à Berlin-Est d'émigrer vers l'Ouest soit adoptée. Les autorités de RDA ne sont pour l'instant disposées qu'à garantir l'impunité à ceux des occupants qui décideraient de rentrer dans leur pays.

Cela n'est naturellement pas du goût des réfugiés du camping de Budapest : « Nous n'irions peut-être pas en prison, déclare l'un d'eux, mais il est certain que nous serions en butte à des représailles sociales : plus d'avancement, sûrement, plus de travail, peut-être, et surtout la garantie d'un refus de visa de sortie du pays, même pour aller passer des vacances dans un pays socialiste ».

Le sort de ces quelques milliers de candidats au bien-être ouest-allemand pèsera en tout cas d'un poids très lourd sur l'avenir politique du chancelier Kohl. S'il ne réussit pas à fléchir Erich Honecker et si cette aventure devait mal se terminer pour ceux qui l'ont entreprise, il y a fort à parier que l'opinion ouest-allemande lui en tiendrait rigueur dans cette année électorale. La pression qui monte de l'autre côté du mur a en tous cas sonné le glas de la politique du rapprochement par petits pas qui avait culminé en septembre 1987 avec la visite à Bonn du numéro un est-allemand. L'heure de vérité des relations interallemandes est sur le point de sonner.

LUC ROSENZWEIG.

s'agit d'une grave violation collective de la frontière d'Etat qui n'aurait pu être empêchée que par l'usage des armes. Cela n'aurait pas correspondu à notre nouvelle conception de la frontière ni au caractère de la manifestation. Cette attitude pour le moins bienveillante des autorités hongroises à l'égard des candidats est-allemands à l'émigration se manifeste depuis le début de cet été et constitue bien évidemment un encouragement à tenter sa chance. Si les gardes-frontières qui patrouillent entre l'Autriche et la Hongrie ne ferment pas totalement les yeux, ils font preuve, selon tous les témoignages recueillis, d'une très grande mansuétude envers les personnes qu'ils découvrent dans la nature, qu'ils aient pu franchir cette frontière.

Après quelques heures passées au poste de police pour vérifier si elles n'ont pas commis de délit sur le territoire hongrois, celles-ci sont renvoyées dans la nature, le plus souvent pour une nouvelle tentative.

Depuis deux semaines, la pratique consistant à apposer sur leur passeport un tampon leur interdisant de revenir en Hongrie pendant une année a été abandonnée : cette marque signalait aux autorités est-allemandes que les intéressés avaient tenté de fuir et leur valait les pires ennuis à leur retour en RDA.

#### Une « belle » plutôt facile

Depuis le début de ce mois, ce sont donc plus de mille cinq cents ressortissants est-allemands qui ont réussi cette « belle » plutôt facile, en tout cas incomparablement moins dangereuse que les tentatives de franchissement du mur de Berlin ou de la frontière interallemande. Les autorités ouest-allemandes estiment qu'il y a actuellement en Hongrie entre quatre mille et six mille citoyens qu'elles découvrent dans la nature, cette marque signalait aux autorités est-allemandes que les intéressés avaient tenté de fuir et leur valait les pires ennuis à leur retour en RDA.

Un avis sur la porte du consulat indique que les ressortissants est-allemands peuvent se rendre à quelques centaines de mètres de là, dans un camp mis en place par la section hongroise de l'ordre de Malte.

Dans le parc de la paroisse de la Sainte-Famille, dont le curé, Imre Kozma, est le président de la branche hongroise de cette organisation caritative, des tentes ont été dressées, envoyées par la section ouest-allemande, qui la parraine et la soutient financièrement. La comtesse von Boeselager, une Allemande d'origine hongroise, dressait samedi le bilan de l'accueil des candidats au départ : sept cents personnes sont actuellement hébergées, en partie sous des tentes, en partie chez des paroissiens dont elle a tenu à saluer « le magnifique esprit de solidarité ».

On a peine à croire, en jetant un premier coup d'œil sur ce cam-

chaussures d'été bon marché, style Tati en plus terre, qui vous donnent un « look DDR » inimitable.

Ils sont jeunes pour la plupart, souvent accompagnés de petits enfants ; ils ont en tout cas décidé de ne jamais remettre les pieds dans leur pays d'origine. Pour eux, la RDA c'est fini : « C'est un pays sans perspectives, bloqué, gouverné par des vieillards bornés dont il n'y a rien à attendre », nous répète-t-on à l'envi. Ces hommes et ces femmes sont loin d'être dans la misère, beaucoup d'entre eux ont un métier intéressant : technicien, photographe, menuisier — gagnent bien leur vie selon les critères en vigueur à Berlin-Est, sont logés et ont réussi, après plus de dix ans d'attente, à obtenir la petite voiture longtemps désirée : « Vous ne pouvez pas comprendre ce que c'est que de vivre là-bas, disent-ils comme pour se justifier de n'être pas affamés, cette surveillance quotidienne, cette humiliation d'être soumis tous les jours à l'arbitraire étatique, cette impression d'enfermement... »

La grande majorité d'entre eux a planifié de longue date le voyage en Hongrie. Les images projetées par la télévision ouest-allemande au printemps dernier, où l'on voyait le démantèlement de la frontière de fils de fer barbelés, ont provoqué une sorte de mouvement de panique : et si l'on interdisait maintenant les voyages vers la Hongrie ? On se souvient de l'année 1980, lorsque les autorités de Berlin-Est avaient du jour au lendemain supprimé l'autorisation des voyages touristiques individuels en Pologne, en raison de la

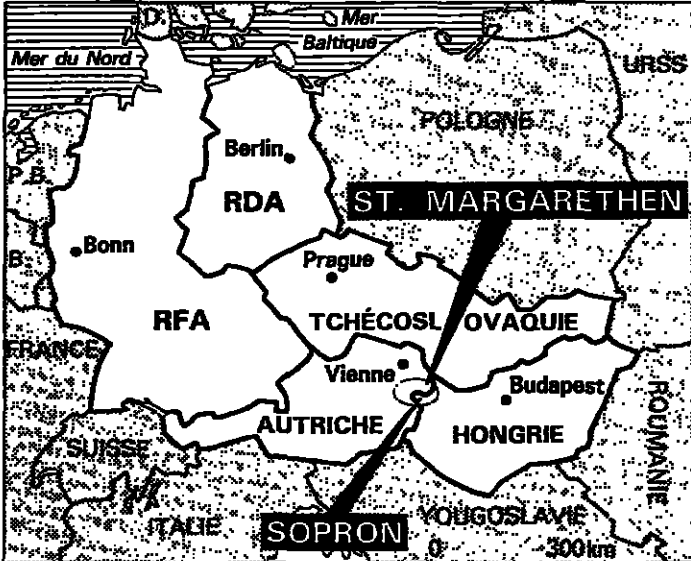
### La dernière journée à l'Est de C.D., menuisier à Dresde

SOPRON  
de notre envoyé spécial

Il fait très chaud ce dimanche matin sur la place de la mairie de Sopron. Dans un décor à peine retouché de comédie musicale viennoise, une foule joyeuse célèbre la Saint-Étienne sous les drapeaux vert, blanc, rouge, déployés à l'occasion de la fête nationale hongroise. A la terrasse de l'hôtel Löwer, un jeune homme blond de grande taille, à la barbe, bien à l'abri, a C.D., s'est habillé pour la circonstance : pantalon de toile gris anthracite, tee-shirt noir. Seul problème, ses cheveux blonds qui risquent de le faire repérer.

L'après-midi s'avance, C.D. attend dans les vignes la tombée de la nuit. Il ne croit pas que la perestroïka attendra un jour la RDA. Sa vie de l'autre côté ? « Je veux reprendre des études et puis voyager, voir Paris, Londres et pourquoi pas New-York. » La nuit tombe maintenant. « Je sais que c'est le moment. » Un petit signe de la main et C.D. disparaît dans l'obscurité.

L.R.



Michel Mollet  
**Jacques Cœur**  
ou l'esprit d'entreprise au XV<sup>e</sup> siècle  
« A travers cette œuvre d'entreprise, se profile avant tout la première manifestation moderne de l'esprit d'entreprise, celui qui a permis de créer une entreprise, d'organiser et de gérer une entreprise... »  
Pierre Legendre, *Le Figaro Magazine*  
« Un tableau extraordinairement fouillé des mécanismes économiques et financiers de l'époque, le ressort des motivations sociales, toutes les manières d'avoir du succès, comme on disait alors... »  
Nicolas Deshayes, *Le Quotidien du Maître*  
Aubier

هنا من الاصل



# Politique

## Partis en déshérence

### I. - Les orphelins du militantisme

La politique ne fait plus recette. Les partis traditionnels perdent adhérents et électeurs, mais il y a encore des militants.

Marcel Simon a soixante et onze ans. Ancien des Jeunesses socialistes, en désaccord avec le Front populaire de Léon Blum pour sa politique de non-intervention pendant la guerre d'Espagne, appelé du contingent dans la musique de la flotte en 1937, il a lu Marx et Lénine à Shanghai et créé, en 1944 à Phnom-Penh où il était devenu fonctionnaire du gouvernement français de Vichy, une cellule du Parti communiste. Il fallait le faire, sous le régime du maréchal Pétain, qui, de surcroît, « il relèver de ses fonctions son père, conseiller municipal socialiste de Brest depuis 1935. Marx, Lénine... et même, à l'époque, j'ai peut-être lu du Staline, figures-vous ».

Conseiller municipal communiste de Plouzané (8854 habitants), dans le Finistère, depuis 1983 et membre de la communauté urbaine de Brest, où il préside le groupe des élus communistes, Marcel Simon garde encore en mémoire le choc « affectif et sentimental » provoqué en lui, il y a plus de trente ans, par l'exécution d'Ethel et Julius Rosenberg.

citoyens américains condamnés à mort aux États-Unis après avoir été accusés de livraison de secrets atomiques aux Soviétiques.

Jamais il n'a remis en cause publiquement son engagement, vieux de quarante-cinq ans, au PCF. Pourtant, lui-même et la cellule de Plouzané avaient pris position contre le gouvernement Mauroy. « Il faut digérer les erreurs, éviter de s'écarter en juge de ses amis. Après la bataille, c'est toujours facile de dire comment il fallait faire, trop simple de porter un jugement sur ceux qui avaient raison et ceux qui avaient tort. Je suis discipliné par tempérament. Comme aurait dit Aragon, chaque soir je démissionne et chaque matin je réadhère ».

Si tous les militants de France s'appelaient Marcel Simon, à soixante et onze ou à vingt ans, les partis politiques seraient comme des coqs en pâte. Qui oserait parler d'une crise du militantisme ? Certainement pas Jean Le Goff, même région et même parti que l'autre, cinquante-sept ans, fils de militaire,

quatre ans de marine, policier municipal à Brignogan-Piages, membre du PCF depuis vingt ans. Celui-là n'était pas né pour s'engager chez les « rouges ».

Plus tard, il a eu des copains militants du PC. Il a assisté à quelques réunions, presque par hasard : « J'ai vu leur fougue et ce parti m'est apparu comme le plus apte à mettre en valeur la devise de la République, liberté, égalité, fraternité ». Il y est à l'aise, dans ce parti que l'on dit fermé : « Ce n'est pas vrai, on peut discuter. Très à l'aise même, depuis que le PCF « collabore moins avec les Soviétiques ».

#### Communistes et policiers

Jean Le Goff joue les premiers rôles dans la vie locale de Brignogan, petite station balnéaire en perte de vitesse qu'il s'efforce de rendre à la vie. Il est un « grand collègue », dit-il - avec le conseiller général CDS, Roger Calvez. Il a affiché au mur de son petit bureau l'article premier de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 : « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune ». À côté de sa machine à écrire, un recueil de ses poèmes. L'un d'eux s'intitule « Communiste et policier ». En voici les trois dernières strophes :

La faucille et le marteau,  
Ces emblèmes de l'ouvrier,  
Faut placer toujours plus haut  
Mes devoirs de policier.

Moi, au rouge de mon cœur  
J'ai adjoint le bleu, le blanc  
Pour mieux servir dans l'honneur  
Mon pays, ses habitants.

Fier d'être de la police  
Et militant d'un parti  
Agissant pour que l'on puisse  
Voir l'équité dans la vie.

Si tous les militants de France s'appelaient Marcel Simon ou Jean Le Goff, à soixante et onze, cinquante-sept ou vingt ans... Ou même Alain Determes, quarante-deux ans, agriculteur dans l'Allier, adhérent du PCF à dix-huit ans qui a « de quoi occuper ses journées », entre l'exploitation de 170 hectares (48 sont à lui) et le secrétariat de la section. Et qui remarque, sans insister : « Aujourd'hui, ma démarche de militant révolutionnaire est intacte ». Le Parti communiste, décidément, n'est pas comme les autres. Il est vrai que ceux qui restent persistent parce qu'ils ont la foi. Les autres, les mutins de la période noire, sont tombés souvent dans l'amarume.

#### Succès grincheux

Témoin Jean Part, cinquante et un ans, dont la conscience politique s'est formée dans la lutte pour la paix en Algérie, communiste « reconstruite » dans une fédération, le Doubs, où le PCF s'est scindé en deux groupes. « Je suis dans la charrette des exclus, dit-il. J'ai plus tellement d'affiches à coller. Cette absence d'activité ne me convient pas. Au parti, je n'ai plus ma place et à l'extérieur, j'ai encore moins ma place ». Jean Part, le bien nommé, y croit encore un peu, malgré tout. Il continue à lire la presse communiste et à dire, sans illusions : « Je suis pour qu'il y ait un débat de fond constant, que les gens aient le droit d'exprimer leurs opinions et qu'ensuite on se pille à la majorité. Mais à condition qu'avant on ait pu dire ce que l'on avait à dire sans se faire foutre à la porte. Du jour où un gars comme Marchais entendrait ce qui se dit autour de lui, il changerait peut-être un peu ».

Les communistes - ceux qui restent - sont enthousiastes. Il y en a d'autres : au Front national assuré de sa force et chez les Verts en pleine poussée de sève. Mireille Dubois, vingt-quatre ans, sans emploi, ne voulait plus être spectatrice « de la vie et de celle de (ses) concitoyens ». Elle s'est engagée au Front national en mars dernier. Elle a adhéré « à des idées, à une philosophie, à une conception de la culture qui venait d'abord préserver l'identité de la nation ». Depuis mars, elle s'occupe, en Alsace, du courrier, du fichier des militants et sympathisants et assure des permanences (deux demi-journées par semaine). Elle en veut : « J'ai envie de progresser, d'apprendre, d'étu-

dier des dossiers - économie, agriculture, famille... Apprendre, c'est fondamental pour moi. Et je pense que naturellement j'en aurai un jour l'envie d'être élue et d'avoir un mandat ».

En Alsace toujours, mais à l'autre bout du champ politique, Jacky Welch, vingt-sept ans, instituteur, objet d'admiration à son école, militant vert depuis 1985, consacre bénévolement une quinzaine d'heures de son temps chaque semaine à son mouvement. Avec Mireille Dubois et le Front national il n'a, apparemment, qu'un point commun : une certaine défiance envers la classe politique traditionnelle. « Chirac et Mitterrand, dit une autre militante des Verts alsaciennes, Anne Jordan, vingt-cinq ans, étudiante, je les mets dans le même panier. Leur discours est loin de la vie quotidienne. J'ai l'impression qu'ils ne vont pas faire leur marché tous les jours... ».

Chez les Verts, au Front national et surtout au Parti communiste, on affiche un militantisme joyeux. Dans la droite traditionnelle et au PS, en revanche, ce n'est pas toujours la joie. A la défaite en chantant du PCF répondent les déroutes en pleurant du RPR et des barrières, les succès grincheux des socialistes. Pour les militants CDS et baristes de Pau, dont l'aventure politique a commencé en 1978 lors de la campagne « Barre confiance » (Raymond Barre était alors premier ministre de Valéry Giscard d'Estaing) et de la première candidature de François Bayrou aux élections législatives contre le maire socialiste de la ville, André Labarrère, les déceptions s'accumulent. Défiance de Raymond Barre au premier tour de l'élection présidentielle de 1988, échec aux européennes, l'année suivante, de Simone Veil, dont François Bayrou, élu député en 1986 et réélu en 1988, était le directeur de campagne : au « Barre confiance » d'il y a dix ans, a succédé un « Barre c'est fini » qui sonne comme une oraison funèbre.

A ces militants qui ont construit leur militantisme autour de Raymond Barre, de François Bayrou et contre le RPR, il ne reste que leur héros local et l'hostilité aux amis de Jacques Chirac. Orphelins de Barre, ils ne se sont jamais sentis d'appartenance à la famille UDF : « Nous sommes UDF pour nous opposer au RPR, un point c'est tout, disent-ils. deux européens, nous aurions pu être une liste de rénovateurs de tous les partis. Les électeurs se seraient sentis plus à l'aise ». Au CDS du Gers, on est plus fidèle. Les militants repartiraient en campagne si Raymond Barre sortait la tête après hibernation, mais sans illusion.

Les militants, à droite surtout, ont besoin d'un « papa », héros national ou local. A Orléans, Jacques Doufflaque, de la « bande à Léo », assumait cet emploi jusqu'à ce qu'il quitte volontairement la mairie en 1988. Roland Camu, quarante-deux ans, employé militant du Parti républicain depuis qu'en 1982 il a été élu député par la gauche au pouvoir : « On faisait trop pour les communistes et les immigrés, dit cet homme auquel il était arrivé de voter socialiste. Les Français étaient lasés par son compte. Le chômage augmentait » - exprime ainsi sa déception : « Il n'y a pratiquement plus de réunions et de discussions au Parti républicain. Nous sommes des orphelins. Je suis évidemment moins fervent qu'avant ».

L'échec de Jacques Chirac a, lui aussi, laissé des traces. « Je n'ai pas d'ambitions politiques et, dans ce cas-là, on ne peut pas se défiler bénévolement toute sa vie, remarque Didier Mau, trente-sept ans, professeur de lettres, qui fut, de 1983 à 1989, adjoint au maire de Le Plan-Médoc (Gironde), 3 548 habitants. Au RPR, l'heure n'est pas à la fête. Nos militants ont été hyper-sollicités par l'accumulation des campagnes électorales. Les échecs les ont échaudés. Il ne reste plus que le dernier carré des purs et durs ».

Gaston Pacorel, cinquante-cinq ans, éleveur dans la Brezée, est de ceux-là. « L'échec de Jacques Chirac a été un sacré coup de barre sur la tête des militants RPR, dit-il. Il faut réfléchir aux conneries qu'on a faites ». Lesquelles ? Jacques Chirac a péché, à Matignon, par bombance. « La politique, c'est mentir. Il aurait dû mieux emballer son programme ». Et puis, la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, décidée par Edouard Balladur, cet « évêque onctueux » a précipité, selon lui, la catastrophe électorale. Gaston Pacorel, gaulliste de toujours, qui ne paie ses cotisa-

tions au RPR que depuis cinq ou six ans parce qu'il est « près de ses sous », explique ainsi son pragmatisme politique, sinon son cynisme : « Moi, je suis diplômé des hautes études communales ».

Il y a des déçus partout. Dans l'opposition parce qu'ils ne sont plus au pouvoir. Au pouvoir parce qu'il est plus facile d'être dans l'opposition et que les gouvernements successifs n'assistent sur les rêves anciens. Bernard Babault, cinquante-sept ans, professeur d'histoire et de géographie, socialiste encarté depuis 1976 après avoir été tenté « comme tout le monde » par le PCF et le PSU, qui a exercé son militantisme comme un « sacerdoce » à Sarcelles, regrette que le Parti socialiste soit devenu, au fil des gouvernements, un parti « social-démocrate ». Il avait beaucoup rêvé avant 1981. Le réveil a été cruel.

#### Regrets éternels

« Le pouvoir anesthésie », remarque Bernard B., quarante-deux ans, professeur entré au PS dans la foulée de Michel Rocard, en 1974, devenu « mitterrandiste » depuis et qui milite dans la fédération du Gers. Un vieux de la vieille, adhérent depuis le congrès fondateur d'Epinay, en 1971, gersois aussi. Pierre N., cinquante-huit ans, fonctionnaire, regrette les enthousiasmes d'antan : « Après Epinay, on avait vraiment tout à construire. C'était excitant ».

Des regrets toujours, des chapelets de regrets : « Quand on était dans l'opposition, on donnait de l'exploit aux gens. Plus maintenant ». « Donnez-nous le pouvoir pour que nous vous le rendions : on en a grugé des militants, avec ça ! ». « Ce pays fonctionne toujours avec un sauveur que quatre types installent sur un bouclier. Ainsi parle Paul Ravel, cinquante-trois ans, adjoint au maire de Bron (Rhône), resté « militant de base » malgré ses fonctions, proche de Jean Poperen, ancien électeur du PCF puis membre du CBRES de Jean-Pierre Chevènement, socialiste parce qu'il ne voulait être « ni stalinien ni rad soc ».

Regrets éternels et violence pour Joël Hébrard, fonctionnaire, socialiste tendance Mauroy depuis 1975.

### M. Jacques Barrot prône un rééquilibrage de l'opposition

Dans un entretien accordé au Journal du Dimanche du 20 août, M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, a affirmé que si l'union de l'opposition est « sans nul doute indispensable à la victoire », seule « l'union sur le fond donnera l'élan nécessaire au succès ». Pour M. Barrot, l'union ne doit pas être celle, « éphémère, d'un sigle d'élection », ni celle, « factice, d'une structure unitaire bâtie sur le plus petit dénominateur » et encore moins celle, « intenable, dans l'immédiat, autour d'un chef reconnu par tous ».

Interrogé sur la place du CDS au sein de l'opposition, le secrétaire général de ce mouvement souhaite « un rééquilibrage très utile de l'ensemble de l'opposition (...) entre deux pôles plus clairement identifiables et ainsi plus complémentaires : l'un représentant une sensibilité plus autoritaire, plus conservatrice, l'autre une sensibilité plus libérale, plus ouverte ». Le « dessin » du CDS est, indique M. Barrot, non seulement « d'identifier le centre, mais de le faire vivre au sein d'une opposition qui ne doit pas sombrer dans l'uniformité ou les querelles subalternes incessantes ».

A propos de son éventuelle participation à un gouvernement dirigé par M. Michel Rocard, M. Barrot affirme que « la participation à un gouvernement n'est pas une aventure individuelle, c'est avant tout une affaire de projets et d'équipe ». Toutefois, ajoute-t-il, « l'expérience acquise, jointe à la sympathie que

Pour ce militant illois, le gouvernement, dont le Parlement n'est que le « paravent », sert de « paravent » à l'administration. Quant au Parti socialiste, il n'est plus, à l'en croire, très joli : « Mais que l'on fait autour n'est pas un moyen de convaincre quoi que puissent prétendre certains « éléphants » du parti, amateurs de grand-messes où ils pensent être vus dans leurs œuvres médiatiques de présentateurs d'oraisons ». On comprend que les débats d'états-majors parisiens le fassent « bâillier d'ennemi ».

A côté de ces diatribes, les hauts-le-cœur du petit dernier paraissent facilement guérissables. Yves Baunmiller, seize ans, lycéen, militant socialiste depuis le meeting de François Mitterrand à Strasbourg en mai 1988, « popérisme » qui consacre, chaque semaine, dix heures de sa vie à l'action politique, a découvert les « petites magouilles ». « Si on veut un poste, il faut plus ou moins marcher sur les autres. C'est un peu dégoûtant, finalement », dit-il. Un peu seulement. Yves Baunmiller a la vie devant lui pour décider si c'est trop... ou pas assez.

#### Enquête réalisée par :

Notre bureau de Lyon, notre correspondant régional à Marseille, Guy Portes, nos correspondants à Besançon (Claude Fabert), Bordeaux (Ginette de Madria), Brest (Gabriel Simon), Metz (Jean-Louis Thie), Moulins (Jean-Yves Vif), Nevers (Jacques Spindler), Orléans (Régis Guyot), Strasbourg (Jean-Marie Boehm), Tarbes (Jean-Jacques Rollat).

Nos envoyés spéciaux : Jean-Louis Andréani, Olivier Biffaud, Valérie Devillechebroille, Patrick Jarreau.

A Paris : Jean-Yves Lhonnau.

#### Prochain article :

#### L'assaut contre la classe politique

« M. Giraud (RPR) cherche à établir des « passerelles » avec les rénovateurs », M. Michel Giraud, ancien président (RPR) de la région Ile-de-France, a réuni, samedi 19 août, dans sa propriété de La Croix-Valmer (Var), une douzaine de députés RPR dans le but « d'établir des liens et des passerelles entre rénovateurs et conservateurs » du mouvement. Autour du député du Val-de-Marne et de M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, se sont notamment retrouvés MM. Michèle Alliot-Marie (Pyénées-Atlantiques) et MM. Patrick Balkany (Hauts-de-Seine), Bruno Bourg-Broc (Marne), Jean-Michel Couve (Var), Christian Estrosi (Alpes-Maritimes), Jacques Godfrain (Aveyron), Jean-Claude Mignion (Seine-et-Marne), Patrick Olier (Hauts-Alpes) et Eric Dolige (Loiret).

Dans un entretien publié lundi 21 août dans le Quotidien de Paris, M. Giraud a précisé que l'objectif de cette réunion était « d'étudier les voies d'accès conduisant à une vie plus intense du groupe parlementaire RPR à l'Assemblée nationale, car c'est lui qui, dans l'avenir immédiat, a un rôle à jouer et c'est là que se situe le débat d'idées ». Le groupe réuni à La Croix-Valmer a reçu un mot d'encouragement de la part de M. Jacques Chirac, actuellement en déplacement aux Etats-Unis.

#### LANGUES & AFFAIRES

Pour réussir votre entrée dans l'Europe de 1993

#### AJOUTEZ UN PLUSA VOTRE FORMATION

Une (ou +) langues, des diplômes de compétence (spécialisés en affaires ou en communication), reconnus internationalement.

Tranquillément, chez vous, par méthodes efficaces et personnalisées. Inscript. et l'année. Formation Continue aux entreprises.

Documentation gratuite sur Cours et diplômes à :

Langues & Affaires, Serv. 4923, 35 rue Collange 92303 Paris-Levallois. Tel.: (1) 42.70.81.88

#### A la Réunion

### Le planteur de canne nostalgique des combats de rue

SAINT-ANDRÉ (la Réunion) de notre envoyée spéciale

En cet après-midi d'hiver, René, planteur, est à la lisière de son champ. L'homme, râblé et bruné sous son chapeau, répare son tracteur. La campagne vient de débouter : les vertes tiges de la canne à sucre émergeant sous la brise sont en fleur. La moisson ne supporte pas le retard.

A chaque aube, René porte sa cargaison à la distillerie voisine, où la queue des camions se forme dès minuit. Entre deux parcelles et au ras du sol, poussent des ananas gonflés de jus. Le planteur sait la nécessité de diversifier ses cultures. Il a d'abord tenté les bananes. Trop fragiles, elles n'ont pas résisté à la violence des cyclones au cours des deux dernières années. De toute façon, un bananier ne produit qu'un seul régime puis meurt. Le marché reste incertain.

Sur ses 9 hectares de terre, René travaille dix heures quotidiennes, en compagnie d'un ouvrier agricole et parfois d'un de ses neuf enfants, aujourd'hui adultes et pris par d'autres tâches. Le père est créole, mûr, de café. La mère a la peau laiteuse d'une Normande. Tous deux se sont rencontrés trente ans auparavant dans ces « Hauts » flanqués entre deux cratères qui hérissent l'intérieur de l'île. Là, se réfugièrent au début de ce siècle les « petits Blancs », incapables de supporter leurs ex-esclaves affranchis. Là, René coupe la canne à « pique » dès l'âge de huit ans, aux côtés de son père « colon », ouvrier agricole. Entre deux moissons, l'enfant réussit à fréquenter l'école, quelques heures par-ci, trois jours par-là. Il apprend ainsi à lire, mais ne put acquiescer l'échec. La jeune couple quitta les Hauts pour Sainte-Suzanne, dans la plaine orientale.

Ce n'est qu'en 1982, à l'âge de quarante-deux ans, que René achète enfin à la propriété. Il achète sa maison et ses terres modestes à Sainte-Suzanne, proche de Sainte-Suzanne, en s'endettant jusqu'en 2001. Sur son revenu moyen mensuel de 6 000 F, il lui faut assurer, avant toute autre dépense, une traite de 1 500 F. Qu'il importe : René sait se battre.

#### « Un battant de la région Est »

Communiste, il l'est depuis toujours, « plus encore par destinée que par conviction ». Son père, ouvrier agricole, devait voter comme son propre patron ou alors il prenait la parole. Le « commandeur » pointait la présence de chaque électeur, dont il vérifiait le bulletin. René n'en voulait pas à son père. Il comprit l'« impasse », quitta les Hauts et devint « des quinze ans un battant de la région Est ».

A cette époque, « le syndicat communiste était hors la loi. Le petit planteur était beaucoup plus actif, la bataille plus facile ». Tout est alors à conquérir, la négociation doit s'arracher à

coups de grèves dures et les militants ne manquent pas. Le jeune avocat Paul Vergès à la charisme et l'intelligence de la revendication. Contre les huit grands propriétaires de distillerie - réduits aujourd'hui à deux - contre les interpellations et les bombes lacrymogènes des gendarmes, il faut imposer un prix en début de campagne qui garantisse le revenu des petits planteurs et des colons. La répression est violente, la riposte tout aussi virulente. René évoque les « années Débré »... La chaise impériale à porteurs où trônait l'homme politique venait de France pour des visites sur « ses » terres. L'arrestation préventive, avant l'arrivée du « prince »...

René en rit encore, de ce bonheur de « la lutte à bras-le-corps ». Le Parti communiste réunionnais (PCR), sous le poigne de Paul Vergès, faisait alors de l'autonomie son drapeau de mobilisation. René y croit avec ferveur : « On sait ce qu'on veut et où on va ». Petit planteur, il se bat sur son terrain. A la fin des années 70, il devient secrétaire de la section de la CGPER, l'organisation style cégétiste des travailleurs de la canne fondée sur l'île en 1975.

Mais les temps changent, la politique s'institutionnalise. A la rue succèdent la table de négociation « entre experts » et les « magouilles de couloir ». Les jeunes militants d'hier se transforment en « hommes de pouvoir », ou se trouvent de fait mis à l'écart. La revendication du PCR pour l'autonomie disparaît au profit de celle, plus classique, de « la parité de statut entre la Réunion et la Métropole », lointaine.

Depuis, René s'est forgé une nouvelle conviction : « Cette demande d'égalité sociale entraîne un assistant, qui se traduit par une dépendance de plus en plus lourde ». Certes, René connaît l'intérêt des subventions. Ainsi, après les ravages du cyclone « Firinga » en janvier dernier, les syndicats ont obtenu compensation, grâce à un complément versé par le gouvernement français, sur le prix des campagnes pour cette année. Mais René déplore que ses collègues, en quelques années, « n'aient pas pris conscience de la dépendance accrue qui freine le développement de l'île ». Il repère avec nostalgie du « sentiment autonomiste en bonne entente avec les voisins de l'océan Indien », oublié par Paul Vergès et son clan.

Depuis, il ne milite plus à un poste de responsabilité. Il se contente « du travail à la base, au jour le jour ». D'autres se sont complètement retirés. La syndicalité est devenue « un métier ». La base est plus nombreuse et moins active. Les chefs de la CGPER ont désormais la majorité à la Chambre d'agriculture - « citoyens et militants à la fois ». Leur niveau d'instruction s'est élevé, « au rang d'experts ». Et moi, je ne sais pas écrire... », ajoute René.

DANIELLE ROUARD.

... politique d'EDF ont...  
... au contrôle des

Ca. V.

... de la Banque de France, sous la...  
... de la Banque de France, sous la

... pris l'initiative de...  
... pris l'initiative de



# Politique

Le voyage du premier ministre dans le Pacifique

## M. Michel Rocard salue « la Nouvelle-Calédonie en marche »

M. Michel Rocard, accompagné de M. Louis Le Pen, ministre des DOM-TOM, et de M. Edouard Avice, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, est arrivé samedi 19 août en Nouvelle-Calédonie. Mercredi, le premier ministre s'envolera pour les îles Fidji.

M. Rocard, qui veut se rendre compte sur place des progrès enregistrés dans le développement économique à la suite des accords de

Matignon de 1988, a salué « la Nouvelle-Calédonie en marche », il s'est rendu dimanche à Canala, sur la côte est, l'un des points traditionnellement chauds du territoire. Il y a été très bien reçu.

M. Rocard a également visité l'usine de nickel de Doniambo, à Nouméa. Il a prononcé une allocution devant la commission du Pacifique sud dans laquelle il a observé que c'est la pre-

mière fois qu'un chef de gouvernement français visite cette instance.

Le premier ministre est allé se recueillir, lundi matin, sur la tombe de Jean-Marie Tjibaou. A Foa, deuxième étape de son voyage, le premier ministre, interpellé sur ce sujet par M. Jorjé, président de la province Nord, a indiqué qu'il s'entreferait de l'amnistie générale réclamée par les indépendantistes avec le

chef de l'Etat et les signataires des accords de Matignon.

M. Rocard s'est également rendu dans les îles Belep, longtemps très hostiles à la présence française. Il est enfin intervenu devant les assemblées des provinces Nord et Sud, à majorité respectivement FLNKS et RPCR. A cette occasion, M. Jacques Lafleur lui a rendu un hommage appuyé, ainsi qu'un chef de l'Etat. (Lire la déclaration de M. Lafleur en page 24.)

### CANALA (Nouvelle-Calédonie) de notre envoyé spécial

Les deux pieds dans la boue. M. Michel Rocard écoute l'histoire édifiante que lui raconte M. Gaëtan Dohoué, premier adjoint au maire de Canala. C'est l'histoire d'un grand chef, qui se repose sur la colline, l'une de celles qui dominent la plaine cultivée. C'était au dix-neuvième siècle. Le grand chef quitta cette plaine — qui était sa terre — pour traverser les montagnes et aller sur la côte ouest aider les Européens en lutte contre une tribu qui voulait les empêcher de s'installer en Nouvelle-Calédonie. Mais quand il est revenu, explique le jeune Gaëtan, « il a trouvé les colons qui avaient pris la terre ».

Si le premier ministre est à Canala, avec toute sa suite, au premier jour de sa nouvelle visite sur le « Caillou », c'est parce que, d'une certaine façon, ce qu'il lui montre aujourd'hui, c'est la réparation de cette injustice : des cultures, un port, une inscription, « S.A.R.L. Faoiro », le tout surmonté d'un emblème en bois, celui du FLNKS, entouré de la devise de la S.A.R.L., construite autour d'une phrase de Jean-Marie Tjibaou : « Un peuple n'a que ce pour quoi il se bat. On dit et on fait ».

Ces terres, derrière le portail, les Canaques les ont reprises au colon qui les cultivait. Deux clans se sont joints et, dans le cadre des « micro-projets » de développement qui ont commencé à se mettre en place après la signature des accords de Matignon, ils ont créé cette S.A.R.L. d'agriculture et d'élevage.

Le premier ministre a planté deux pins, de part et d'autre du portail. « Pour qu'ils soient les gardiens de cette plaine, que personne ne la repousse », conclut M. Dohoué. La boucle est bouclée.

Sa première journée sur le territoire, M. Rocard la passera presque tout entière en boue, sillonnant le territoire de la commune de Canala avec son cortège de motards, de voitures et de bus bruyants sur les routes sinueuses, soulèvent des gerbes d'eau boueuse là où les fortes pluies des derniers jours ont coupé la chaussée.

Le choix de Canala est symbolique. « L'une des communes les plus touchées par les événements qui ont marqué la Nouvelle-Calédonie ces dernières années », comme le dira M. Rocard lui-même. Canala, c'était le territoire du chef de guerre Eloi Machoro, tué par les gendarmes.

En 1988 encore, de graves incidents y ont éclaté. Qu'elle soit aujourd'hui, comme le dit le premier ministre, « l'une des plus actives dans le développement de l'économie, de l'emploi, dans le règlement des questions foncières et sociales », n'en a que « plus de valeur ».

Le second projet de la commune de Canala visité par M. Rocard est déjà d'une autre dimension : il s'agit de rouvrir les thermes de La Croix, fermés depuis les incidents de 1981 et, au-delà, d'aménager la baie de Canala. Signe que les temps ont changé : dans le projet des thermes de La Croix, les habitants de Canala seront actionnaires à 50 %.

### Les tribus sans cas ni électricité

M. Léopold Jorjé, président de la région Nord, maire de Canala, a été l'un de ceux qui, au FLNKS, ont manifesté leurs réticences au moment de la signature des accords de Matignon. En recevant M. Rocard devant les thermes de La Croix, il affirme : « Depuis trente ans, nous sommes et il est de notre devoir de l'être, à l'abri de la violence, nous avons pris la ferme décision de faire cesser cet état de fait dans les cinq années à venir, avec l'application des accords de Matignon, qui doivent nous permettre de répondre au mieux aux besoins et aux attentes de la population ».

Et M. Jorjé d'ajouter, après avoir exposé ses espoirs et ses doléances pour sa commune : « Nous sommes responsables de la gestion des terres, s'il est indispensable d'être aujourd'hui l'agent des contribuables, nous nous engageons à répondre aux besoins des populations de notre pays ». Allusion, enfin, au nickel que fournit le territoire de la commune et à la dégradation de l'environnement qu'entraîne cette extraction, le maire souligne : « Nous ne voulons pas mentir les finances, nous ne voulons pas mentir les finances, nous ne voulons pas mentir les finances ».

Une fois définitivement terminée son œuvre de jardinier, M. Rocard peut se diriger vers la salle des fêtes. M. Jorjé l'accompagne, souhaite « un bon voyage » pour le premier ministre et entame une sorte de cours de développement appliqué.

« Je crois aux micro-projets »

Le premier ministre a appris, à son arrivée, qu'un an trois mille emplois ont été créés sur le territoire. « Voilà pourquoi, dit-il, je crois aux micro-projets », même si la reprise dans l'industrie du nickel a pris sa part dans ces créations. De toute façon, « micro n'a jamais, pour moi, voulu dire médiocre ».

M. Rocard plaide encore pour un développement « à travers des projets maîtrisés par ceux qui les mettent en œuvre », mais aussi pour la reconnaissance du « droit à l'erreur », à condition qu'il ne soit pas l'« alibi d'un refus de regarder la réalité en face ».

Il ajoute, comme pour contrebalancer : « Ce n'est pas parce qu'un projet est présenté par des Melanésiens qu'il est nécessairement viable, cohérent ou réalisable. (...) Nous ne réviserons pas le développement de l'industrie et des îles en finançant un poulailler dans chaque tribu, un atelier de construction de bateaux qui concurrencent ceux qui existent déjà, ou une station-service dans chaque village ».

En sortant de l'exposition, M. Rocard plante un nouvel arbre. Pas l'importé local. C'est un plant qui avait été préparé par Jean-Marie Tjibaou. M. Jorjé a voulu que ce soit M. Rocard qui mette définitivement en terre le jeune arbre.

Dernière étape à Canala, la tribu de Sefane. Les ministres font le tour du territoire. Le représentant du conseil des anciens encourage M. Rocard et lui souhaite bienvenue. Mais il demande aussi que des mesures « urgentes » soient prises pour que les tribus ne soient pas « oubliées et laissées pour compte ». M. Jorjé annonce au premier ministre qu'il va

encore... planter un arbre, un cocotier cette fois. Le maire de Canala sourit : « Vous allez rebouter la Nouvelle-Calédonie ».

Le FLNKS

Placé enfin au déjeuner. Le soleil tape. La tribu a sacrifié du bœuf, les femmes ont préparé langoustes et poissons. Vers la fin du repas, dans la cuisine, elles commencent à chanter à plusieurs voix des chants où le mot « kamaky » revient souvent.

L'atmosphère est chaleureuse et bon enfant. Ceux qui ont vécu la tension de la visite de M. Rocard à la tribu au mois d'août de l'an der-

rière n'en reviennent pas : « Ça n'a rien à voir », disent-ils.

Cette évidente amélioration du climat ne peut pourtant pas faire oublier une autre face de la réalité néo-calédonienne. Il est clair que les trois signataires des accords de Matignon ont des visions bien différentes de la situation sur le territoire : d'un côté le gouvernement et M. Jacques Lafleur ne cachent pas leur satisfaction globale ; de l'autre, le FLNKS est méfiant et déçu.

Dimanche matin, le député RPCR affirmait à Nouméa au micro de RMC : « Dans l'ensemble, ça se passe bien. Pour moi, la Nouvelle-Calédonie est « prospère » et les accords de Matignon ont eu globalement un résultat inespéré ». M. Rocard trouve lui aussi que le nombre de créations d'emplois est inespéré.

A l'inverse, M. François Barck, président du FLNKS, nous explique dimanche que son mouvement déplore une trop grande lenteur dans l'application des accords. « Nous sommes impatients », dit M. Barck, qui s'alarme, en outre, que la France, à l'ONU, fasse de nouveau pression pour que la Nouvelle-Calédonie ne soit pas inscrite sur la liste des pays à décoloniser.

Rééquilibrer l'économie et la société

« Dans la bataille pour l'émancipation économique, pour la santé, pour la reconnaissance culturelle, pour la reconnaissance humaine, comme vous l'avez été hier dans le combat politique. Ce sera le gage (...) de la réussite des accords de Matignon pour les Belep et pour la Nouvelle-Calédonie. » Ces phrases, prononcées en conclusion de son discours, devant les habitants des turbulentes îles Belep (le Monde a daté 13-14 août) sont la clé du voyage du premier ministre en Nouvelle-Calédonie. A l'été 1988, M. Michel Rocard veut croire que la page du combat politique est définitivement tournée et qu'il ne s'agit plus, maintenant, que de conjuguer les énergies pour assurer le développement d'une Nouvelle-Calédonie pacifiée.

## Bicentenaire

Présidée par M. Claude Cheysson

### La fondation Arche de la fraternité s'intéressera aux « nouvelles menaces » pour les droits de l'homme

La fondation Arche de la fraternité, qui doit être inaugurée au sommet de la Grande Arche de la Défense par M. François Mitterrand le samedi 26 août, jour anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (le Monde du 19 août), a pour objet « la défense et la promotion des droits de l'homme dans les sociétés contemporaines ».

Présidée par M. Claude Cheysson, député européen, ancien ministre des relations extérieures, la fondation consacre la rencontre entre une volonté politique, un moment historique, l'anniversaire symbolique du Bicentenaire (la Grande Arche). Elle correspond surtout à un besoin, à un défi dans un pays qui se flatte d'être « la patrie des droits de l'homme ».

C'est à l'initiative d'Edgar Faure, placé en 1987 à la tête de la Mission du Bicentenaire, qu'est né le projet. En octobre de la même année, une association chargée de lui donner corps fut mise sur pied et obtint de l'Etat (avec la bénédiction de l'Elysée, qui a toujours suivi l'affaire de près) la mise à disposition du toit de la Grande Arche pour la future fondation, pour une période de trente ans.

Après la mort d'Edgar Faure, c'est le magistrat britannique de la

presse Robert Maxwell qui présida aux destinées du projet. En dépit de certaines difficultés et incertitudes sur la réalisation, celui-ci avait fini par voir le jour.

Au printemps dernier, M. Cheysson avait accepté, à la demande de M. Mitterrand, et après avoir fait prévaloir certaines de ses conceptions, d'en assurer la présidence (le Monde du 20 avril).

Les objectifs de la fondation, tels qu'ils sont officiellement présentés, sont de deux ordres. Comme il est de règle pour ce type d'institution, l'Arche de la fraternité apportera un appui aux organisations actives dans le domaine des droits de l'homme, notamment en organisant et en finançant des opérations conjointes, ou encore en mettant ses locaux à leur disposition pour diverses manifestations : expositions, conférences, etc. (1). Toutefois, soulignent les responsables, « le caractère original de la fondation se placera ailleurs, dans la réflexion sur le long terme : pourquoi et comment l'évolution des sociétés contemporaines crée-t-elle sans cesse de nouvelles menaces pour les droits de l'homme et des peuples ? ».

Sur toutes sortes de dangers et de graves questions d'actualité (sida, intégrisme, pollution...), la fondation se veut un organe de réflexion, d'analyse et de proposition. Et même de provocation. « A l'occasion d'événements liés à ces interrogations ou illustrant ces menaces, elle entend aussi mobiliser l'opinion, frapper les esprits et contribuer à une prise de conscience ».

Pour définir les grandes orientations de la fondation, et pour multiplier les regards et les réflexions sur les problèmes de l'époque, M. Cheysson entend regrouper autour de lui un conseil scientifique regroupant un nombre limité de « personnes d'une grande autorité, françaises, européennes et autres ».

Six mécènes fondateurs

L'Arche de la fraternité sera gérée par un conseil d'administration de quinze membres composé de représentants de l'Etat, de mécènes fondateurs et de personnalités. Son indépendance, indiquent ses promoteurs, est garantie par le statut juridique propre aux fondations, ainsi que par l'importance de ses fonds propres.

Les contributions des contributeurs (dont deux grandes sociétés financières japonaises) : la Caisse des dépôts et consignations, Maxwell Communication Corporation, la Ville de Paris, Pierre Dehayre-société des Beaux Sites, The Nomura Securities Co. Ltd, The Dai-ichi Kangyo Bank. Enfin, la fondation tirera profit de l'exploitation commerciale des espaces du toit de la Grande Arche, que le gouvernement lui a concédés.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX

(1) La toute première de ces manifestations, une exposition consacrée aux réfugiés et intitulée « Liberté en exil », sera également inaugurée le 26 août. Elle a été réalisée conjointement par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés et par la fondation.

## Communication

### Aucune nomination à A 2 et FR 3 ne se fera « sous la pression » affirme le PDG Philippe Guillaume

Le nouveau président commun à Antenne 2 et FR 3, M. Philippe Guillaume, a indiqué, samedi 19 août sur RTL, qu'il entendait « aller vite » pour constituer les équipes dirigeantes de ces deux chaînes publiques, sans fixer toutefois une date limite. M. Guillaume a affirmé qu'il ne serait « l'otage » d'aucun groupe ou faction pour arrêter ses choix, soulignant qu'aucune désignation ne serait effectuée « sous une pression ou pour faire plaisir ». Antenne 2 et FR 3 ne serviront pas de « lieu de chasse aux sorcières ou de niches pour lots de consolation », a-t-il ajouté en précisant que, lors de ses entretiens avec les responsables politiques, ni

M. Michel Rocard, ni M. Jack Lang, ni Mme Tasca, n'avaient évoqué de noms pour les nouveaux postes de directeurs généraux. Des postes dont il a défini le profil : « compétents professionnellement et solidaires sur les objectifs », mais sans être des « Zorros ou des chevaliers blancs ».

M. Guillaume a indiqué, d'autre part, que les chaînes publiques marquent « cruellement » d'argent, en signalant que, Espagne, le budget de la seule télévision régionale de Catalogne, TV 3, était supérieur à celui de FR 3 tout entière. Avec l'appui de programmes de qualité, a-t-il

estimé, il faudra convaincre parlementaires et téléspectateurs des besoins financiers des chaînes publiques (voir en dernière page). Sans vouloir se priver des ressources de la publicité, le nouveau PDG a déclaré qu'il fallait toutefois être attentif à certains dérapages qu'elle peut engendrer comme « la fragmentation des audiences » ou une influence « sournoise » sur la nature et le contenu des programmes.

M. Guillaume a conclu en indiquant que son premier souci était de ne pas décevoir, alors qu'il lui faut désormais « gérer » les multiples impatiences qui se manifestent dans le public.

6,4 millions de francs dépensés pour un anniversaire

### Le sacre de Malcolm Forbes

L'émulation de ses invités prestigieux et argentés donne le ton : aux côtés de l'ancien secrétaire d'Etat américain Henry Kissinger ou des rois (d'Arabie), Simon de Bulgaria et Constantin de Grèce, le président de la Fiat, Giovanni Agnelli, celui de Chrysler, Lee Iacocca, de la Twentieth Century Fox, Barry Diller, ou les magnats de la presse, Rupert Murdoch et Robert Maxwell, avaient tous accepté l'invitation lancée par le milliardaire Malcolm Forbes à l'occasion de la célébration de son soixante-dixième anniversaire. Plus de sept cents happy few — dont cent dix journalistes — se sont rendus au palais de l'éditeur de Forbes Magazine, à Tanger, où ils ont passé la nuit du samedi 19 août à se restaurer et à s'amusar. La plupart des invités

new-yorkais avaient été transportés aux frais de Malcolm Forbes par trois avions, un Concorde, un DC8 et le propre avion du milliardaire, un Boeing 747, baptisé The Capitalist-Tool (l'outil capitaliste).

Cet anniversaire, digne des plus grandes parties d'Hollywood, a nécessité cent moutons, quatre cents poulets, deux mille bouteilles de vin de grand cru et deux cents magnums de champagne et a mobilisé plus d'un millier d'artistes, de lanceurs de flamme, d'acrobaties et de danseuses du ventre. Les invités étaient sous la protection de quelque cent vingt gardes du corps, entraînés par Malcolm Forbes. L'anniversaire de celui que l'International Herald Tri-

bune nomme depuis « Malcolm du Maroc », s'est donc par un gigantesque feu d'artifice, visible à 40 kilomètres, c'est-à-dire au-delà du détroit de Gibraltar.

Cette fête, où ont été conviés les représentants des plus grandes fortunes mondiales, a coûté la bagatelle de 1 million de dollars (6,4 millions de francs).

Dans une conférence de presse donnée samedi matin, Malcolm Forbes a jugé que cette dépense n'avait rien de « chaquant » dans le contexte d'un pays comme le Maroc, car elle constituait « des investissements ». Absent des festivités, le roi Hassan II du Maroc avait cependant convié les invités du milliardaire à un déjeuner, le lendemain de cet « anniversaire du siècle ».

لكن من الذي

# Société

Devant un demi-million de jeunes à Saint-Jacques-de-Compostelle

## Jean-Paul II a dénoncé la « permissivité aliénante » de la société moderne

Le pape devait terminer lundi 21 août sa troisième visite en Espagne, dans les Asturies, à Oviedo et dans le sanctuaire marial de Covadonga. Mais le sommet de ce voyage a été, samedi 19 et dimanche 20 août, une rencontre, d'une ampleur exceptionnelle, de Jean-Paul II avec un demi-million de jeunes environ (550 000 selon les autorités de la province de Galice) venus d'une soixantaine de pays.

Portant un bâton, deux coquilles accrochées à son camail rouge, Jean-Paul II a fait à pied, samedi 19 août, les cent derniers mètres du parcours tradi-

tionnel du pèlerin de Saint-Jacques-de-Compostelle. Il s'est ensuite recueilli devant les reliques de l'apôtre. C'est là, dans la cathédrale, qu'il a le mieux fait ressortir le lien entre son pèlerinage, celui des jeunes et la « nouvelle christianisation » de l'Europe. « Nous voulons secouer l'engourdissement de notre monde, a-t-il dit, avec le cri convulsif de milliers de jeunes pèlerins qui proclament le Christ rédempteur de tous les hommes et centre de l'histoire ».

« La route de Compostelle, a ajouté Jean-Paul II, était un chemin de prière et de pénitence,

de charité et de solidarité (...), un chemin de conversion de la culture chrétienne. Les églises et les abbayes, les hôpitaux et les asiles ont été créés encore de cette aventure chrétienne du pèlerinage où la foi devenait vie, histoire, culture et charité ».

« Au seuil de l'an 2000, a-t-il conclu, l'Eglise veut continuer à être la compagne de voyage de l'humanité (...), au milieu de la brume épaisse qui se forme devant elle, quand la conscience de la vocation chrétienne commune devient obscure, même parmi les fidèles. Il est donc nécessaire que le souvenir d'un passé chrétien presse tous les enfants de

l'Eglise (...) à se vouer à la tâche passionnante de faire fleurir un nouvel humanisme chrétien, face à la « permissivité aliénante » de la société moderne ».

Le pape a également renouvelé son appel pressant à un cessez-le-feu immédiat au Liban. Cent cinquante cardinaux et évêques étaient présents, dont vingt Français conduits par les cardinaux Lustiger et Decourtray.

## Un Woodstock à l'envers

SAINT-JACQUES-DE-COMPOSTELLE  
de notre envoyé spécial

« En avant », criaient les pèlerins du Moyen-Age en escaladant le monte de Gozo (mont de la Joie), d'où ils apercevaient pour la première fois les tours de la cathédrale Saint-Jacques à Compostelle. Montjoie ? Mont-Chaume plutôt : dans les mois qui ont précédé la visite du pape, les arbres et les arbustes de la colline ont été rasés. Les bulldozers et les pelleteuses ont creusé une sorte d'amphithéâtre.

Mais, vaincue par la sécheresse, l'herbe n'a pas eu le temps de repousser et ce Woodstock de la foi, sans précédent, avait aussi des allures de Paris-Dakar. Près d'un demi-million de jeunes, deux jours durant, ont communauté avec le pape dans un nuage et dormi dans des lits de pous-sière rouge.

Une poussière qui colle à la peau avec la froide humidité de la nuit et la rosée du dimanche matin. A l'aube, des groupes en prière, déjà, se réchauffent autour de braseros allumés près des conteneurs dégorgeant de débris, à même un sol jonché de boîtes de conserves et de papiers gras. Des queues serpentent derrière de trop rares points d'eau, dans des traverses transformées en bouchons, qu'arment avec peine les ambulances, la garde montée des carabiniers et les milliers de volontaires d'un service d'ordre omniprésent. D'autres files, plus insolites, se forment devant des prêtres confesseurs repérables à leur étoile violette.

Des visages noircis émergent des sacs de couchage, mais des corps allongés restent emmitouflés, blottis les uns contre les autres, dans des couvertures jetées et roulées à terre. En guise de toilette, on s'asperge de bouteilles d'eau. Des files se forment derrière des miroirs de fortune. C'est la galère, mais elle est le moral, prête à tous les sacrifices, se consolant, avec humour, de la promesse de l'Evangile : « Tu es poussière et tu retourneras à la poussière... »



La vérité est qu'après des jours de marche et de quasi-jérôme pour arriver à Compostelle, tous sont usés par une nouvelle nuit à la belle étoile, sans sommeil, déchirée par la musique et les alarmes policières. Le coup de grâce a été donné par ces quatre heures d'ivresse collective que cinq cent mille jeunes enlacent, battant des mains et des pieds, hurlant leur joie, ont passées samedi soir jusqu'à minuit avec le pape.

Sous les drapeaux nationaux, les bannières, déployés à perte de vue, les

vivats semblent interminables. Jean-Paul II paraît et le monte de Gozo émerge comme un volcan. Le pape répète que le Christ est le « chemin » des jeunes d'aujourd'hui, comme Compostelle était la route des pèlerins d'hier, qu'à l'aube du troisième millénaire, la vieille Europe essoufflée a besoin d'eux, et la colline s'embrase : « Juan Pablo segundo, te quiero tuto el mundo » (« Jean-Paul II, tout le monde t'aime »), scandent les poitrines dans un mélange d'italien et d'espagnol.

On est fort loin d'une veillée de prières recueillies, et la majorité va le regretter, préférant de beaucoup la grand-messe qui aura lieu le lendemain. Les filets jaillissent, des groupes s'agglomèrent en chantant des Ave Maria et réclament le pape quand, dans les décibels d'une musique pop et à la lumière des spots clignotants, des danseurs bondissent sur le podium géant, sous le nez même du pape et d'un groupe d'évêques et d'archevêques médusés. On est ici plus près du concert de rock humanitaire que des Alleluia qui avaient accueilli Jean-Paul II au parc des Princes, par une belle soirée du printemps 1980.

### Le chanteur et la chanson

Les jeunes catholiques européens ne sont pas venus écouter cette chanson-là, présentée à un jeu scénique sans doute maladroit, mais celle du pape, et seulement celle-ci. La formule qui, lors des premiers rassemblements autour de Jean-Paul II, consistait à dire que les jeunes « aiment le chanteur, mais pas sa chanson » a pris à Compostelle un nouveau et sérieux coup de vieux. On l'avait déjà senti au stade de Gerland, à Lyon, en octobre 1986, et plus encore deux ans après, à la Mélanie de Strasbourg. Ces jeunes-là aiment et le chanteur et la chanson.

Ils ne viennent pas seulement pour voir un chef charismatique, passer avec lui un moment vibrant d'amitié et d'émotion, mais aussi pour écouter son message. Et plus son discours, au fil des ans, paraît radical et exigeant, par exemple touchant à la morale sexuelle, à la fidélité affective et conjugale, plus il est applaudi.

Quand samedi soir, dans l'ambiance surchauffée du monte de Gozo, Jean-Paul II se met à dénoncer la « pollution des idées et des mœurs », la « faillite » et la « mentalité consumériste » de la société moderne, sa « permissivité aliénante et dédétée », l'opposition de chrétiens « à la loi de Dieu et aux enseignements de l'Eglise », il se taille déjà un vif succès.

Mais quand, réservant le meilleur pour la fin, parlant bien sûr en espagnol — pour être entendu du plus grand nombre — il stigmatise une fois de plus en bloc, mettant tout sur le même plan, l'« hedonisme », le divorce, l'avortement, le contrôle des naissances, les moyens de contraception », des tonnerres d'applaudissements se mettent à rouler sur tous les flancs de la colline.

A propos de ce rassemblement de masse, sous le soleil et les projecteurs de Compostelle, la presse espagnole a parlé de Woodstock. Mais, signe des temps, vingt ans presque jour pour jour après ce sommet de la contre-culture américaine, l'événement est dans ce Woodstock à l'envers, dans l'émergence béni par le ciel, cantonnée par le pape en personne, d'une jeune contre-culture catholique, marquée par l'exigence de valeurs et d'une vérité pure, fortement affirmée dans l'Occident moderne, qui aurait perdu Dieu avec l'étoile de Compostelle.

« Le Christ est la voie, la vérité et la vie », a répété le pape dans toutes les langues représentées, jusqu'en vietnamien et en slovaque. Soyez, à l'aube du troisième millénaire, les nouveaux apôtres du monde moderne ».

Un langage qui plaît. Une nouvelle génération morale est née et le courant passe de mieux en mieux entre une jeunesse chrétienne qui évolue à toute allure et un pape qui, lui, depuis onze ans, martèle le même message, avec la même assurance. A une crise globale, elle attend une réponse globale. Le discours religieux de Jean-Paul II fait mouche.

### Du « grand frère » au « père »

Au début, disent les jeunes à Compostelle, il était pour eux une sorte de « grand frère », un bon « aumônier », pédagogue, convaincant, ému, ému, ému. Aujourd'hui, il est « le père », l'adulte, qui ne craint pas d'énoncer des lois. « Nous sommes tous des rochers ballottés », dit Virginie, vingt et un ans. Avec lui, on

s'accroche, comme à un homme de foi.

Cette nouvelle génération de jeunes catholiques, militante hier, ne deviendra-t-elle pas « triomphante » demain ? Gristis par le succès, la porte-parole de la Conférence catholique espagnole allait jusqu'à annoncer dimanche la participation de 550 000 personnes à la messe du matin.

Ces rencontres avec le pape avaient hier la forme d'un dialogue, où, parfois avec impertinence, s'exprimaient des critiques contre certaines prises de position hiérarchiques. Le message aujourd'hui est à sens unique. On ne vient que pour écouter Jean-Paul II. Jamais en huit heures de cérémonies au monte de Gozo, une assemblée de jeunes catholiques n'aurait semblé à la fois aussi massive et aussi peu participative.

Plus qu'hier aussi, malgré la diversité des sensibilités présentes dans les groupes qui avaient fait le pèlerinage en Espagne, ce sont les grandes organisations internationales (comme les communautés néo-catholiques, venues d'Italie où elles sont nées, mais aussi d'Amérique du Nord, d'Australie et même de Turquie, comme certaines communautés charismatiques, les Focolares, Communauté et Libération, Opus Dei), toutes à la dévotion du pape, qui ont donné le ton à ce rassemblement inédit.

En Europe, près d'un jeune sur deux connaît des difficultés d'orientation et d'emploi. Or si Jean-Paul II n'a jamais été avare de discours et d'encycliques sur le chômage ou les injustices sociales, pas une seule fois ces thèmes n'ont été abordés dans ses différentes interventions de Compostelle. Omission ? Comme si, pour lui, le salut de l'Europe, sa « nouvelle évangélisation », qu'il a appelée de ses vœux, passait d'abord par une démarche personnelle de conversion ou de perfectionnement intérieur. Les jeunes l'ont bien compris en quittant Compostelle. Les plus sages se demandaient si c'était suffisant.

HENRI TINCO.

## FAITS DIVERS

### A Londres

#### Au moins vingt-neuf personnes ont péri dans le naufrage d'un bateau-discothèque sur la Tamise

LONDRES  
de notre correspondant

« Comme une bicyclette renversée par un camion... » Cette comparaison est fournie par le propriétaire du bateau-discothèque *Marchioness* qui a été coulé par une barge dans la nuit de samedi 19 au dimanche 20 août sur la Tamise en plein centre de Londres. Vingt-neuf corps avaient été retrouvés dimanche soir, mais la police craint que le nombre final des victimes ne soit proche de soixante morts. Les passagers qui étaient montés, samedi soir, à bord du *Marchioness* pour célébrer l'anniversaire de l'un d'entre eux pendant toute la nuit n'avaient pas été comptés.

Il était 2 heures du matin lorsque le *Marchioness*, long de 25 mètres et jaugeant 90 tonnes, a été éperonné

par le *Bowbelle*, un navire sablier de 80 mètres et de près de 1 500 tonnes. Le bateau-discothèque qui avait été loué pour la soirée a été brisé en deux et a coulé en moins de deux minutes. La police estime qu'il y avait environ cent cinquante personnes à bord, le maximum autorisé. Quatre-vingt-sept passagers ont été secourus, certains agrippés aux piles des ponts vers lesquelles le courant les avait poussés.

L'accident a eu lieu entre les ponts de Southwark et de Cannon Street, au cœur de la City, avec pour toile de fond les immeubles des banques et le dôme de Saint-Paul. Le capitaine et le second du *Bowbelle*, qui a eu seulement sa coque éraillée, ont été arrêtés puis relâchés. Une enquête criminelle a été ouverte.

La motité arrière du *Marchioness* a été renflouée dimanche après-midi

avec beaucoup de difficultés. Le courant dû à la marée est très fort dans cette partie du fleuve et l'opération n'a été possible que lorsque a été fermé le gigantesque barrage construit beaucoup plus loin en aval à la fin des années 50 pour contrôler les crues. Vingt-huit corps ont été retrouvés à l'arrière du bateau et un autre près de Hammer Smith, dix kilomètres en amont, qui avait été emporté par la marée montante. L'avant du bâtiment reposait toujours dimanche soir sur sept mètres de fond. Il devait être renfloué lundi.

Les rescapés ont été d'un choc très violent, ceux qui dansaient sur le pont supérieur ont été rapidement précipités dans l'eau. Les plus malchanceux sont ceux qui étaient sur le pont inférieur et qui se sont trouvés pris au piège. La plupart étaient de très jeunes gens. La personne qui avait loué le bateau-discothèque ainsi que le capitaine sont parmi les disparus.

M<sup>me</sup> Thatcher a interrompu ses vacances en Autriche pour se rendre, dimanche après-midi, sur les lieux. Elle a décrit l'événement comme « une tragédie de première grandeur ». Elle a, en même temps, cherché à dissiper l'impression fâcheuse produite par la série de catastrophes en tous genres qui ont eu lieu en Grande-Bretagne ces derniers mois. « Peut-être sommes-nous mieux informés maintenant de l'importance quel désastre qui se produit. Peut-être aussi, comme le niveau de vie a augmenté, les gens sortent-ils davantage de chez eux. Et puis, bien sûr, nous savons tous qu'une catastrophe peut toujours arriver », a-t-elle déclaré.

DOMINIQUE DHOMBRES.

### A Roubaix

#### Le meurtrier présumé d'un voleur de blouson a été écroué

Le meurtrier présumé de Fernand Addouche, écroué volontairement à Roubaix (Nord) pour un vol de blouson, il y a dix jours (*le Monde* des 15 et 16 août), a été inculpé, samedi 19 août, d'homicide volontaire et écroué : il s'agit de Salvatore Abbate, trente et un ans, domicilié à Tourcoing (Nord). Déjà connu des services de police, l'auteur présumé du crime a été identifié grâce à un portrait robot diffusé dans les commissariats de la région lilloise. Il avait été interpellé vendredi 18 août à Tourcoing pour un cambriolage. Les policiers avaient auparavant interpellé son complice, dont l'identité n'a pas été révélée, et qui a été inculpé, lundi 14 août, de non-assistance à personne en danger et vol de fait avec armes, mais laissé en liberté.

Salvatore Abbate nie toujours avoir tracé puis volontairement égaré Fernand Addouche, vingt-cinq ans, alors que celui-ci venait de dérober un blouson dans une Ford Granada garée à proximité du parc Barbioux, à Roubaix.

### A la prison de Rennes

#### Evasion à l'explosif

Deux détenus de la maison d'arrêt Jacques-Cartier de Rennes (Ile-et-Vilaine) ont réussi à s'évader, dimanche 20 août, en faisant sauter trois portes de la prison. Pierre-Noël Pantalacci et son compagnon de cellule, Patrick Brice, ont profité de la promenade des détenus, vers 8 h 30, pour faire sauter avec du plastique verrous de trois portes, dont celle d'accès principal, qui, malgré son blindage, a été percée sur un diamètre d'une dizaine de centimètres au niveau du verrou central.

Le dispositif de recherche mis en place pour reprendre les deux fuyards n'avait donné aucun résultat dimanche soir. Les enquêteurs cherchent, d'autre part, à comprendre comment les détenus ont pu se procurer une telle quantité de plastique dans l'enceinte même de la prison.

Pierre-Noël Pantalacci, trente-deux ans, né à Aléria (Corse), avait été condamné, le 15 janvier dernier, à onze années de réclusion criminelle pour avoir participé à trois attaques à main armée dans l'ouest de la France. Patrick Brice, trente-trois ans, né à Belfort, est un récidiviste de l'évasion. Il devait prochainement répondre devant la justice de vingt-six attaques à main armée.

### A Charvieu-Chavagneux

#### Réunion tripartite pour garantir le libre exercice des cultes

Le sous-préfet de Vienne doit rencontrer, mardi 22 août, les représentants de l'association islamique de Charvieu-Chavagneux (Isère), dont le lieu de prière a été détruit le 16 août par une pelle-tresse (*le Monde* du 18 août), en vue d'une réunion tripartite entre le maire, M. Gérard Dezempte (RPR), le sous-préfet et les musulmans.

Sur la demande de l'association islamique de Charvieu, le conseiller général de l'Isère, M. Bernard Saugy, maire de la commune voisine de Saint-Just-Chaleyssin, conseiller général et directeur adjoint du quotidien *le Progrès*, devrait prendre part aux discussions avec les deux parties, puis à la réunion tripartite qui devrait avoir lieu à la mairie de Charvieu pour rechercher une solution permettant de garantir le libre exercice des cultes.

### Deux touristes suédois lapidés dans le Verdon

Un inconnu a violemment aggrégé à coups de pierres un couple de touristes suédois, vendredi 18 août, dans la région du Verdon (Alpes-de-Haute-Provence).

M<sup>me</sup> Karin Hjalmarsson, vingt-deux ans, originaire de Göteborg, a passé deux jours dans le coma. Elle souffre d'un traumatisme crâ-

nien et de nombreuses blessures, mais les médecins de l'hôpital de la Timone à Marseille, où elle a été transférée depuis Draguignan (Var), jugent son état de santé « satisfaisant ». Son compagnon, Richard Terblom, également âgé de vingt-deux ans et originaire d'Astim, a été plus légèrement

atteint par les jets de pierres et hospitalisé à Draguignan. Les deux jeunes gens étaient descendus en contre-bas de la route du Verdon pour y faire de la varappe, mais en raison de la chaleur ils avaient préféré prendre le soleil au bord de l'eau quand ils ont été agressés.

duction thermique d'EDF ont décidé de procéder au contrôle des

Ca. V.

Belle Suiza, ex-Gaspard, 8000, 8100, 8200, 8300, 8400, 8500, 8600, 8700, 8800, 8900, 9000, 9100, 9200, 9300, 9400, 9500, 9600, 9700, 9800, 9900.

pris l'initiative de retourner à son



## Société

Après deux accidents mortels à bord de bombardiers d'eau

### Les consignes de sécurité sont rappelées aux pompiers du Sud-Est

Plusieurs centaines de personnes, parmi lesquelles des familles des victimes, des anciens combattants du feu et un détachement du 33<sup>e</sup> régiment d'artillerie, ont célébré dimanche 20 août, à Cestas (Gironde), la mémoire des quatre-vingt-deux sauveteurs (pompiers professionnels, volontaires et militaires), morts carbonisés le 20 août 1949 alors qu'ils combattait, aux portes de Bordeaux, l'incendie de forêt le plus dévastateur qu'ait connu la France depuis le début du siècle : il avait ravagé en deux jours 22 000 hectares et détruit plusieurs dizaines de fermes.

MARSEILLE  
de notre correspondant régional

M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, devait assister, lundi 21 août, à Trets (Bouches-du-Rhône), aux obsèques des deux pompiers volontaires de cette commune (tués vendredi, alors qu'ils combattait un incendie, par le largage de plusieurs tonnes d'eau d'un Fokker 27 de la sécurité civile (le Monde daté 20-21 août)). Après cet accident — succédant à celui qui avait coûté la vie, dans les mêmes circonstances, à un pompier de l'Ardèche, le 13 août, — le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, M. Claude Bussière (1), a adressé un message aux préfets et aux responsables des services d'incendie des quinze départements du Sud-Est leur rappelant les consignes de sécurité en vigueur.

En attendant le résultat des enquêtes judiciaires et administratives en cours, les responsables de la sécurité civile ne s'expliquent pas ce double drame. Les accidents graves de largage de bombardiers d'eau ont été, jusqu'ici, rarissimes : un seul en vingt-cinq ans.

Selon les premières constatations, il ne semble pas y avoir eu de faute dans le système de communication air-sol. A Trets, le colonel Gérard Gilard, directeur du CIRCOSC (Centre interrégional de coordination opérationnelle de la sécurité civile), surveillait lui-même le secteur de l'incendie. « Toutes les précautions d'usage avaient été prises, précise-t-il. La zone de largage avait été définie avec le directeur des secours au sol, et les ordres de repli donnés aux hommes par radio ont été confirmés, par mégaphone, de l'hélicoptère où je me trouvais. » Une hypothèse parmi d'autres : les pompiers au sol auraient pu être trompés par un premier largage avorté — manœuvre pourtant fréquente — et se découvrir prématurément.

Près de 6 000 litres à chaque rotation

Bien que l'emploi conjugué des moyens aériens et terrestres soit dorénavant bien maîtrisé, il nécessite pourtant une extrême vigilance dans l'application des procédures. « Lors d'un premier survol du feu, explique un pilote de Canadair, André Durumann, nous déterminons d'abord, avec le directeur des secours au sol, la zone de largage, puis l'objectif précis à atteindre. Nous lui indiquons ensuite le défilé. Au moment de l'attaque du feu, nous concentrons toute notre attention sur l'objectif. En fonction du relief, on est obligé d'élargir ou de raccourcir le virage, d'augmenter ou de diminuer la pente de descente. Nous ne pouvons distinguer aucune présence au sol avant d'arriver à la verticale du point de largage. Nous passons, normalement, à une vitesse de 110 nœuds (environ 200 km/heure) et à une altitude de l'ordre de 30 mètres. Mais comme nous devons anticiper de quelques secondes l'ouverture des soutes pour tenir compte de la balistique, nous avons souvent, déjà, appuyé sur le bouton... »

Le Canadair large, à chaque rotation, 5 500 litres d'eau, le Fokker 27, 6 300 litres. Compte tenu de la vitesse des appareils, cette charge représente, en arrivant au sol, un poids de 250 kilogrammes au mètre carré... Les effets de cette charge sont, par ailleurs, beaucoup plus dévastateurs dans une pente — comme à Trets et dans l'Ardèche — que sur un terrain plat.

Les deux accidents récents de largage de bombardiers d'eau ont été précédés ces dernières années — et il y a un mois encore, à Martignes — de plusieurs « incidents » qui n'ont reçu aucune publicité. De plus en plus, en effet, les pompiers au sol, plus nombreux que dans le passé, cherchent à exploiter les largages en se tenant davantage au contact du feu.

Entre deux rotations, ils reprennent aussitôt le combat pour éteindre des foyers résiduels ou traiter des lésions dont la violence n'a été qu'atténuée par le passage des avions. Souvent, le terrain difficile les oblige à fournir des efforts physiques considérables pour tirer les tuyaux au loin et sur des pentes raides. La fatigue peut alors les inciter, quand les bombardiers d'eau reviennent sur le site, à s'éloigner le moins possible, ce qui réduit leur marge de sécurité.

Le message diffusé par le préfet Bussière reprend les consignes de sécurité contenues dans l'ordre d'opération national publié avant chaque campagne annuelle de feux de forêt. Il rappelle, en particulier, que les pompiers ne doivent pas intervenir au contact du feu sans un ordre formel donné par le directeur des secours. Il réitère aussi que la mission des bombardiers d'eau doit être abandonnée si un contact radio avec le sol n'a pas été établi ou venait à être rompu pendant les opérations.

GUY PORTE.

(1) Le préfet Bussière exerce une responsabilité de coordination dans les quinze départements de l'Est inter-régional pour la lutte contre les feux de forêt.

Selon une étude française

### Le coefficient intellectuel des enfants adoptés dépend de leur environnement socio-économique

Deux chercheurs français publient, dans le dernier numéro de l'hebdomadaire scientifique britannique *Nature* (daté 17 août), une étude concernant l'influence de l'environnement sur les performances intellectuelles des enfants (1). Au terme de leur travail, réalisé auprès d'enfants d'origines diverses et adoptés dans différents milieux socio-culturels, ils mettent en lumière le poids essentiel de l'environnement dans les perfor-

mances scolaires et le niveau du quotient intellectuel, sans exclure le rôle important joué par les facteurs biologiques et héréditaires. Il apparaît ainsi que, quelle que soit leur origine biologique, le quotient intellectuel des enfants adoptés par des parents d'un niveau socio-économique élevé est, en moyenne, de douze points supérieur à celui des enfants adoptés dans un milieu socio-économique défavorisé.

(1) de réaliser des études visant à déterminer non pas si, mais comment, les parents participent à l'environnement intellectuel de leurs enfants.

#### Questions dérangeantes

Conscient de l'utilisation à des fins eugéniques qui pourraient être faites de leurs observations et de leurs conclusions, les chercheurs français soulignent que la méthode à laquelle ils ont eu recours ne permet pas de déconstruire l'effet de l'hérédité sur les performances intellectuelles et que les circonstances obscures ne sont que des moyennes. Ce dernier point permet, fort heureusement, de ne pas faire de prédictions individuelles sur les performances ou le devenir d'un enfant donné. Mais il ne permet pas de dépasser les caractéristiques intellectuelles de telle ou telle catégorie sociale.

Il faut également rappeler que les tests de quotient intellectuel s'ils sont effectivement bien corrélés à la réussite scolaire et au statut social ultérieur ne mesurent en aucune façon « l'intelligence » d'un individu.

Il n'est pas moins vrai que cette étude, parce qu'elle souligne — enfants adoptés ou non — l'importance des facteurs environnementaux sur les performances intellectuelles, ouvre des questions dérangeantes touchant à la fois à la politique générale de l'adoption et à l'amélioration de la prise en charge éducative précoce des jeunes enfants selon leur milieu d'origine.

JEAN-YVES NAU.

(1) Ce travail a été réalisé avec le soutien du CNRS de l'université de Paris VI et de la Fondation pour la recherche médicale.

#### Le rôle des parents

La principale conclusion de l'étude concerne l'impact de l'environnement sur le quotient intellectuel. Ainsi les moyennes font-elles apparaître des différences importantes entre les divers groupes. Les enfants d'un QI moyen de 92,40 (les résultats vont de 68 à 116) dans le groupe des enfants issus de milieux

défavorisés adoptés dans un milieu similaire (parents manœuvres, employés sans qualification etc.) à un QI moyen de 119,60 (de 99 à 136) dans le groupe des enfants issus de milieux favorisés adoptés par des cadres supérieurs, des enseignants ou des médecins. Plus parlant encore, le groupe des enfants issus d'un milieu défavorisé adopté par des parents d'un niveau socio-économique élevé montre un QI moyen de 107,5 (de 91 à 124), alors que la situation inverse (enfants « favorisés » adoptés dans un milieu qui ne l'est pas) donne un QI moyen de 103,60 (de 91 à 125). Au total, la différence des QI moyens est de 11,65 si l'on tient compte du statut socio-économique des parents adoptants et de 15,55 (en fonction du statut des parents biologiques).

Ainsi, un milieu adoptif socio-économiquement élevé est associé à un QI plus élevé, quel que soit le milieu d'origine des enfants, et un milieu adoptif d'un niveau socio-économique bas est, de la même manière, associé à un QI plus bas, quelle que soit la situation d'origine des enfants. Mais s'ils confortent l'opinion de ceux qui tiennent les performances intellectuelles pour des caractéristiques acquises (liées à l'environnement) et non innées (associées à des caractères biologiques), les résultats de cette étude permettent aussi et seulement de mettre en lumière l'impact des données biologiques et de l'environnement prénatal, la part du génétique et de ce qui ne l'est pas ne pouvant, ici, être faite.

Les raisons concrètes de l'impact de l'environnement de la famille adoptive sur les performances intellectuelles des enfants ne sont toutefois pas précises. « Il est désormais nécessaire, souligne dans le communiqué de la revue *Nature* M. Matt Mac Guec (département de psychologie, université du Minne-

La réunion de concertation du 23 août

### Plus de quatre mille gendarmes volontaires pour rencontrer M. Chevènement

Le capitaine Chesneau succède au commandant Legorjus à la tête du GIGN

Commandant du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) depuis le 1<sup>er</sup> juin 1985, le chef d'escadron Philippe Legorjus a été mis en disponibilité, sur sa demande, à partir du 1<sup>er</sup> septembre. Il sera remplacé à la tête du GIGN par le capitaine Lionel Chesneau.

Agé de trente-sept ans, Philippe Legorjus était entré au GIGN, comme commandant en second, le 1<sup>er</sup> septembre 1982. A la tête de cette unité d'élite, il a dirigé une cinquantaine d'opérations, notamment à Ouvéa, lors de mutineries dans des prisons ou au cours d'affaires de force.

Son successeur, le capitaine Lionel Chesneau, trente-quatre ans, saint-cyrien, commande en second le GIGN depuis un an.

M. Jean-Pierre Chevènement devait rencontrer lundi 21 août des gendarmes de la région Champagne-Ardenne à l'occasion d'un déplacement à Valmy. Dans une lettre anonyme publiée par le quotidien *l'Union*, les gendarmes locaux avaient demandé au ministre de la Défense « d'avoir la modestie de venir sur le terrain » car, déclaraient-ils, « nous sommes prêts à un dialogue sincère (...) pour envisager au plus vite des mesures pratiques susceptibles de nous redonner espoir et pleine confiance ». Ce dialogue avec la base, le ministre l'avait entamé de son propre chef dès samedi. Mettant en pratique le souhait exprimé l'avant-veille de « discuter d'homme à homme », il avait effectué une visite surprise dans deux gendarmeries de l'Oise, à Estrée-Saint-Denis

et à Pont-Sainte-Maxence. (le Monde daté 20-21 août).

M. Chevènement avait choisi ce département, bastion de la contestation, pour montrer ses bonnes dispositions avant la réunion de concertation du 23 août. C'est dans l'Oise en effet que des gendarmes réunis en « coordination » avaient menacé de boycotter la réunion, craignant qu'elle ne soit en réalité destinée à « rechercher les meneurs ». « Il n'y aura pas de chasse aux sorcières », a affirmé le ministre. Les gendarmes doivent y venir en toute liberté, les volontaires tirés au sort seront délégués de leur devoir de réserve, ils pourront constituer des commissions. Aux gendarmes qui lui exposaient, devant les caméras de télévision, leurs problèmes d'effectif et réclamaient des postes, il a promis de ne pas arriver à la réunion de concertation « les mains vides ».

Dans la matinée de lundi, déjà manifestés auprès des services du ministère pour participer au tirage au sort. Cet afflux traduit la grande attente des gendarmes. L'essentiel des propositions devrait concerner les horaires et les effectifs. M. Chevènement dévoilera sans doute les grandes lignes du projet de réforme destiné à redéployer les effectifs, notamment à la périphérie des grandes villes. A propos d'une éventuelle réévaluation des salaires et des primes, le ministre n'a pas donné de détails, lors de sa visite dans l'Oise, se contentant de préciser qu'il avait soumis au premier ministre des propositions budgétaires et qu'il attendait une réponse avant la table ronde.

En attendant le rendez-vous de mercredi, l'effervescence semble être retombée dans les brigades.

Pendant le week-end, la seule lettre de revendication émanée des militaires de la gendarmerie de Meurthe-et-Moselle qui se plaignent du mauvais état de leur matériel, de la « course aux PV » qui leur est imposée par leur hiérarchie, de leurs salaires et du coût de leur équipement. Dans un entretien publié lundi par le *Parisien*, M. Chevènement trouve d'ailleurs « scandaleux » que les gendarmes aient à payer leur uniforme. Cette question, ainsi que celle du logement et de la communauté interne, fait partie, selon le ministre, des améliorations qui peuvent être apportées à la condition de gendarme.

Tandis que le Syndicat de la magistrature exprimait, samedi dans un communiqué, « son inquiétude quant à la dévalorisation » de cette condition, la grogne semble gagner

d'autres corps. Ainsi, un groupe de sous-officiers de l'armée de l'air de la région de Nice a publié ce week-end une lettre ouverte sur le thème : « Il n'y a pas que les gendarmes qui en ont marre ». Ces militaires, qui pourraient appartenir à la base aérienne de Mont-Agil, chargée de la surveillance aérienne du sud de la France, exposent des difficultés salariales, de mutation et de reconversion ainsi que « l'incapacité de nos chefs à traiter nos problèmes dans leur intégralité ».

Cette lettre qui évoque « un avenir sombre et inquiétant » ainsi que « le moral des jeunes cadres en baisse », souligne l'étroitesse de la marge de manœuvre dont dispose M. Chevènement dans le conflit avec les gendarmes. Comment faire taire la grogne dans la gendarmerie sans donner des idées de revendications aux autres catégories de militaires ?

## EDUCATION

### Le calendrier scolaire des trois prochaines années

Le calendrier scolaire pour les trois prochaines années est fixé de la façon suivante par un arrêté publié au *Journal officiel* du 19 août.

	ZONES	1990-1991	1991-1992	1992-1993
Rentrée des personnels enseignants	A et B	Vendredi 7 septembre 1990	Lundi 9 septembre 1991	Mardi 9 septembre 1992
Rentrée des élèves	A et B	Lundi 10 septembre 1990	Mardi 10 septembre 1991	Jeudi 10 septembre 1992
Vacances de la Toussaint	A et B	De samedi 27 octobre 1990 au lundi 5 novembre 1990	De samedi 26 octobre 1991 au lundi 4 novembre 1991	De samedi 24 octobre 1992 au lundi 2 novembre 1992
Vacances de Noël	A et B	De samedi 22 décembre 1990 au lundi 7 janvier 1991	De samedi 21 décembre 1991 au lundi 6 janvier 1992	De samedi 19 décembre 1992 au lundi 4 janvier 1993
Vacances d'hiver	A	De jeudi 14 février 1991 au lundi 4 mars 1991	De jeudi 27 février 1992 au lundi 16 mars 1992	De samedi 13 février 1993 au lundi 1 <sup>er</sup> mars 1993
	B	De jeudi 21 février 1991 au lundi 11 mars 1991	De jeudi 20 février 1992 au lundi 9 mars 1992	De samedi 20 février 1993 au lundi 8 mars 1993
Vacances de printemps	A	De samedi 20 avril 1991 au lundi 6 mai 1991	De samedi 26 avril 1992 au lundi 11 mai 1992	De samedi 17 avril 1993 au lundi 3 mai 1993
	B	De samedi 27 avril 1991 au lundi 13 mai 1991	De samedi 26 avril 1992 au lundi 11 mai 1992	De samedi 24 avril 1993 au lundi 10 mai 1993
Vacances d'été	A et B	De samedi 6 juillet 1991 au mardi 10 septembre 1991	De mercredi 9 juillet 1992 au jeudi 10 septembre 1992	De mercredi 7 juillet 1993 au jeudi 9 septembre 1993

Le départ en vacances a lieu après la classe, la reprise des cours a lieu le matin des jours indiqués. En cas de vacances des classes le mercredi ou le samedi, lorsque le départ est prévu ces jours-là, les classes commencent après la classe, respectivement du mardi au vendredi. La zone A comprend les académies de Bordeaux, Caen, Clermont-Ferrand, Créteil, Grenoble, Montpellier, Nancy-Metz, Nantes, Paris, Rennes et Versailles. La zone B comprend les académies d'Alsace-Moselle, Amiens, Besançon, Dijon, Lille, Limoges, Lyon, Nice, Orléans-Tours, Poitiers, Reims, Rouen, Strasbourg et Toulouse. En 1991-1992, l'académie de Grenoble sera, à titre exceptionnel, placée hors zone pour les vacances d'hiver et rattachée à la zone B pour les vacances de printemps.

## REPÈRES

Alsace  
Geiswasser renonce à son abri anti-atomique

Après avoir dépensé 700 000 francs pour faire construire un abri anti-atomique collectif, la commune alsacienne de Geiswasser (238 habitants) renonce, pour l'instant, à la faire aménager. Elle consacrerait son budget au remboursement des emprunts contractés, au réaménagement de l'école et à l'entretien des routes. Cette décision provoque une polémique entre l'ancien maire, auteur du projet, qui rappelle qu'en Suisse l'abri anti-atomique est obligatoire pour toutes les maisons collectives, et le nouveau maire qui pense qu'il y a d'autres priorités que l'achèvement à grands frais d'un ouvrage que la défense internationale paraît rendre de moins en moins utile. — (AFP.)

Astronomie  
Des aurores polaires sur Neptune

Le sondage spatiale Voyager-2 a découvert sur la planète Neptune des aurores polaires magnétiques qui laissent supposer que la

planète possède une ceinture de radiations et des aurores polaires semblables à celles que connaît la Terre, a annoncé vendredi 18 août la NASA à Pasadena (Californie). « Une étude approfondie de ce champ magnétique devait permettre de déterminer avec précision la durée du jour sur Neptune, estimée entre dix-sept et dix-huit heures terrestres, ainsi que de mieux comprendre la structure interne de la planète », a déclaré Mary Beth, porte-parole du Jet Propulsion Laboratory (JPL). Actuellement distante de plusieurs millions de kilomètres de Neptune, la sonde Voyager-2, à raison de 67 000 km/heure, devrait survoler la planète inconnue à environ 5 000 km de distance dans la nuit de jeudi à vendredi. — (AFP.)

Environnement  
Une marche pour sauver la Loire

Une cinquantaine d'écologistes ont entamé, samedi 19 août, aux sources de la Loire, au mont Gerbier-de-Jonc (Ardèche), une marche de deux semaines qui doit les amener le 2 septembre à Nantes. Les marcheurs seront accompagnés au fil des étapes, le long

du fleuve, par des membres ou des sympathisants de l'association SOS Loire vivante, organisatrice de la manifestation. Celle-ci veut alerter les populations et les élus locaux sur les dangers que, selon elle, les divers projets d'aménagement de la Loire font peser sur la faune, la flore, la qualité des eaux et les paysages.

#### Instituteurs

Recrutement possible après quarante ans

Le recrutement des instituteurs ne sera plus soumis à une limite d'âge. Un décret paru le 19 août au *Journal officiel* indique que cette limite, précédemment fixée à quarante ans, est désormais supprimée. Deux autres décrets, parus le même jour renforçant la priorité au recrutement, qui figure parmi les objectifs de la loi d'orientation du 10 juillet 1989, il est notamment prévu que l'accès aux concours d'entrée dans les écoles normales sera facilité pour les candidats principaux, les conseillers d'éducation, les professeurs agrégés du secondaire et les professeurs certifiés. D'autre part, des modalités exceptionnelles de recrutement seront mises au point pour les professeurs agrégés et certifiés.

سكنا من الامور

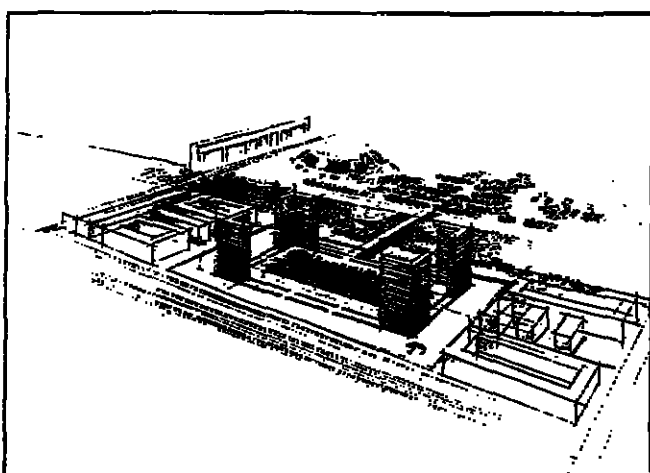
## GRANDS TRAVAUX

L'avenir de la Bibliothèque de France  
Les chercheurs réconciliés

Volte-face. La décision qui paraissait bel et bien prise de couper en deux les collections de la Bibliothèque nationale vient d'être remise en question par le ministre de la culture, cela avec l'appui du président de la République. Le monde des chercheurs, majoritairement, condamnant ce projet de coupure entre les ouvrages d'avant et ceux d'après 1945, ils seront donc tout aussi majoritairement rassurés par l'évolution du projet, telle que l'a présentée M. Jack Lang au cours d'une conférence de presse, lundi 21 août.

Cette conférence devait initialement être consacrée au projet de l'architecte Dominique Perrault, lauréat du concours pour la future Bibliothèque de France, à Tolbiac (le Monde du 18 août). Le projet brillait d'un jeune architecte français, pour lequel on regrette la hâte avec laquelle avait été prisant de décisions, principalement celle de la coupure des collections et celle de l'emplacement.

Selon le ministre de la culture, cette hâte, qu'il ne conteste donc pas, ne serait pas due au caprice premier d'un président voulant à tout prix inaugurer « sa » bibliothèque avant la fin de son septennat — ce que nous avions d'abord pu craindre. Elle aurait pour motif beaucoup plus pragmatique la crainte qu'une éventuelle attente aux législatives de 1989 ne conduise à dévier, voire à trahir tout ou partie du projet. L'argument porte, sans aucun doute, après la triste épisode de 1986, au cours duquel Edouard Balladur, alors ministre des finances du gouvernement Chirac, avait très inopportunistement bloqué le cours normal du Grand Louvre — quand ce projet rencontre aujourd'hui l'enthousiasme quasi unanime de la droite comme de la gauche. Même chose pour l'Opéra Bastille, dont le projet architectural a sou-



L'idée de Dominique Perrault. Une vaste place et un jardin autour duquel les salles de lecture s'ordonneront. Aux quatre coins, quatre tours de 100 m, comme quatre livres ouverts qui abriteraient l'administration et le stockage.

ferait des atterrissements du même gouvernement, pour être, malgré tout, inauguré en juillet dernier...

La hâte avec laquelle a été bouclé le programme de la Bibliothèque de France s'expliquerait aussi, selon le ministre, par la volonté de ne pas figer à l'excès les données du concours, et de se laisser ainsi une large marge de réflexion dans le travail concret avec l'architecte.

Cet argument, pour être paradoxal, correspond à un bon apprentissage du rôle de maître d'ouvrage, après les difficultés rencontrées, par exemple à la Bastille et à l'Arche, du fait du caractère trop définitif des résultats du concours et du caractère entier des deux maîtres-d'œuvre. L'esquisse, rendue par Dominique Perrault, relève davantage de l'idée générale, de l'intention globale, plutôt que d'un projet conçu dans tous

ses détails, qu'il soient concrets, comme chez Carlos Ott (la Bastille), ou abstrait, comme chez Sprockelsen (l'Arche). D'ores et déjà, la souplesse avec laquelle a été pensé le concours permet d'intégrer la nouvelle donnée qu'est le transfert de l'ensemble, selon de la totalité, des livres de la BN. C'est en effet 11 millions de volumes, sans compter les supports audio-visuels qui devront trouver place dans le nouveau bâtiment. A qui il faut bien sûr ajouter la part de l'éventail, si l'on estime que la Bibliothèque de France doit rassembler ses grandes sources américaines, soviétiques ou anglaises, soit l'espace nécessaire pour le double de volumes au moins.

A la BN resteront les manuscrits, les estampes, les monnaies et médailles, sans doute aussi une partie des livres les plus fragiles et les plus rares. Mais sur ce point, le

ministre a préféré laisser à l'avenir et à la réflexion le soin de trancher, plutôt que de donner de nouvelles raisons à tel ou tel chercheur de s'inquiéter du projet.

L'idée vient tout de suite à l'esprit, et elle est aussi venue à celui du ministre, de faire de la BN un grand centre consacré aux arts et à la muséographie. Auquel cas, la Bibliothèque Jacques Doucet et celle des Musées de France pourraient trouver accueil rue de Richelieu. La difficulté étant, aux yeux de M. Lang, de reporter à nouveau les décisions urgentes à prendre pour ces deux grands ensembles, décisions qui allaient jusqu'à présent dans le sens d'une installation beaucoup plus rapide au Grand Palais. Dans tous les cas, la volte-face du ministre de la culture apparaît comme la victoire du bon sens et témoigne de la volonté d'engager le projet de la Bibliothèque de France sur la voie d'une ambition cohérente. Il faut espérer que l'ensemble du programme et du projet architectural continueront d'évoluer en ce sens.

Et que l'idée de Dominique Perrault, cette grande place carrée de quatre tours de 100 mètres chacune, face à la Seine, trouvera dans un plan plus précis, la ville, dont elle reste, pour l'heure, excessivement déconnectée. Non par le fait de l'architecte, mais par manque de projet d'urbanisme, donc de volonté politique.

FREDÉRIC EDELMANN.  
\* La maquette de la future Bibliothèque de France sera exposée sous la pyramide du Louvre, mardi 22 août à 17 heures, à l'occasion de la soirée de gala du 55<sup>e</sup> congrès de la Fédération internationale des associations de bibliothèques et bibliothécaires (FIBA), qui se tient à Paris du 19 au 26 août. L'ensemble des projets de concours sera ultérieurement présenté à l'Institut français d'architecture à partir du 25 septembre.

## ARTS

Robert Combas à Nîmes

## Les gaietés de l'art moderne

Où l'on repartie de l'ex-nouvelle figuration et de ses rapports secrets avec Homère et Michel de Montaigne.

Montaigne avait vraiment une tête bizarre, un crâne en coiffe d'autruche, une moustache de mandarin chinois portée sur le sadième, une barbe bien propre et des yeux soupçonneux, le tout entouré d'une belle fraise plissée, d'un blanc parfait. On comprend qu'une telle figure, vaguement mongole, puisse tenter les peintres et qu'ils se laissent aller au plaisir bien innocent d'effacer ces traits en os de seiche, d'effiler ces deux pointes de moustache et de déguiser le sympathique sceptique bordelais en dandy équivoque et sournois. Le Montaigne de Combas a ainsi l'air d'une aimable crapule moqueuse. Accroché à l'entrée de l'exposition, il résume l'inspiration de cinq années de travaux sur papier : une décision comique qui s'exerce sur toutes les formes de culture, Montaigne compris.

Autres victimes : l'Antiquité classique des versions grecques et latines de classe de première ; les grands sentiments et l'amour ; l'histoire de France ; les bandes dessinées ; la télévision et l'art moderne. Moyens de l'entreprise paradoxique : un dessin qui va du naïf — faux naïf, naturellement — à l'abstraction, en passant par le puzzle à la Gaudi et le style nouille ; des couleurs stridentes, des déformations et caricatures grotesques où l'on croit reconnaître des souvenirs de marionnettes de Java, de Walt Disney et de Picasso ; des titres infinis, garnis de fautes d'orthographe et de solécismes délibérés, qui font la part belle à l'obscure et au scatologique. Et ça marche. Les hoplites indécents, les escargots ultrarapides, les gnomes et monstres à face de chimie safran ou de légume bouilli font rire, même si l'exécution est

quelquefois hâtive, les procédés répétitifs, les plaisanteries insistantes. Et que l'on ne s'étonne pas de son goût pour le grivois : après des décennies de pureté répressive, ce déboulonnage scandaleux est essentiellement salutaire.

Il y a quelque chose de réjonnant dans cet art qui feint la candeur à la manière de Chassériau et en profite pour tenir pour nulles les recommandations sévères dont peinture et sculpture pâtissent depuis vingt-cinq ans. Combas raconte des histoires ou travestit celles des autres, il s'ennuierait sans ces narrations pointes et égarées à la fois. Reste à vérifier, avec le temps, que Combas n'est pas simplement le héros d'une révolte hêve, l'homme d'une conjoncture, et que son art a d'autres ressources que celles, qui s'épuisent vite, de la bouffonnerie. Lui-même le sait, qui garde l'esprit clair et se prodigue de l'histoire d'œuvre et de l'objet de rétrospectives en affirmant des peintres ses contemporains : « qu'il n'en restera pas grand-chose — d'une valeur exceptionnelle — d'ici cent ans » (1).

Probablement par esprit de contraste, une autre exposition récente rend hommage au très sobre Californien James Turrell, qui construit des compartiments et caissons obscurs afin que le spectateur qui y pénètre voie poindre, l'œil s'habituant à la nuit, une mince et pâle lumière qu'il n'avait pas aperçue d'abord. Ces boîtes noires sont à mi-chemin des mises en scène minimalistes des années 60 et des expériences d'optique des lycées et collèges.

PHILIPPE DAGEN.

\* Robert Combas, Galerie des Arches, bd des Arches, jusqu'au 10 septembre. James Turrell, Musée des Beaux-Arts, rue Châle-Foull, jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre.

(1) Cité par Jim Palette, Robert Combas, Editions de la Différence, 190 p., 120 francs.

## MUSIQUES

## Couleur zouloue

Ray Phiri est le chef du groupe « Stimela », le plus sophistiqué d'Afrique du Sud. A Johannesburg, il enregistre un nouvel album.

L'Afrique du Sud a fait son entrée sur la scène musicale internationale il y a trois ans avec Ray Phiri et son groupe « Stimela » qui ont pris une part active à la réalisation de « Graceland », l'album de Paul Simon. Puis il y a eut Johnny Clegg et le phénoménal succès d'un homme blanc installé en Afrique du Sud depuis l'âge de sept ans et si fortement imprégné des traditions zouloues qu'il les a transmises lui-même admirablement. Actuellement, les Bee Gees tournent aux Etats-Unis avec, en première partie, une formation sud-africaine, Zia. Et le groupe vocal Ladysmith Black Mambazo participe samedi prochain au concert de l'Arche de la Défense pour le bicentenaire de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

La musique noire sud-africaine, si vivace qu'elle sait prendre toutes les formes, n'a pas fini de faire parler d'elle. D'abord parce qu'elle vient de la terre, des vallées fertiles à l'ordonnance quasi biblique où ont vécu les Zoulous avant d'émigrer dans les faubourgs des grandes villes ou autour des mines d'or ou de diamant dans des misérables « townships ». Ensuite, parce qu'elle communique à travers des signes de reconnaissance, de carte d'identité au Noir sud-africain. Enfin, parce que cette musique en devenant, comme le souligne Ray Phiri, a trop longtemps été occultée.

Les racines de la musique sud-africaine, on les trouve toujours vivantes au nord de Durban, sur la côte de l'Océan Indien, singulièrement à l'occasion des mariages et des fêtes. On les rencontre encore dans les chants de travail des coupeurs de canne à sucre, dans des poses de voix de chemin de fer, autour des mines : « Je ne pleure pas pour de la bière », dit une chanson de mineurs descendant à trois mille mètres sous terre et attaquant avec les maréchaux piqueurs les mines fétides d'or qui brillent sous les parois rocheuses. « Je ne pleure pas pour manger. Mais je pleure pour mon travail qui doit être payé à sa juste valeur ». On les découvre aussi, ces racines, dans les concours de chorales qui ont lieu chaque samedi soir dans des salles vétustes, non loin des foyers où logent par dizaines de milliers les travailleurs des mines. Chaque cho-

rale comporte douze à dix-huit membres, tous des hommes et tous des mineurs : ils chantent et dansent sur un rythme répété et lancinant, représentant inlassablement le thème de l'émigré loin de sa terre et de sa famille. La tradition de ces chorales remonte au début du siècle et, dans les années 20 et 30, elles ont subi l'influence des chorales noires américaines.

Le premier enregistrement de musique noire sud-africaine à Johannesburg a été réalisé par le firme Gallo en 1932. Aujourd'hui, les musiciens noirs sud-africains, par dizaines, par centaines, paraissent dotés d'une technique solide, d'une énorme vitalité et d'une capacité exceptionnelle d'émotion. L'autre jour à Johannesburg, au Standard Bank Arena, avait lieu l'« Election de Miss Soweto », un public exclusivement noir de six mille personnes.

« We miss you, Mandela »

Symbole de la situation actuelle : avant l'entrée des soldats, le stade couvert avait été fouillé de fond en comble par des policiers accompagnés de chiens, afin de vérifier qu'il n'y avait pas eu pose de bombe. Avant l'élection de la Miss « Chico », natif de Soweto et y habitant toujours malgré son succès de chanteur et d'auteur de chansons, monta sur scène vêtu d'un treillis, entouré de musiciens portant le casque militaire et chantant : « Soldier Without a Gun (Soldat sans fusil) », puis, devant une salle soudain dévouée, debout et le poing levé : « We Miss You, Mandela ».

« Mon père, dit Ray Phiri, travaillait dans une mine d'or. Il était d'origine malawite. Le week-end, avec sa guitare, il animait des fêtes. A neuf ans, je me suis prêté à sa compagnie. Je dansais sur ses rythmes. J'avais trouvé mon petit monde à moi, sûr, sans violence ni chagrin. Les gens payaient mon père environ trois livres le week-end et moi, avec le temps, je me faisais plus de quinze livres. Je me trouvais donc dans une situation où je faisais vivre ma famille sans même en avoir conscience ».

« Régulièrement, j'empruntais la guitare de mon père. Chaque fois, il s'en rendait compte jusqu'à la retrouver désaccordée. Un jour, je lui ai demandé ce qu'il ressentait quand il jouait et il m'a répondu : « Rien ne vaut ce sentiment de bonheur parce qu'il dépasse toutes les duretés de la vie. Mon père était une des personnes

les plus « cool » que j'ai jamais connues. Il était plein d'amour et de compréhension. Il savait à peine écrire son nom, les autres le savaient. Tout de suite. Out... Tout, tout de suite. En 1964, à la suite d'un accident, mon père a perdu trois doigts de la main gauche et il est devenu si amer qu'il a voulu vendre sa guitare. Je l'ai supplié de me la donner mais il a refusé de m'apprendre à jouer. Avec la musique, il n'y a plus de couleurs, plus de différence d'éducation, plus d'alphabétisme. La musique est une chose unique, que les gens comprennent les paroles ou pas. Si elle est jouée comme il faut, honnêtement, on n'écoute plus les paroles. Simplement ce qui est joué ».

« Le mot « stimela » désigne le train à vapeur, symbole de l'exode urbain, celui qui, en Afrique du Sud, ramène les migrants une fois par an dans leur famille. Pourvez-vous nous parler de choix de ce mot pour désigner votre groupe ? »

« Le train a joué un rôle important dans notre vie en Afrique du Sud. Pour nous, le train a été quelque chose d'extraordinairement puissant. Son pouvoir lui venait des forces de la terre : le charbon, l'eau, le bois à brûler. Il tirait les gens de leur tristesse pour leur donner du bonheur ou du bonheur pour leur donner de la tristesse. En 1966, j'ai pris le train pour suivre un groupe de musiciens à Johannesburg. Mes parents m'ont cru mort pendant longtemps. Ils ne m'ont revu qu'en 1970, les yeux cernés, les cheveux courts, les vêtements sales, les vêtements de policiers : j'étais parti sans que l'on appelle alors le « contrôle de circulation »... »

« Comment expliquez-vous que la musique sud-africaine ne sorte qu'aujourd'hui de l'ombre ? »

« Longtemps, en Afrique du Sud, la musique n'a été qu'un divertissement rémunéré et les musiciens eux-mêmes ne comprenaient pas la portée culturelle de ce qu'ils jouaient. Puis, il y a eu une sorte de « fuite des cerveaux » avec l'exil en Europe ou aux Etats-Unis de nombreux musiciens sud-africains. Il y a eu un besoin de se rapprocher des réalités. Nous n'avions pas d'identité et cela nous a considérablement retardé de jouer des musiques originaires d'autres pays comme le funk ou le jazz. Quelques-uns d'entre nous ont alors pensé qu'il était important de commencer par faire des recherches sur les origines et les buts de notre musique ».

Aujourd'hui, la musique est la seule chose qui nous empêche de



Ray Phiri : « Commencer par faire des recherches sur les origines et les buts de notre musique ».

devenir fous car nous vivons dans une société complètement malade qui a perdu la boue. Nous offrons une musique qui rend les gens heureux, qui les aide à se retrouver, qui leur donne le sentiment que la vie a un sens et qu'ils ont une identité. C'est pourquoi nous sommes arrivés à faire accepter notre musique au monde entier. Maintenant, nous savons pourquoi nous devons jouer cette musique ».

« Mais celle-ci, pour l'instant, est trop diverse. Nous devons chercher le chaînon manquant qui permettra de combiner toutes les influences pour créer une musique que nous pourrions simplement appeler la musique sud-africaine. Aujourd'hui, nous ne donnons pas aux Sud-Africains la musique qui leur correspond. Nous sommes plus de trente-sept millions mais aucun artiste n'est parvenu jusqu'à présent à vendre un million d'exemplaires, tout au plus un demi-million. Ce qui signifie que notre musique actuelle s'accorde à un certain public, à une certaine culture. Elle ne concerne pas l'ensemble des gens de ce pays. Le jour où il y aura un peu de ceci, un peu de cela et encore un peu d'autre chose, alors il y aura une musique sud-africaine au sens strict du terme et les gens se ruent sur cette musique et le monde entier nous ouvrira les bras. Certains d'entre nous ont la chance

d'être connus à l'étranger et d'y travailler avec des artistes qui ont beaucoup à nous apprendre. Ensuite, nous rentrons chez nous et nous éduquons les nôtres ».

## Une révolution d'autoreconnaissance

« Tout doit bouger dans ce pays. Ainsi, dans ce studio d'enregistrement de Johannesburg, l'ingénieur du son a une assistante et une femme de ménage noires. Sait-il seulement où elles vivent ? Peut-être pense-t-il le savoir : il vous dira qu'elles habitent à Soweto. Mais y est-il déjà allé ? Comment peut-il confier son travail, sa vie, ses enfants, sa maison à quelqu'un et ne pas lui faire l'élémentaire amitié de lui rendre visite un seul jour, même si ce n'est que pour vingt minutes ? Les Blancs d'Afrique du Sud dorment en plein milieu d'une révolution d'autoreconnaissance, une révolution sociale où nous devons penser ainsi : « Avons-nous besoin les uns des autres » pour trouver une solution ? Les Blancs ne doivent pas se dire : « S'il y a une majorité noire, que risque-t-il d'arriver à ma femme, à mes enfants ? », mais se demander : « Comment pouvons-nous nous unir ensemble pour que ce beau pays soit un succès ? ».

« Dans la musique traditionnelle des campagnes, il y a une profusion d'instruments rudimen-

taires comme la petite harpe jouée avec la bouche ou les éléments de percussion comme l'« isigamu » et l'« isigubu ». Mais ces instruments ont tendance à disparaître aujourd'hui ».

« Les anciens, avant de mourir, les uns après les autres sont disposés à transmettre leurs connaissances mais, nous-mêmes, nous sommes tentés de les ignorer. Nous devrions préserver cet héritage et permettre aux plus jeunes d'entre nous de chercher à développer la portée musicale de ces instruments ».

« Ladysmith Black Mambazo est le groupe vocal le plus connu d'Afrique du Sud. Mais, derrière lui, c'est par milliers que l'on compte les chorales qui, tous les samedis soirs, se livrent à des concours ».

« Ce ne sont pas des concours au sens strict du terme, plutôt des épreuves libres qui durent la nuit entière et au cours desquelles les chorales de mineurs s'affrontent pour le plaisir — chacun ayant environ un quart d'heure pour s'exprimer. Ces « concours » apparaissent comme un des moyens de préserver notre culture. J'y assiste régulièrement. Pour me rassurer, quand je suis las et que j'ai le sentiment de perdre le sens de ma vie ».

CLAUDE FLÉOUTER.

duction thermique d'EDF ont décidé de procéder au contrôle des

Ca. V.

École Supérieure de Photographie, Beau Site St. CH 2071 Paris 16ème, France

plus l'initiative de réunir









MUTATION MALAISEE A L'EST

## IV. - Roumanie : un « splendide » isolement

**P**OUR que ça change à Bucarest, il faudrait d'abord que ça change à Moscou... Réglant, depuis des années, l'attente que s'achevait toute discussion sur l'avenir de la Roumanie, entre quelques esprits libres réunis en catimini à la lueur d'une ampoule de 25 W, la seule autorisée. Mais le vent de la réforme souffle du Kremlin sans emprunter pour autant le fameux boulevard de la Victoire du socialisme, cette nouvelle « avenue du Kitch », comme l'ont surnommée les Bucarestois, qui traverse désormais le centre de la capitale.

Elle, la Roumanie tenait tête à Nikita Khrouchtchev puis à Leonid Brejnev, au point de refuser la présence de soldats soviétiques sur son territoire, de ne pas participer en 1968 à l'invasion de la Tchécoslovaquie, voire de maintenir des relations avec Israël et la Chine. Aujourd'hui, elle refuse de se plier à la dynamique gorbatchévienne, synonyme de changements politiques, économiques et culturels, voire de — timide — prise en compte des droits de l'homme, longtemps bafoués.

Autant de mots tabous dans ce petit pays de 237 000 kilomètres carrés (un peu moins de la moitié de la France) et de 23 millions d'habitants, en proie à la disette et à la surveillance maladroite de la Securitate, cette police politique omniprésente au service du clan. A savoir Nicolae Ceausescu, l'homme fort d'un parti dont il a pris la tête en 1965, brillamment réélu (en l'absence d'autres candidats) depuis 1974 à la présidence de la République, Elena, son épouse, premier vice-premier ministre (en fait numéro deux du régime), le reste de la famille et quelques rares fidèles — placés aux postes-clés de l'appareil d'Etat.

« La perestroïka, la glasnost ? Mais voilà plus de vingt ans que nous la pratiquons en Roumanie », affirme, sans l'ombre d'un sourire, le diplomate qui, toujours accompagné, accepte de répondre

au journaliste. Notre réponse aux questions sur la réforme est très clairement contenue dans les directives assignées au pays jusqu'en 2010. Nous la pratiquons aussi avec l'extérieur. Et de brandir la liste des cent quarante-neuf pays avec lesquels la Roumanie entretient — sur le papier — des relations économiques.

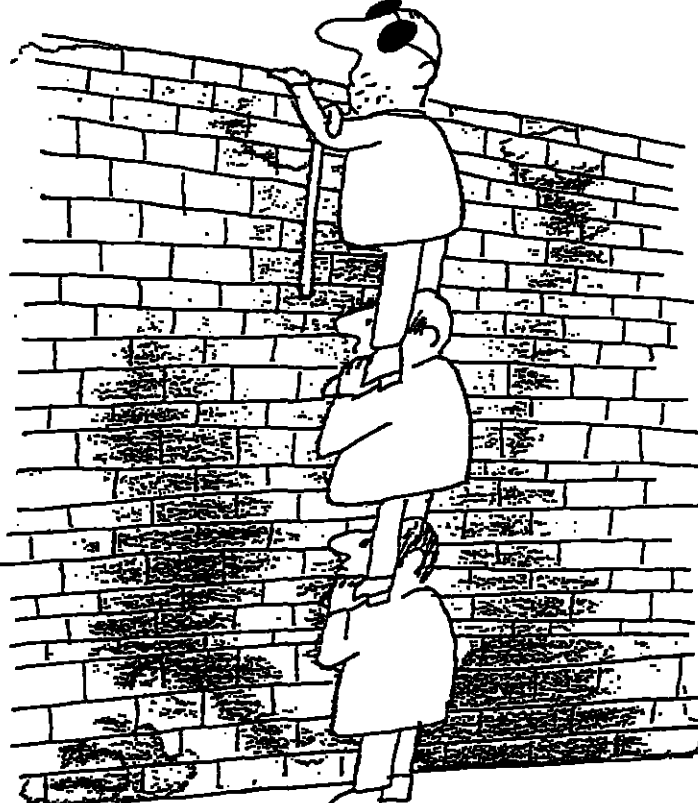
La réalité est tout autre. Confrontés à une situation de pénurie grave (voir encadré), mis récemment en accusation devant le Parlement européen puis lors de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), en raison du régime de dictature qui prévaut dans ce pays, Bucarest apparaît de plus en plus isolé. D'abord auprès des Occidentaux qui, longtemps sous l'effet du voyage du général de Gaulle à Bucarest, en mai 1968, puis de celui du président Nixon, en août 1969, n'ont pas marchandé leur soutien à celui qui apparaissait alors comme le seul rebelle du camp socialiste après le maréchal Tito. La capitale roumaine a conservé quelques traces de cette idylle, notamment la rue Lipskani, rebaptisée « Kentstreet » par les tifs de Bucarest, en raison du marché noir : les cigarettes Kent servaient d'unité monétaire dans un pays tout entier converti au troc. Et au belchich.

La Roumanie est aussi une nation isolée face aux partis frères, qui sont conscients du mauvais exemple qu'elle leur offre face à la réforme. La Hongrie est d'ailleurs régulièrement clouée au pilori par la presse roumaine pour ses manquements graves — et répétés — aux principes du marxisme-léninisme. Un conflit idéologique doublé d'une vive polémique ethnique et territoriale — dans laquelle Moscou se garde bien d'intervenir — à propos de ces milliers de Magyars originaires de la Transylvanie roumaine qui ont trouvé refuge de l'autre côté des 440 kilomètres de frontière commune.

Comme l'Albanie naguère, Bucarest joue à fond l'autarcie mais dépend de plus en plus de Moscou

Nicolas Ceausescu n'a que faire des critiques que lui vaut ce splendide isolement et sa position d'intégriste pur et dur alors que tout bouge dans le monde socialiste. Sur la même ligne qu'un autre « leader maximo », Fidel Castro, il invoque à tout moment cette forme de « communisme national » qu'il applique *manu militari* à son peuple. Jusqu'à le mettre à genoux pour rembourser par anticipation une dette « dont personne ne lui avait réclamé le

paiement avant l'échéance », tient à rappeler un banquier français. En mars dernier, Bucarest a effectivement réglé le dernier dollar qu'il devait sur les 11 milliards empruntés en 1980. Au total, de janvier 1975 à mars 1989, le pays a remboursé 21 milliards de dollars, dont plus de 7 milliards d'intérêts, claironne Scintea (l'Economic), l'organe central du parti. Cette performance est saluée par les grands argentiers occidentaux : « Sur le chapitre de



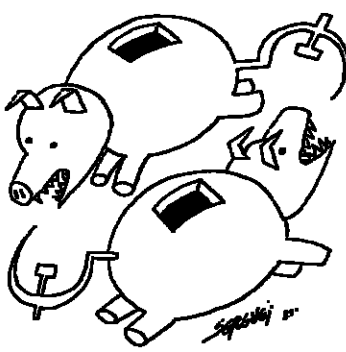
la dette, la Roumanie est un pays modèle.

Bucarest a joué à fond l'autarcie : fermeture quasi totale de la soupape des importations et constitution massive de réserves en devises. En moyenne, le pays aura ainsi dégagé, ces derniers temps, de 2 à 3 milliards de dollars d'excédents annuels. Avec la promesse formelle de ne plus jamais recourir à l'extérieur sous forme de crédits : « Une loi a été votée en ce sens », souligne un spécialiste des questions roumaines. « Comme l'Albanie l'avait fait en son temps en faisant figurer cette clause dans sa Constitution de 1976 », rappelle-t-il.

Dans sa peur panique de dépendre de l'étranger, le numéro un roumain n'a pas hésité à renouer, en février 1988, à la clause de la nation la plus favorisée que consentait jusque-là Washington. Cette décision lui coûte au bas mot 250 millions de dollars, mais ne le trouble pas davantage que la suspension, en mai dernier, par la CEE de ses relations commerciales avec Bucarest « en raison de la situation des droits de l'homme dans ce pays ».

Pourtant, cet « flot latin dans une mer slave » est « un partenaire de plus en plus intéressant », assure Gheorghe Cristea, premier secrétaire économique de l'ambassade de Roumanie en France. Et de citer, à titre d'exemples, la coopération instaurée avec Renault, Citroën, Thomson... Mais, qu'il s'agisse des usines d'assemblage de la R 12 (la Dacia) à Pitești, de la société mixte créée à Craiova avec Citroën ou encore des réfrigérateurs de Galesi dont Thomson surveillait la fabrication, toutes ces firmes ont préféré mettre plus ou moins vite la clef sous la porte.

Au début des années 70, le marché roumain était, de tous les pays de l'Est, le plus important, rappelle-t-on à la DREE (direction des relations économiques extérieures). Aujourd'hui, les échanges se sont réduits comme



peau de chagrin. De fait, victime de la purge qu'elle s'est infligée, la Roumanie, qui compte actuellement parmi ses principaux fournisseurs la RFA (26 % de ses rares importations), les Etats-Unis (16 %) et la France (9 %), ne représentait plus à la fin de 1988 qu'un marché de 1,3 milliard de dollars pour l'ensemble des pays de l'OCDE !

Alors vers qui va se tourner le « Conducator » (le guide) ? Vers l'Occident ? C'est peu vraisemblable, même si de rares pays, l'Italie notamment, essaient timidement de remplacer les autres partenaires commerciaux. Vers l'Union soviétique ? Oui, et c'est déjà fait, affirment les experts à l'écoute de la réalité roumaine.

En mai dernier, Radio-Moscou, que chacun essaie de capter maintenant en Roumanie, car c'est le seul moyen d'avoir des informations sur son propre pays, a annoncé que les échanges commerciaux entre l'URSS et la Roumanie allaient croître de 20 % cette année par rapport à 1988. Les Soviétiques vont doubler leurs livraisons de gaz et d'électricité à Bucarest, qui, de son côté, va augmenter ses livraisons à l'URSS d'outillage pétrolier et d'appareils techniques pour la fabrication des routes, indique Matzi Cazacu, historien et chercheur au CNRS.

Actuellement, près de 70 % des exportations alimentaires roumaines vont vers l'URSS. C'est là que réside la vraie raison de la pénurie qui sévit dans le pays. Le paiement de la dette, présenté comme l'explication naturelle de l'extrême pauvreté du pays, est un alibi, souligne-t-il.

SERGE MARTI.

(Lire la suite page 16.)

## Bulgarie : l'art de faire semblant

Derrière une façade moderne, malgré force directives et « réformes », Sofia ne suit pas l'exemple soviétique

**A**LORS qu'il y a quelques années, à Moscou, les équipes gorbatchévienne commencent à produire à tour de bras des projets de réformes économiques, les dirigeants bulgares s'efforcent de paraître à Sofia que cette fameuse perestroïka, « elle est en marche chez nous depuis belle lurette ».

Réformes, amendements, retours en arrière, coups de pin-canon esthétiques, nouveaux tête-à-tête, c'est vrai que, dans une certaine mesure, les Bulgares connaissent déjà bien la chanson. Au niveau de la fabrication de papiers et de directives, leur appareil administratif et bureaucratique n'a sans doute de leçon à recevoir de personne dans la famille socialiste européenne.

Le problème est que, derrière cette façade « moderne », se cache un très grand scepticisme politique quant à la nécessité de vraiment changer. La courte visite de travail à Moscou, en juin, du vieux dirigeant bulgare, Todor Jivkov, en témoigne.

### Un rusé personnage

Le communisme commun, publié à l'issue des entretiens avec Mikhail Gorbatchev, est clair : chaque parti frère et chaque Etat sont totalement indépendants pour définir « les formes de développement social » qu'ils souhaitent. Il est « futile et dangereux d'imiter les expériences des autres sans prendre en compte les traits nationaux distinctifs de son propre pays ».

A soixante-dix-sept ans, au pouvoir depuis bientôt trente-cinq ans, Todor Jivkov n'entend manifestement pas retourner à l'école. Il a su habilement s'accommoder des conjonctures staliniennes, khrouchtchéviennes, brejnéviennes et maintenant gorbatchévienne —

au point d'être présenté comme un gentil et docile petit frère de l'Union soviétique, son allié le plus fiable, pour mieux faire ce qu'il voulait dans son propre pays.

Pour l'heure, il estime apparemment qu'il n'y a pas lieu de suivre l'exemple de ses « camarades » hongrois, polonais et soviétiques. Le doyen de l'Europe de l'Est est un personnage rusé, et l'on aurait tort de considérer la Bulgarie comme la « république républicaine soviétique ». Ici, on n'oublie pas l'histoire et le fait que ce sont les armées du tsar qui ont libéré le pays de « cinq siècles de joug ottoman ».

C'est un sentiment profond et sincère que confirme une simple visite de quelques musées et monuments de Sofia. Pour ce qui est de la glasnost, malgré les efforts croissants d'associations de défense des droits de l'homme, elle est loin d'être à la mode dans les milieux dirigeants du moment.

Toutefois les Bulgares lisent régulièrement les journaux soviétiques et regardent la télévision du voisin du nord. Sans problème. On n'est pas en Roumanie. Aussi fallait-il, en Bulgarie comme ailleurs, « faire de la perestroïka », ne serait-ce que pour ne pas nuire aux relations avec les nouveaux maîtres du Kremlin.

L'opération démarre en juillet 1987 avec un plénum du comité central du Parti communiste bulgare (PCB) qui décide une série de mesures s'appliquant pratiquement à tous les secteurs : industrie, agriculture, distribution, administration, presse, santé, etc. C'est ce qu'on appellera, par la suite, après « la mise en place des nouveaux mécanismes économiques » et la suppression de plusieurs ministères sectoriels, la « conception de juillet ». L'inspirateur de ce vaste programme ne serait autre que Todor Jivkov, « plus jeune que jamais ».

### Des privilèges bourgeois

En mai, le Parti adopte un programme de réformes « radicales », qui ont trait, cette fois, plus spécifiquement à l'agriculture. Il s'agit d'élargir le domaine privé, qui représente environ 13 % du marché. On propose en outre — et ce sera voté — que les produits des paysans indépendants soient vendus à l'avenir par des bourses fonctionnant plus ou moins sous forme de sociétés par actions. Certes, confuses pour les intéressés, l'initiative était louable.

Malgré la collectivisation des terres et les rigueurs d'un climat souvent sec en été, la Bulgarie est d'ailleurs un des rares pays du camp socialiste à ne pas avoir trop malmené son agriculture. En gros, elle subvient à ses propres besoins et les vides que l'on constate bien davantage sur les marchés sont dus à des faillites dans le circuit de distribution et au système des prix qu'à un rendement désastreux.

Et comment ne pas penser que du bien de cette proposition du PC, en août 1987, d'abolir quelques privilèges des hauts digni-

naires du régime et de ce qu'on appelle la « bourgeoisie rouge » qui vit dans de luxueuses maisons sur les pentes du mont Vitosha, près de Sofia. N'est-il pas anormal de voir dans certaines villes des monuments érigés à la mémoire de dirigeants toujours en vie ? Le comité central estime que oui. Mais un an et demi plus tard, machine arrière : ces « bourgeois », fait-on remarquer, se justifient si les serviteurs de l'Etat ont plus de soixante ans. Todor Jivkov et d'autres sont sauvés !

Pour se mettre au goût du jour, le régime avait également décidé de faire un peu de ménage dans les effectifs pléthoriques de l'administration nationale et communale et de se lancer dans la « démocratisation de la vie du travail » et des habitudes électoraux. Au nom de l'efficacité qu'il « ne faut pas confondre, précise-t-on bien, avec celle du capitalisme occidental », plus de trente mille cadres devaient ainsi perdre leur travail et être en partie recyclés dans les « secteurs d'avenir » comme l'électronique.

Des dispositions spéciales avaient été prises pour faciliter les licenciements et le reclassement du personnel superflu tant dans l'administration que dans les branches productives. C'était il y a deux ans. Quels sont les résultats aujourd'hui de ces réformes tous azimuts ?

On ne sait pas exactement. Il ne fait aucun doute que cette « révolution », pour un pays communiste, s'est heurtée à des résistances dans les milieux de fonctionnaires privilégiés et que ceux-ci ont su défendre leurs intérêts.

Il s'agit en effet, comme dans les autres pays d'Europe de l'Est, de changer certaines habitudes, dans le cadre notamment du banal travail quotidien. Un journaliste bulgare avait eu l'audace, voici quelques années, de comparer, dans un reportage paru dans le journal officiel du parti, une entreprise bulgare et sa filiale en France. Le simple constat qu'il avait fait de la différence de productivité des employés lui avait valu quelques ennuis.

Les orthodoxes du régime l'avaient vu d'un mauvais œil, tandis que les « réformateurs », comme Tchoudomir Alexandrov et d'autres, aujourd'hui sur la touche, y voyaient une occasion de révéler certains de leurs collègues...

### La concurrence déloyale

Bien des directeurs d'entreprise, dont certains ont fait leurs études de gestion aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne ou en Allemagne, et qui doivent travailler sous le slogan du « progrès scientifique et technique, notre objectif commun », ne rêvent évidemment que d'un assouplissement pratique de la législation et des facilités concernant les effectifs, les importations d'équipements, les transactions financières. Pas seulement sur le papier.

Reste que l'ouvrier ou l'employé bulgare moyen, avec l'humour et l'ironie qui existent dans ce pays, ne se sent pas particulièrement mobilisé par la « perestroïka », comme on appelle ici la restructuration, et ce déferlement de nouvelles « expériences économiques ». L'économie nationale a certes besoin d'être vitalisée, mais il sait bien que ces réformes, comme par le passé, visent en fait à lui demander une chose : travailler davantage et, selon toute probabilité,

gagner moins. Il sait aussi que, malgré les promesses sur le rendement individuel dans les usines, l'Etat, au bout du compte, lui prendra la majeure partie de ses « extras » par le truchement des impôts.

Surtout s'il réussit trop bien comme c'est le cas de plusieurs patrons de restaurants « privés » dans les environs de Sofia ou à Varna, sur la côte de la mer Noire. Très fréquentés, parce qu'ils offrent des plats sortant de l'ordinaire et qu'ils étaient accablés, certains ont dû glisser la clé sous la porte. Sans doute faisaient-ils de la concurrence déloyale aux restaurants d'Etat...

La Bulgarie est paradoxale. Amie « historique » de la Russie, elle est aujourd'hui fort réticente à l'égard des réformes préconisées par Mikhail Gorbatchev, réagissant même par l'exil forcé de ceux qui réclament « un peu plus de démocratie ».

Officiellement, bien sûr, l'économie se porte bien. Mais — signe encourageant — quelques journaux viennent de mettre en cause les chiffres, enjolivés, du bureau des statistiques pour l'année 1988 donnant une croissance du revenu national supérieure à 6 %.

Paradoxe encore : le gouvernement de Todor Jivkov, qui avait régulièrement interdit l'accès des régions « turques » aux journalistes étrangers, vient de faire une exception à la règle : l'exode vers la Turquie (plus de 250 000) de « nos compatriotes » pose des problèmes économiques dans les secteurs de l'agriculture, du bâtiment et de l'agro-alimentaire...

Une manière bulgare de présenter le problème. Dans ce pays, on ne peut s'attendre à des changements avant la désignation du successeur de Todor Jivkov. Les Bulgares attendent aussi.

ALAIN DEBOVE.

سكنا من الامم

## La chronique de Paul Fabra

**S**i, à la totalité des pays classés comme socialistes on ajoute la plupart des pays du tiers-monde se trouvant, comme les premiers cités, devant l'urgence des besoins, on ne peut pas forcément la capacité correspondante de redresser une situation économique, monétaire et financière catastrophique, on se convainc aisément que jamais depuis longtemps un si grand nombre d'hommes n'ont travaillé dans un désordre aussi grand. Encore faudrait-il ajouter que dans la zone couverte par l'OCDE (Europe occidentale, Amérique du Nord, Japon, Australie et Nouvelle-Zélande) d'inquiétantes incertitudes continuent à peser sur la prospérité dominante. Mais c'est au premier groupe, qui forme la majorité de la population du globe, qu'on consacrerait ici surtout notre attention, un peu dans le prolongement de la précédente chronique écrite sous forme de « lettre ouverte » à M. Valentin Pavlov, ministre des finances de l'URSS.

Dans ce texte, je me permettrai d'exposer, à propos du rouble qu'il conviendrait, me semble-t-il, de rendre convertible dans un délai relativement court, la thèse selon laquelle, si on veut s'engager sérieusement dans un processus de réforme, on augmente ses chances de succès en commençant par le plus difficile et le plus radical. Si j'éprouve le besoin de revenir sur le sujet par quelques remarques qui ne visent pas seulement le cas de l'Union soviétique, c'est pour essayer de discuter d'un malentendu très fréquent.

Une mesure du genre de celle à laquelle il vient d'être fait allusion pourrait facilement passer comme l'expression, de la part du gouvernement qui la déciderait (en rupture avec une longue pratique officielle antérieure), d'une volonté de se remettre désormais aux forces du marché pour régler les grandes pulsations de la vie économique : variations des prix, courants d'importations et d'exportations, cours du change. Venant d'un Etat qui a jusqu'à ce jour professé une

## Le sens des réformes, en URSS et ailleurs

idéologie antilibérale à laquelle il n'a toujours pas formellement renoncé, la nouvelle politique pourrait prendre les allures du passage d'un système à l'autre, sans parler du reniement des anciennes doctrines. Mais en présence tant des choses de cette façon, on ferait encore à ces dernières la part trop belle, et surtout on donnerait (et on se donnerait) une fausse idée des termes de l'alternative en présence.

Le choix n'est plus, s'il l'a jamais été, entre deux solutions de nature opposées. Cela est maintenant rendu évident par l'échec des vieilles méthodes : l'histoire finit par imposer un minimum de logique, à cela près que cette logique n'est pas celle qu'attendaient les amoureux de l'Histoire avec un grand H. Ce n'est pas exactement à un « choix » que l'alternative invite. Il serait plus juste de dire qu'elle appelle un sursaut, par opposition à l'acceptation passive d'une situation en voie de dégradation rapide, avec tous les risques que représente en pareilles circonstances l'absence de réaction. Que montre l'observation des faits ?

En URSS, en Pologne et dans beaucoup d'autres pays socialistes et du tiers-monde, on constate une perte de confiance à peu près totale dans la monnaie nationale, soit parce que celle-ci est détruite par une inflation galopante (Brésil, Argentine, Pérou), soit parce que, à cause du mauvais fonctionnement de la machine économique, la monnaie locale est réduite à l'état d'un bon d'achat dans un magasin vidé de ses marchandises.

Conséquence : l'instrument monétaire émis sur place rendant de moins en moins de services, il est suppléé par une monnaie étrangère. Le mouvement est tellement irrésistible que, selon toutes apparences, les contrôles de change réputés les plus draconiens ont baissé les bras. C'est ainsi qu'à Moscou et à Leningrad, on

change dans la rue, voire dans les lieux publics, roubles contre dollars à un cours « libre » faisant apparaître une formidable dépréciation par rapport au taux officiel. Le cours de la devise américaine au marché noir est de cinq à six fois supérieur au cours dénoté par l'Etat, de 0,64 rouble pour 1 dollar (correspondant au taux officiel de 1,5623 dollar pour 1 rouble).

Par mille canaux illicites, mais de moins en moins cachés, circule désormais en URSS une monnaie à part entière, je veux dire une monnaie convertible et donc douée d'un pouvoir d'achat international. Cependant, et c'est là tout le problème, cette monnaie est étrangère. C'est le dollar. Le même phénomène existe en Pologne où, depuis plus longtemps, circule à côté du zloty le dollar, et, accessoirement le deutschemark. On le retrouve dans plusieurs pays d'Amérique latine, et ailleurs encore, pour les mêmes raisons.

Depuis les années 20, ce phénomène est connu sous le nom de « fuite devant la monnaie », devant la monnaie nationale s'entend. Il est le signe d'un profond dérèglement, crée de nouvelles et graves injustices (les pauvres sont deux fois pauvres, ayant dans leur poche peu d'argent et exclusivement de la monnaie locale) et, au fur et à mesure qu'il se généralise, réduit progressivement à l'impuissance les pouvoirs publics auxquels échappe tout contrôle sur la part la plus vivante des transactions monétaires, la matière fiscale, etc.

Le comble de l'aliénation est atteint pour le gros de la population quand l'Etat arrive à réserver l'accès des points de vente offrant les produits étrangers les plus convoités, à ceux des citoyens qui sont en situation de payer en devises. On sait que c'est depuis beaucoup d'années le cas en URSS. Extraordi-

naire déviation — et restriction — des circuits d'échange avec le monde extérieur.

C'est en ayant à l'esprit ces données de la réalité qu'il convient d'apprécier la nouveauté que représenterait la création d'un rouble convertible. Une réforme considérable en effet, mais qu'on décrirait mieux — ce qui n'enlèverait rien à son pouvoir transformateur — en la qualifiant d'opération de substitution plutôt que de changement. Il s'agirait de rien de moins que de faire assumer par un instrument émis par une autorité nationale les fonctions actuellement exercées, mais de façon malsaine, aliénante et partielle, par une monnaie étrangère circulant par effraction. C'est aujourd'hui que les « forces du marché », faute d'être canalisées, tendent à déborder de toutes parts, anarchiquement, dans un système subi. Tout le sens d'une réforme bien conduite consisterait à remplacer ce « subi » par un système maîtrisé, mettant la dynamique du marché à son service.

C'est exactement dans les mêmes termes que se pose le rétablissement des économies sinistrées de l'Amérique latine. Il est dur de reconnaître qu'après on ne sait plus combien de programmes d'ajustement durement approuvés, sinon dictés, par le Fonds monétaire, aucun des pays lourdement endettés n'est en mesure de commander à ses propres affaires. Si ajustement il y a eu pour dégager les ressources nécessaires pour payer, la concurrence d'environ les deux tiers en moyenne sur sept ans, les créanciers, c'est dans le pire désordre qu'il s'est produit. Le prélèvement correspondant sur la consommation intérieure s'est opéré par l'inflation débridée amputant à l'aveugle les revenus des déshérités.

Même le Mexique, qui donne l'apparence d'une certaine reprise en

main de son budget et de sa monnaie, subit beaucoup plus qu'il n'assume. Le service de la dette interne (libellée en pesos) absorbe plus que la totalité des recettes fiscales.

**C**OMMENT parler dans ces conditions, comme on le fait à Mexico et au Fonds monétaire, de gestion rigoureuse des autres dépenses publiques ? La vérité toute nue est que ces dernières sont écrasées sous le poids des énormes intérêts à verser (au taux nominal de 50 %, « réel » de 30 % !) et que si on ne dépense pas davantage, comme on devrait le faire pour les routes, le téléphone, les écoles, les hôpitaux, c'est parce que le gouvernement est tout simplement incapable de lever un sou de plus.

Là encore, le sens de la politique de « substitution » à opérer devrait être clair, même si la manœuvre est très difficile à organiser : non pas renoncer à la faculté d'emprunter, mais lui donner une autre destination. Ce n'est pas le service de la dette qu'il faut réduire mentalement du budget pour les besoins de la démonstration, comme on le fait à Mexico et au Fonds monétaire, pour calculer le « vrai » solde des finances publiques (celui qu'on qualifie de « primaire » dans le sens de primordial), mais c'est les investissements. Et financer ces derniers par appel au marché.

A l'aune des critères ici succinctement exposés, on pourrait définir les zones d'ombre qui assombrissent le climat de quasi-euphorie qui règne, actuellement dans les pays « capitalistes » développés. Ces zones d'ombre, elles apparaissent là où l'on voit les gouvernements scruter avec plus d'inquiétude qu'ils ne veulent l'admettre les indications données par le marché, là où, au lieu de bâtir un mécanisme propre à canaliser ses forces, ils s'en remettent à elles pour les guider. Les rubriques des changes fournissent plusieurs fois par an, sinon par mois, de nouvelles preuves du désarroi qui en résulte.

## MUTATION MALAISEE A L'EST

## IV. - Roumanie : un « splendide » isolement

(Suite de la page 15.)

« Derrière une façade d'intransigeance et d'indépendance nationale, se cache une dépendance économique de plus en plus grande de la Roumanie à l'égard de l'Union soviétique », confirme Vlad Socor, de Radio Free Europe, installée à Munich. « Selon les chiffres soviétiques, la Roumanie fournit actuellement 26 % des importations de viande de l'URSS. »

« Pour le blé et les autres céréales, les statistiques sont secrètes. Mais depuis la catastrophe de Tchernobyl, qui a dévasté les cultures, il est certain que Bucarest est aussi mis à contribution. Depuis 1985, la Roumanie est devenue le premier fournisseur de Moscou en équipement pétrolier et gazier, le numéro un pour la fourniture de chlorure de sodium, le troisième fournisseur de roulements à billes, de meubles, de chaussures... De même 50 % des exportations roumaines d'acier sont acheminées vers l'URSS. »

La liste est longue. En fait, il s'agit d'un cercle vicieux, fait observer Vlad Socor : « La Roumanie fabrique des produits destinés aux Soviétiques et elle importe de ce pays l'énergie et les matières premières dont elle a besoin pour continuer à fournir ces mêmes produits. »

## Soutien soviétique

Voilà pourquoi Mikhaïl Gorbatchev se garde bien d'inciter son homologue roumain à réformer un système qui lui assure aussi une stabilité politique au Sud. En effet, la Roumanie sert de repoussoir idéal aux velléités d'indépendance, voire de rattachement, de certains habitants de la Bessarabie, cette région peuplée de Moldaves annexée par l'Union soviétique le 23 août 1939, à la suite du « pacte de non-agression » Ribbentrop-Molotov.

« Le Monde Économie » poursuit son enquête sur les transformations des pays de l'Est, après l'URSS (le Monde du 1<sup>er</sup> août), la Hongrie et la Pologne (8 août), la RDA et la Tchécoslovaquie (15 août). Le prochain numéro daté 22 août, qui sera consacré notamment aux relations avec l'Ouest, mettra fin à cette série.

A travers les revues de Michel Beaud, qui paraît la troisième lundi de chaque mois, sera exceptionnellement publié la semaine prochaine.

« Gorbatchev joue la montre ; la disparition naturelle de Ceausescu, qui a soixante et onze ans. Pendant ce temps, il continue à racketter ce qui reste de l'économie roumaine », assure un dissident décidé à garder l'anonymat pour des raisons évidentes de sécurité. De fait, l'attitude officielle des autorités soviétiques à l'égard de Bucarest a changé par rapport à 1986-1987 quand les médias moscovites ne se contentaient plus de critiques voilées sur les frasques de la famille Ceausescu et l'état d'un pays devenu le plus pauvre d'Europe, détruisant la Bulgarie.

Depuis un an, finis les articles et les reportages peu amènes envers le régime roumain et son président-dictateur. L'heure est à la réhabilitation. En octobre 1988, Nicolae et Elena Ceausescu ont été accueillis comme des invités de marque au Kremlin, et c'est à Bucarest que s'est tenu, en juillet dernier, le sommet du pacte de Varsovie. Dans le monde socialiste, les symboles ont souvent valeur de vie ou de mort pour un régime, alors que le numéro un soviétique est trop occupé à préserver l'intégrité territoriale de son vaste pays et à colmater les brèches de son édifice social.

Nicolae Ceausescu, cet ancien apprenti cordonnier, fils de paysans de Scornicesti et appartenant à la carrière fulgurante, a les mains libres pour mener à sa guise ce « socialisme musé en nationalisme insulaire (1) » qui le maintient au pouvoir depuis vingt-cinq ans. Sans partage aucun. Tué dans l'œuf, toute tentative d'opposition échoua.

Ainsi, les émeutes de la faim des ouvriers de Brassov, en Transylvanie, en novembre 1987, n'ont pas fait taire l'huile dans le pays. Pas plus que la révolte, dix ans plus tôt, des mineurs de la vallée de Jiu. Dans les

deux cas, la répression policière sur place, voire le transfert forcé dans d'autres régions, a eu raison des revendications. Et des meneurs.

Le 23 août, la Roumanie célébrera sa fête nationale et la journée d'août 1944, marquée, selon la thèse officielle, par la jonction du Front de la résistance et des troupes soviétiques venues d'Ukraine. A la mi-novembre 1989, le Parti communiste roumain tiendra son quatorzième congrès en présence de son secrétaire général, cet ancien combattant devenu président de la République, président du Conseil d'Etat et commandant suprême des forces armées. Et lui

seul a choisi le thème de la manifestation. Ce sera « le congrès de la victoire socialiste et de la parfaite indépendance économique et politique ».

SERGE MARTI.

(1) *La Roumanie de Ceausescu*, par Catherine Durandin et Despina Tomescu, Editions GF Eyraud, Paris, 1988, 285 pages, 123 F.

\* Des extraits du livre de Stancu « Rire en Roumanie », Editions Bernard Bessière, 1988, 97 p., 68 F.

## L'hiver en toute saison

« **F**ERMEZ la fenêtre ! Sinon, ceux qui sont dans la rue vont grandir froid. » En dépit des difficultés de toute sorte qui sont leur lot quotidien, les Roumains n'ont pas perdu leur sens de l'humour. Il en faut une bonne dose pour résister au rationnement alimentaire (1 kilo de sucre et 1 litre d'huile par mois), dénicher la viande, les légumes, le savon ou le médicament quasi introuvables, ou prendre place dans l'une des interminables queues aux rares stations-service, dans l'attente d'une hypothétique livraison d'essence. Bucarest est, avec Tirana, en Albanie, la seule capitale des pays de l'Est où l'on peut voir encore des véhicules tirés par des chevaux.

La Roumanie de Nicolae Ceausescu s'est installée dans une économie de guerre qui la ramène quarante ans en arrière. Avec ces faits que l'on croyait oubliés en Europe : pénurie de produits de première nécessité, eau chaude distribuée au compte-gouttes, électricité soumise à quotas (22 kW par mois pour une pièce, avec menace de coupure de courant en cas de dépassement)...

## Des dirigeants incapables

Maintenant, la population, en proie à la malnutrition comme dans de lointaines contrées d'Afrique, marquée par une mortalité infantile en augmentation, souffre tout au long de l'année des res-

trictions qu'elle subissait jusqu'à présent lors du long hiver roumain. Lorsque le thermomètre descend à -20° ou -25°, dans les maisons et les bureaux péniblement chauffés à 8° ou 7° les mouffes sont de rigueur.

Cette pénurie générale qui va en s'aggravant est à mettre au compte, outre l'incurie des dirigeants, d'une agriculture peu productive et résolument orientée vers l'exportation — à destination de l'URSS — et d'un appareil de production industrielle aussi surdimensionné qu'obsolescent. Sans oublier une planification tellement fantaisiste dans ses prévisions que le Conducator en personne, élu par le nombre de statistiques trafiquées, a procédé ces derniers mois à la destruction de centaines d'ingénieurs et de responsables d'entreprises convaincus d'avoir fourni des plans de production exagérément optimistes.

Loin de s'engager sur le chemin de la privatisation des terres, amorcé en URSS et en Hongrie, la Roumanie s'est lancée en 1982-1983 dans la « nouvelle révolution agricole ». Cette collectivisation de fait vise à contrôler la production agricole des rares villages jusque-

là non « socialisés », et qui représentent environ 15 % des sols. Dans le même temps, la « systématisation » entrée en vigueur en mars 1988 afin de gagner plus de 320 000 hectares de nouvelles terres agricoles — en détruisant les habitations individuelles des paysans — débouchera sur la disparition de milliers de villages. Sans remédier au problème essen-

tiel : un rendement si faible que la valeur ajoutée des agriculteurs roumains (23 % de la population et 15 % du PIB) reste au moins dix fois inférieure à celle de leurs homologues français.

## Une volonté de gigantisme

Toutefois, c'est sans doute dans l'industrie et dans le secteur énergétique que l'économie roumaine apparaît véritablement per-

Cette volonté de gigantisme s'est rapidement heurtée aux caprices du marché (les deux chocs pétroliers de 1973 et de 1979), à une baisse dramatique de la qualité des articles et à un appareil de production prématurément vieilli, faute de pièces de rechange et d'entretien des installations. Aujourd'hui, la Roumanie, traditionnellement exportatrice de pétrole, doit importer plus de 10 millions de tonnes de brut par an et acheminer vers l'Union

tiel à la dérive. Porte-drapeau de cette indépendance que le « timonier-gauche » revendique en toute occasion, la chimie, chère à Elena Ceausescu (elle est officiellement ingénieur chimiste...), le pétrochimie et la métallurgie ont bénéficié depuis plus de vingt ans des faveurs du régime et de projets disproportionnés par rapport aux besoins du pays.

soviétique, moins regardante sur la finition, sa production métallurgique et mécanique.

La planification, qui fait eau de toutes parts, confirme la gravité de la situation. En 1988, le revenu national n'a progressé que de 3 % environ, alors que les prévisions étaient de 9 %, si l'on en croit les statistiques — peu fiables — communiquées en février

dernier par le comité politique exécutif. La productivité par ouvrier, elle, a péniblement augmenté de 2 %, au lieu des 8 % escomptés.

Loin de tirer les enseignements de ces contre-performances, particulièrement flagrantes dans l'industrie (la production n'a crû officiellement que de 3 %, la moitié de ce qui était prévu), les responsables du plan ont reconstruit pratiquement à l'identique leurs prévisions pour 1989. Ils ont mis l'accent sur les investissements, qui avaient pourtant chuté de 1,3 % en 1988, malgré l'enveloppe de 243 milliards de lei (1) qui leur ont été consacrés. Ce résultat négatif ne provient pas, on s'en doute, d'un excès de consommation, mais du frein aux importations imposé par les hiérarques du régime : « La dette avant tout ».

« Cette répugnance de la Roumanie à recourir au crédit est une séquelle de la crise financière dont elle sort à peine », explique un financier, familier de ce pays. « Mais, actuellement, il n'y a pas une machine convenable dans les usines. Et on voit mal comment Bucarest pourrait, sans financements extérieurs, assurer un programme de modernisation qui devrait se monter, à lui seul, à plus de 2 milliards de dollars par an. Et ce durant plusieurs années... »

S. M.

(1) Officiellement, l'enveloppe est de 6,43 franc. Le cours réel est au moins cinq fois inférieur, notamment par rapport au dollar.





## Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



COLGATE-PALMOLIVE

3,7 mds de F de CA,

2000 personnes.

Des produits leaders :

Soupline, Ajax,

Cléopatra,

Axion2,

Cadum, Ultra Britte,

Javel Lacroix...

### ASSISTANT FORMATION

Vous connaissez COLGATE-PALMOLIVE au travers de ses produits : Soupline, Ajax, Cléopatra, Axion 2, Cadum, Ultra Britte, Tonigency, Javel-Lacroix.

Mais COLGATE PALMOLIVE, c'est aussi des hommes : nous sommes deux mille en France.

Vous avez obtenu un DESS "Fonction Personnel" qui vous permet dès aujourd'hui de prendre part au développement d'une société telle que la nôtre.

Nous recherchons en effet un jeune cadre pour assister notre responsable de la Formation. Grâce à des stages concluants dans ce domaine, vous êtes en mesure de participer au recueil des besoins de formation, à la rédaction du plan et de prendre en charge le suivi de sa réalisation et celui du budget.

De notre côté, nous vous offrons des moyens : un budget Formation important, des collaborateurs performants, et surtout beaucoup d'autonomie.

Si cette mission d'un an vous intéresse, n'hésitez pas, adressez rapidement votre dossier de candidature sous référence MPN 280 AF à MARIE-PIERRE NEVEU - COLGATE PALMOLIVE - 55 Bd de la Mission Marchand - 92401 COURBEVOIE CEDEX.

### CONSULTANT CONFIRME

Recrutement / groupes internationaux

Pour le numéro un incontesté du recrutement en Europe, l'horizon 1993 n'est évidemment pas considéré comme un aboutissement mais comme un nouveau challenge! Le bureau de Paris de PA Consulting Group (2500 personnes dans le monde, 80 bureaux dans 22 pays) souhaite donc poursuivre l'optimisation de ses relations avec les groupes internationaux par l'intégration d'un nouveau consultant confirmé. Basé à Neuilly, ce spécialiste du recrutement intégrera l'équipe "clientèle internationale" et utilisera, après formation à nos méthodes à Paris et à Londres, les techniques d'approche les plus diverses (recherche directe,

annonces...). Il sera responsable d'un portefeuille-clients qu'il développera de façon autonome, tout en assurant une liaison permanente avec nos bureaux étrangers. Ce poste s'adresse à un spécialiste du recrutement (entreprise ou cabinets), âgé d'au moins 30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur et parlant couramment l'anglais. Les entretiens auront lieu début septembre. Ecrire à JP ROUGIER en précisant la référence A/062RM - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting  
Group

Creating Business Advantage



Agence de Publicité française, spécialisée en communication de recrutement, notre très fort développement, allié à une toute nouvelle implantation en informatique graphique (PAO et Photocomposition intégrée) nous conduit à créer un nouveau poste de Chef de Studio.

Placé sous l'autorité du Directeur général il aura la responsabilité d'un service d'une dizaine de techniciens et travaillera en étroite collaboration avec notre direction artistique.

A ce niveau de poste nous souhaitons rencontrer une personnalité âgée d'environ 30/35 ans, née aux techniques graphiques, à la fabrication, et ayant reçu une formation supérieure. Bien sûr, il aura prouvé auparavant sa capacité à manager une équipe et à défaut d'en être un praticien, portera un très vif intérêt à la PAO et ses développements.

Pour ce poste à pourvoir à LEVALLOIS-PERRET, nous prévoyons une rémunération justifiée par l'importance des responsabilités.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo) sous réf. 6019 à LE MONDE PUBLICITE - 5, rue de Montessuy - 75007 PARIS qui transmettra

### ROUX, SEGUELA, CAYZAC & GOUDARD

## Chefs de publicité : conseiller et convaincre, c'est votre passion !

H.F.

Le groupe RSCG (2ème groupe Français de Publicité) renforce son importance sur un marché porteur et en pleine expansion : la publicité spécialisée en annonces de recrutement.

RSCG CARRIERES - agence spécialisée en Communication de Recrutement (25 personnes) - se développe vite (plus de 60 MF fin 1989) et crée une nouvelle structure, RSCG P.A.

Nous recherchons, donc, plusieurs postes de CHEF DE PUBLICITE.

Agé d'environ 27-30 ans, titulaire d'un diplôme de l'Enseignement Supérieur BAC + 4, BAC + 5 (lettres, ESCP...), vous justifiez d'une expérience réussie de la vente dans des domaines tels que les produits financiers,

l'interim... mais ce sont surtout vos qualités d'écoute et d'enthousiasme qui vous permettront d'exprimer votre passion : conseiller et convaincre des interlocuteurs de haut niveau (Chargé de Recrutement, Directeur des Ressources Humaines...).

Après avoir reçu une solide formation, vous prospecterez, analyserez les besoins en recrutement de vos clients, leur proposerez des projets graphiques et des textes en cohérence avec leur politique de communication globale.

Envie de réussir et d'évoluer ? Vous êtes disponible très rapidement. Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo (rétournée) et présentations à Francis CAYZAC, RSCG P.A., 171, avenue Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY.

### RÉGIE DE PUBLICITÉ PARIS

PME en développement  
recherche

### UN DIRECTEUR DE DÉPARTEMENT COMMERCIAL (CA 90 MF)

Responsable du centre de profit  
Expérience réussie dans l'animation et l'organisation  
de forces de vente

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions  
sous n° 7108 LE MONDE PUBLICITE,  
5, rue de Montessuy, 75007 Paris, qui transmettra.



### ADJOINT DIRECTION COMMERCIALE

Réf. ADC

H/F

Proposer les orientations de politique commerciale, marketing, communication externe et faire évoluer les structures commerciales du réseau, telles sont vos principales missions.

Par ailleurs, vous animez et coordonnez les 49 agences du réseau et les services administratifs de la Direction.

La poste inclut également la gestion des ressources humaines et suppose une disponibilité pour les relations publiques.

A 35 ans environ, de formation supérieure (Sciences ECO ou SUP de CO) complétée par une spécialisation ITR, vous avez acquis une bonne expérience de la gestion d'un réseau bancaire.

Vous conjuguez sens de la négociation et goût de la communication.

### RESPONSABLE FINANCEMENT ENTREPRISES

Réf. RFE

H/F

Votre mission consiste à développer l'activité FINANCEMENT auprès des entreprises, commerces et professions libérales, dans un souci permanent de maîtrise du risque.

A partir de la politique de votre secteur d'activité, que vous aurez vous-même contribué à définir, vous adapterez structures et procédures aux attentes de la clientèle.

Animation de l'équipe (15 pers.) et formation du réseau sont également vos missions.

A 35 ans environ, de formation supérieure (SUP de CO - ITR) vous justifiez d'une excellente culture financière. Rigueur, organisation et esprit d'équipe sont vos points forts.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo, lettre manuscrite, prétentions) en précisant la référence du poste choisi à :  
CRCAM du LOT-ET-GARONNE - Route d'Auch - BOE - 47006 AGEN



### La ville de Nantes

recherche

NANTES

### SON DIRECTEUR DE LA COMMUNICATION

Homme ou femme d'analyse et de stratégie, vous êtes un professionnel du marketing. Vous connaissez les collectivités publiques et la spécificité de leur gestion.

Travaillant en équipe vous mettez en place et développez le plan de communication de la ville. Vous êtes motivé pour intégrer les services de la 7<sup>e</sup> ville de France.

Adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photos et prétentions) à :  
Monsieur le député et maire  
Hôtel de ville, 44036 Nantes Cedex.

### PARACELUS KLINIK FRANCE

avec actuellement 6 cliniques en France et faisant partie d'une chaîne de 65 cliniques en Europe et aux Etats-Unis, ayant plus de 7 000 lits

cherche pour ses implantations dans la région parisienne

### UN SOUS-DIRECTEUR

35-45 ans environ, expérience similaire dans la fonction d'une clinique importante, dynamique, prêt à coopérer avec le corps médical, prêt à s'intégrer dans une équipe de professionnels. Seuls les candidats pouvant justifier d'une expérience solide seront retenus.

Prière d'adresser votre C.V., photo et vos prétentions à l'adresse suivante :  
PARACELUS KLINIK FRANCE SARL  
19-21, avenue du Bois-d'Amour, 93700 Drancy.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

### L'Association Poitou-Charentes Europe

recrute

### CHARGÉ DE MISSION

(H/F)

pour organiser, animer, promouvoir l'Euro-Info-Centre (EIC) Poitou-Charentes inscrit dans le réseau d'EIC Européens. Le développement de cet outil opérationnel d'information et d'appui aux entreprises sera confié à un diplômé de l'enseignement supérieur (droit/économie ; BAC + 4/+ 5) ayant une première expérience des affaires européennes et de l'entreprise.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo, et prétentions à :  
CRIC (réf. EIC) - 15, place Jourdan, 87038 Limoges Cedex.

### PROTEE

45, rue Saint-Roch  
75001 PARIS

Association créée par les pouvoirs publics, les régions et les organisations professionnelles pour faciliter et accélérer l'utilisation des dispositifs de formation multimédia individualisée

### RECHERCHE

### 1°) SON DIRECTEUR (poste réf. D)

Il travaille en étroite collaboration avec le président, le bureau et le conseil d'administration et organise les relations institutionnelles.

Il propose les orientations de politique générale et élabore les plans d'action à moyen terme.

Il prépare, met en œuvre et gère les budgets. Il dirige l'ensemble des services, recrute et administre le personnel.

De formation supérieure, il apporte une expérience confirmée de direction d'un département d'entreprise ou d'une PME.

Il possède une bonne connaissance des questions liées à la formation professionnelle et de l'économie générale des technologies de communication.

Animateur, négociateur, rigoureux, il est motivé par le développement d'une structure jeune et dynamique.

La pratique des langues étrangères est un atout important.

### 2°) SON RESPONSABLE DE COMMUNICATION (poste réf. C)

Il propose la politique de communication externe. Il assure la mise en œuvre dans le limite des budgets définis.

Il élabore le style et la nature des messages, et plus largement le contenu de la communication.

Il assure les relations de la structure avec son environnement.

De formation supérieure, il a une solide expérience de la communication d'entreprises. Mobile, autonome, créatif, rigoureux, il souhaite s'intégrer à une équipe jeune. La pratique des langues étrangères constitue un atout important.

### 3°) UN CHEF DE PROJET TECHNIQUE (poste réf. T)

Il conduit les travaux d'élaboration d'un guide des ressources de formation multimédia individualisée : spécifier les sous-ensembles du projet, en identifier les acteurs-clés, préparer les accords de collaboration qui en découlent, mettre en œuvre les méthodes les mieux adaptées aux particularités du projet.

De formation supérieure, c'est un généraliste connaissant la formation professionnelle et ayant une culture technique minimum des technologies de communication. Il souhaite valoriser une première expérience dans la conduite des projets. Il possède des qualités d'animateur et apprécie le travail en équipe.

Adresser CV et prétentions à :  
Monsieur le président

PROTEE  
45, rue Saint-Roch, 75001 PARIS



## Le Monde CADRES

### L'AFPA

recherche pour son Centre Pédagogique et Technique d'Appui de LYON-VENISSIEUX, une

### Documentaliste

Chargée d'organiser, gérer et animer :  
- la documentation technique et pédagogique de l'établissement.  
- le centre de ressources documentaire et pédagogique mis à disposition des personnels AFPA des régions AUVERGNE, BOURGOGNE et RHONE-ALPES.  
Conditions requises :  
- solide culture générale.  
- Formation initiale minimum de niveau III en documentation.  
- Maîtrise de l'anglais. Deuxième langue appréciée.  
- Pratique de la micro-informatique : logiciel texte souhaité.  
- Connaissance du milieu industriel appréciée.  
- Qualités d'organisation, d'initiative, de sens du service ainsi qu'un bon contact avec le public.  
Merci d'envoyer votre candidature (lettre manuscrite + CV) avant le 31 AOUT 1989 à Monsieur le Directeur du CPTA - AFPA, 55, Bd de Jodion 69694 VENISSIEUX CEDEX.



### LA N°2 À LYON DE NOTRE AGENCE DE COMMUNICATION RESSOURCES HUMAINES

Notre agence sur le marché rhône-alpin recherche pour confirmer sa croissance un véritable

### COMMERCIAL ORGANISATEUR

Après audit, il proposera l'organisation la plus performante. Chargé d'assister le Responsable de l'Agence, il assurera le rôle d'interface avec le siège parisien. Ce Challenge, tourné vers le développement de clientèle, réclame du candidat une expérience similaire significative en entreprise, et si possible la connaissance du milieu des Ressources Humaines.  
Merci de faire parvenir votre dossier de candidature sous référence XB1 à :

HCA - 1, place du Palais-Royal 75001 PARIS

## UNIVERS DE LA GESTION

### ASSISTANT DE GESTION

**Pfizer Hospital Products Group** Lyon

CLIMO, filiale de PFIZER, puissant groupe pharmaceutique américain, distribue en France les produits hospitaliers fabriqués par le groupe et réalisera en 89 un C.A. de l'ordre de 350 MF.

En fort développement, par croissance interne et externe, nous renforçons notre service Financier et recrutons un jeune Assistant de Gestion.

Rattaché au Contrôleur de Gestion, vous participerez activement au reporting mensuel, assurerez l'interface avec la comptabilité, participerez à l'amélioration des procédures et des outils de gestion internes.

Poste varié et formateur, excellent tremplin pour l'avenir, il s'adresse à un jeune diplômé : HEC, ESSEC, ESC, option finances, débutant ou avec 1 ou 2 ans d'expérience. Anglais courant indispensable.

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite + prétentions sous la référence LYON, à notre conseil KEY MEN - 2 rue Childebert - 69002 LYON.

**KEY MEN**

GRIFFIN DANIEL PORTE CONSULTANTS

Depuis le 21 Août 1989, nous sommes installés dans de nouveaux locaux.

**ORC**  
78, bd de la République - 92100 BOULOGNE  
Tél : (1) 47.61.58.00 - Fax : 05.26.45.50 - Télex : 633171

**ORC EUROPE**  
Parc Tertiaire de la Mennu  
1, rue de la Durancie - 67100 STRASBOURG  
Tél : 88.40.10.97 - Fax : 88.39.79.58 - Télex : 870353

**ORC MEDITERRANEE**  
Le Grand Pavé  
314-330, avenue du Prado - 13008 MARSEILLE  
Tél : 91.71.05.15 - Fax : 91.71.05.12 - Télex : 420450

**ORGANISATION RECRUTEMENT COMMUNICATION**

Quotidien régional  
basé dans le Centre.

### JOURNALISTES EXPÉRIMENTÉS,

pour postes, dont certains d'encadrement, en locale, en sports, et au service de rédaction.

A pourvoir rapidement

Envoyer CV + lettre manuscrite + photo + prétentions : à S.E.G., 35, rue de Savoie, 57100 VILLAINVILLE.

Spécialisée dans l'imagerie électronique : SCANNERS, IMPRIMERIES LASERS, ÉCRANS NTES DÉFINITIONS, DISQUES OPTIQUES...

### INGÉNIEURS ÉLECTRONIQUES

EXPÉRIMENTÉS pour développement de cartes à base de processeur graphique (hardware et software). Connaissances 24010 en électronique et PC très appréciées. Adr. CV à MYRRA 83, av. Aristide-Briand, 92120 Montrouge.

Ch. J.F. sérieux et pédagogue, statut, étudiant, pour surveillance des travaux et jeux avec garçons de 8 ans.

Année scolaire 89/90, de 16 h 30 à 18 h 30.

Les mercredis, jeudis, vendredis, quartier Tulleries, 42-66-06-88, les 21-22 sept., 19 h à 21 h.

IMPORTANT SOCIÉTÉ DE GESTION IMMOBILIÈRE cotée en Bourse recherche pour sa direction régionale de Paris

### ADJOINT AU DIRECTEUR RÉGIONAL

Vous aurez en charge la responsabilité du patrimoine commercial et animerez les équipes de gestion décentralisées. Vous avez 30 ans environ, avez acquis des connaissances et/ou une première expérience de la gestion des affaires et de la gestion des immeubles. Vous avez en outre une réelle aptitude au travail en équipe et à l'animation des hommes.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à : M. CHAMPAGNET, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

### VILLE DE MONTREUIL

(93) 100 000 hab.

recherche pour la direction des

### 1 CHARGE D'ÉTUDES EN ORGANISME (H.F.)

Ce cadre, de catégorie A, statutaire ou contractuel, sera chargé (a) de réaliser des études préliminaires et de suivi des dossiers opérationnels (ZAC, projet de quartier, projets urbains). Ce poste suppose une bonne connaissance de l'administration territoriale, une grande rigueur professionnelle d'au moins 5 ans. Adresser mandat, CV avec photo et réf. :

À M. le député maire  
Mairie de Montreuil  
96105 MONTREUIL Cedex

### DEMANDES D'EMPLOIS

UNE SECRÉTAIRE francophone anglo-, ch. emploi dans cab. médical ou dom. multiple classique, nat. belge, de 19 h 30 à 12 h 30, préf. Paris. 48-08-37-70.

propositions diverses

Stage théâtre fin août le château de Keffis. Jeux et rituel en scène. 42-06-32-77.

### MUTUELLE NATIONALE

recrute

### AGENT DE MAÎTRISE

pour suivi de l'activité des sections en fonction des statuts.

Rémunération 104 KF. Profil : licence, préférence UV, droit soc., ou SS ou 60, sans.

Envoyer CV avec le n° 8457 LE MONDE PUBLIQUE 5, rue de Montreuil, 75007 Paris.

### SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

très expérimenté(e) pour poste à plein temps, proche banlieue Est de Paris.

Envoyer CV et prétentions à : n° 8450 LE MONDE PUBLIQUE, 5, rue de Montreuil, 75007 Paris.

### O.P.H.L.M. DE CLICHY

(92) 2 600 logements

recrute par mutation un

### ATTACHÉ

responsable du service administratif et financier

Missions :  
- Animation du service (10 agents).  
- Réalisation analyses financières, élaboration et contrôle du budget, direction d'investissement, gestion de trésorerie.

Pilotage de l'installation du nouveau système informatique puis exploitation et dialogue avec les utilisateurs.

Contrôle interne comptable et gestion locative.

Liaison ordonnanceur/comptable.

Profil :  
- Formation supérieure.  
- Connaissances en gestion financière et informatique.

Expérience comptable M 31 et marchés publics.

Aptitude à l'encadrement et au travail d'équipe.

Candidats :  
- Rémunération statutaire plus prime semestrielle.

Possibilité de logement.

DISPONIBILITÉ DU POSTE AU 1<sup>er</sup> OCTOBRE 1989

Adresser lettre de candidature avec CV et copie des diplômes à M. le président de l'O.P.H.L.M., 17, rue Villeneuve, 92110 Clichy.

### ingénieur textile recherche et développement SPECIALISTE FILS TISSAGE LYON

Notre Groupe est l'un des tout premiers européens dans la fabrication des tissus techniques pour l'industrie. Nous produisons des tissus et des composites souples par enduction et contre collage. Ces techniques relèvent autant de la chimie que du textile.

Pour renforcer notre département « Recherche et Développement », nous recrutons un ingénieur spécialiste du tissage.

Rattaché au Directeur de la Recherche, vous êtes à l'écoute des nouvelles techniques qui se présentent sur le marché :

- vous serez conseil auprès des autres chercheurs en tant que spécialiste du tissage,

- vous animerez une équipe de techniciens,

- votre spécialité fera de vous l'interlocuteur du service achat, de la fabrication, des commerciaux, des fournisseurs de matières premières.

Agé d'une trentaine d'années, ingénieur textile diplômé, vous possédez une première expérience acquise en atelier ou en pilote.

Vous aimez :  
- votre imagination, votre sens du relationnel, votre goût de l'autonomie allié à un bon esprit d'équipe.

La pratique de l'anglais serait un plus.

Merci d'adresser CV et prétentions sous réf. PH 10 à notre Conseil qui vous garantira la plus stricte confidentialité.

11, rue Victor Hugo - 69002 LYON  
2, rue Louis David - 75782 PARIS Cedex 18

**COCEPLAN** (16) 78.38.18.51

### Consultant international en stratégie de développement d'entreprises

recrute

### UN DIRECTEUR DE CABINET

POLYTECHNICIEN ou H.E.C.  
(bonnes notions juridiques), trilingue

Pour réalisation d'audit européen pour PME-PMI, recherche de partenaires européens, constitutions de groupements européens d'intérêt économique, création de nouvelles relations bancaires pour les entreprises et suivi.

Nombreux déplacements à Bruxelles.

Envoyer c.v. + photo + prétentions à  
notre Conseiller en recrutement :

CR2 ACTE - 37, av. Franklin-Roosevelt  
75008 PARIS.

## Le Monde L'IMMOBILIER

### appartements ventes

5<sup>e</sup> arrdt

ST-MICHEL/ST-GERMAIN  
Studio 47 m<sup>2</sup> + duplex  
58 m<sup>2</sup>, possib. triplex, bal  
entr., logg.,  
42-23-36-36.

18<sup>e</sup> arrdt

MP CHATEAU-ROUGE  
beau studio, ch. 285 000 F.  
R. CHAMPAGNET  
2 pces, 5 ch. bme.  
480 000 F.

MP GARDIA  
nd 2 pces, 5 ch. 480 000 F.  
PRES MP BARRES  
R. PÉD-POISSONNET  
nd 2 pces, 5 ch. 730 000 F.

MP JULES-JOFFROY  
3 pces, ch. 1 250 000 F.  
Immo Marcadet, 42-52-01-52.

### 74 Val-de-Marne

CHARENTON, MP LIBERTÉ  
A 60' bois de Vincennes,  
except. gd 2 pces, 58 m<sup>2</sup>,  
entrée, cuis. équipée, a. de  
bain, w.c., cave + balc.  
345 000 F. 49-54-05-60.

À VENDRE VITRY-MAIRIE  
Libre fin septembre 89  
(3 km de Charenton) par RV 005  
App. 4 p., 81 m<sup>2</sup> + 4 m<sup>2</sup> (loggia)  
au 7<sup>e</sup> ét., imm. 1878, état  
général, cuisine, sa. vie-vie.  
Entrée, salon, séjour, cuisine  
11 m<sup>2</sup> et 14 m<sup>2</sup>, cuis. équip.,  
w.c., égar., cellier, meubl. plac.,  
balc., grand cave, parking  
en sous-sol. Prix commercial.  
Écote, proche des commodités.  
Prix : 185 180, 132 172 ;  
à 10 m de L.-Arques ou RER C.  
Prix : 895 000 F.  
(Agence s'abst.) : Prix définitif,  
Tél. de 9 h à 11 h et de 21 h  
à 23 h, au 48-52-47-56.

DEMANDES  
D'EMPLOIS

UNE SECRÉTAIRE francophone anglo-, ch. emploi dans cab. médical ou dom. multiple classique, nat. belge, de 19 h 30 à 12 h 30, préf. Paris. 48-08-37-70.

propositions diverses

Stage théâtre fin août le château de Keffis. Jeux et rituel en scène. 42-06-32-77.

appartements  
achats

RECHERCHE APPARTS

15<sup>e</sup> arrdt  
Maison 200 m<sup>2</sup> hab.  
+ 700 m<sup>2</sup> terrain, 5 chbres,  
cuis. équipée. Dans village,  
toutes commodités.  
Prix d'achat, très calme.  
A 15' de RER.  
Prix : 700 000 F.  
(16) 98-78-41-33.

### locations non meublées offres

Paris

RUE POUCHET  
4 pces, 11 ch. à rénover.  
8 600 F. CC.  
MP PASTY  
3 pces, ch. 7 300 F. CC.  
Immo Marcadet, 42-52-01-52.

Paris-3<sup>e</sup>, Marais-Brétagne,  
50 m<sup>2</sup>, charma, balcon,  
5 000 F. mensuels.  
Via, le mardi 22 août à 13 h,  
7, rue de Picardie.

locations  
non meublées  
demandes

Paris

INTERNATIONAL SERVICE  
rech. pr BANQUES, STES  
MULTIN. et DIPLOMATES  
GDS APPTS de grand, 5, 6,  
7 P. Tél. : 42-80-20-42.

### EMBASSY SERVICE

8, av. de Messine  
75008 Paris, recherche  
APARTEMENTS  
DE GRANDE CLASSE  
Belles réceptions  
avec minimum 3 chambres.  
(1) 45-62-78-99

immeubles

Importante société  
d'investissement achète opt  
immeubles, apparts, pavillons,  
Paris et banlieue.  
Prix élevé et justifié.  
45-55-43-42.

maisons  
individuelles

Maison 200 m<sup>2</sup> hab.  
+ 700 m<sup>2</sup> terrain, 5 chbres,  
cuis. équipée. Dans village,  
toutes commodités.  
Prix d'achat, très calme.  
A 15' de RER.  
Prix : 700 000 F.  
(16) 98-78-41-33.

achats

RECHERCHONS BOUTIQUES  
tous surfaces, même à rénover,  
avec ou sans pos. de parcs.  
18<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>,  
42-52-01-52.

### propriétés

IMMO 108  
33, R. DE LA MADELEINE,  
EPERON (28230)  
(16-37) 83-73-73  
rech. pour se débarrasser  
PARIS ET BANLIEUE  
PFTES, TERRAINS, ETANGS,  
FORÊTS, ETC.  
PAIEMENT COMPTANT  
chez votre notaire.

Vd région Molossac, maison  
de caractère, plac., sur  
2 700 m<sup>2</sup>, 680 000 F.  
83-29-14-24.

Provence, arr.-pays, villa, 11  
ch, 4/5 pces + 1 ha, très  
belle vue, 30' mer,  
aéroport, 35' sd, 40' Nice.  
950 000 F. 93-66-71-89.

### bureaux

Locations

BUREAUX ÉQUIPÉS

Toutes durées, tous services  
DOMICILIATIONS  
Franklin-Roosevelt-Boétie  
Faubourg-Saint-Honoré.

ACTE, 43-59-77-55.

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS  
SARL - RC - RM  
Constitution de sociétés.  
Déclaration et tous serv.  
Fermier, téléphoniques.

43-55-17-50.

SIÈGE SOCIAL

Bureaux équipés et services,  
démarches R.C., R.M.,  
SODES SERVICES  
CH-ELYSEE 47-25-55-47.  
NATION 43-41-81-81.

boutiques

Achats

RECHERCHONS BOUTIQUES  
tous surfaces, même à rénover,  
avec ou sans pos. de parcs.  
18<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>,  
42-52-01-52.

هذا هو الأصل

# Economie

## SOMMAIRE

■ M. Blondel, secrétaire général de FO, plaide pour le retour à un syndicalisme pugnace (lire page 21).

■ Les éleveurs de moutons veulent intervenir dans la renégociation du règlement ovin communautaire (lire ci-contre).

■ Le système français des courses de galop, lourdement déficitaire, amorce une réforme difficile (lire ci-dessous).

## Les Européens à l'assaut des compagnies aériennes américaines

La compagnie britannique British Airways a manifesté l'intention de se joindre au personnel de la compagnie américaine United Airlines pour lui permettre de résister à l'OPA du financier Marvin Davis, qui offre 6,2 milliards de dollars pour en prendre le contrôle. Selon la loi américaine, British Airways ne pourrait pas s'approprier plus de 25 % du capital de United.

British Airways, numéro 1 des transporteurs aériens européens, bientôt actionnaire de United Airlines, numéro 1 des transporteurs américains ? Si l'accord est loin d'être conclu, compte tenu des rebondissements spectaculaires qui affectent les OPA d'outre-Atlantique, il s'inscrit dans une logique esquissée depuis de nombreux mois. Les patrons des deux compagnies s'entendent à merveille,

et l'accord commercial qu'ils ont conclu, il y a deux ans, a produit des effets bénéfiques. Bien sûr, les deux transporteurs se concurrencent sur certaines relations, mais ils se cèdent mutuellement leurs passagers sur d'autres. Par exemple, British Airways confie à United ses clients vers le Mexique et le centre des Etats-Unis. En sens inverse, United place ses passagers sur les avions britanniques à l'intérieur de l'Europe ainsi que vers l'Afrique et le Proche-Orient. Ils sont associés au sein du capital de Covia, propriétaire du système de réservation électronique Apollo.

Si British Airways entrait dans le tour de table de United, il ne s'agirait pas, pour autant, d'une esquisse de mastodonte aérien, mais de la poursuite — sous une forme financière — de la stratégie de partenariat menée par Sir Colin Marshall, directeur général de British Airways, qui la décrit en ces termes : « Nous

verrons une série de partenariats globaux où les compagnies, en mélangeant et en associant leurs intérêts, se regroupent dans un partenariat, chacune aidant l'autre en offrant un jeu de services passagers et marchandises plus efficaces, tout en continuant en tant qu'entités séparées. Cela offre une bonne solution, permettant l'expansion commerciale et la diversification des produits sans les énormes problèmes de culture et les préoccupations qui accompagnent toute fusion importante » (1).

British Airways ne fait que suivre l'exemple d'autres compagnies européennes qui se bousculent à la porte des transporteurs américains. KLM s'est adjoint 10 % des actions de NWA, propriétaire de Northwest Airlines. Swissair achète 5 % du capital de Delta Air Lines. SAS détient 10 % de Texas Air, holding regroupant Continental et Eastern Airlines. Air France et Lufthansa

cherchent à placer des pions aux Etats-Unis.

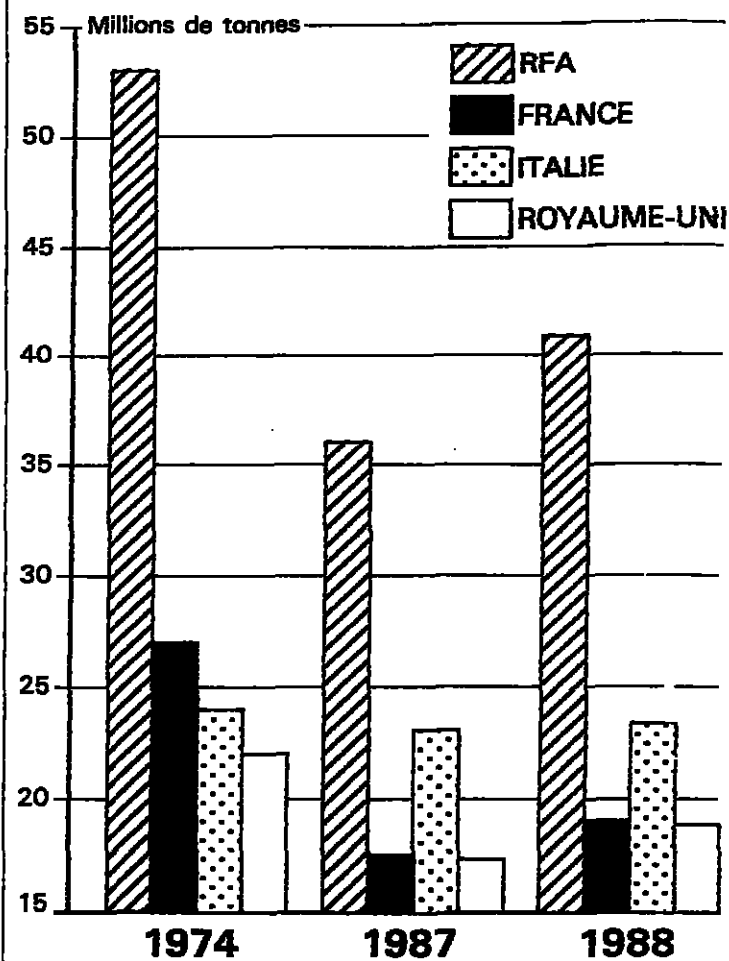
Cet engouement s'explique par le fait que ceux-ci demeurent le premier marché aérien mondial (environ 35 % du trafic total) grâce à un formidable marché domestique. Il est aussi motivé par les coûts extrêmement bas auxquels la déréglementation a contraint les transporteurs américains. Il s'agit de transférer aux compagnies européennes des passagers, mais aussi une bonne dose de la compétitivité américaine.

Mais rien n'est automatique, et ce n'est pas parce qu'un transporteur européen prendra place au conseil d'administration d'un collègue américain que, comme par enchantement, les clients afflueront et que les dépenses de personnel diminueront de 20 à 30 %.

ALAIN FAUJAS.

(1) IFA Magazine n° 49 mai-juin 1988.

## PRODUCTION MONDIALE D'ACIER BRUT



Depuis l'année « mythique » de 1974, la sidérurgie européenne a fait un effort de restauration sans pareil. Aujourd'hui, la République fédérale d'Allemagne s'affirme comme le premier producteur mondial d'acier brut par rapport au nombre de tonnes, la France, une France talonnée par la Grande-Bretagne dont le producteur national, British Steel, est en grande forme.

## AGRICULTURE

### Règlement ovin européen

## Les éleveurs français manifesteront le 1<sup>er</sup> septembre

LIMOGES de notre correspondant

Les éleveurs de moutons manifesteront le vendredi 1<sup>er</sup> septembre dans toute la France. Après des actions sporadiques menées fin juillet-début août en Limousin, Poitou, Charente, quel que soit cent cinquante représentants professionnels et syndicaux d'une quinzaine de départements (Limousin, Poitou, Charente, Berry, Bourbonnais, le tiers du département) se sont réunis le 18 août à Bellac et le 21 août à Limoges pour décider de la conduite à tenir face à la renégociation du règlement ovin communautaire.

Un compromis a été signé le 28 juillet à Bruxelles par le conseil des ministres de l'agriculture des Douze sous la présidence du ministre français de l'agriculture, M. Henri Nallet : compromis de principe qui vise à organiser concrètement dans le détail d'ici la fin de 1989. Et c'est justement sur l'organisation de ce conseil que veulent peser les producteurs en faisant monter la pression ces prochains jours.

En fait, les propositions de M. Henri Nallet semblent avoir semé une certaine perplexité chez les producteurs. Le ministre de l'agriculture, en affirmant que le marché devrait assurer 85 % de la recette finale des éleveurs et en proposant de limiter, par conséquent, à 15 % le résultat des divers mécanismes d'intervention et de compensation, a court-circuité une revendication traditionnelle des éleveurs moutonniers français, qui s'estiment victimes d'un système européen excessivement favorable à la Grande-Bretagne et, à travers elle, aux pays tiers du Commonwealth (principalement la Nouvelle-Zélande et l'Australie), aux dépens du principe de la préférence communautaire.

### Un sous-produit de la laine

Dans ces pays tiers, la viande est en quelque sorte un sous-produit de la laine et arrive par conséquent dans les ports européens à moitié prix environ de ceux de la CEE. L'aménagement de l'Europe vers le sud a fait par ailleurs naître pour les éleveurs français une

autre distorsion de concurrence. Dans les pays méditerranéens, la viande ovine est aussi un sous-produit, du lait cette fois. Elle apporte une nouvelle pénalisation à un élevage français principalement orienté vers la production d'agneaux lourds.

Dans une situation aussi diversifiée, la définition d'un règlement communautaire européen tient de la quadrature du cercle. Et les décisions étudiées à Bruxelles sont d'une effrayante complexité. Les éleveurs ovins français semblent de plus en plus estimer qu'il est utopique d'imaginer un « bon » règlement communautaire et qu'il s'agit de se faire entendre le plus vite et le plus fort possible pour placer au mieux leurs intérêts dans un mécanisme qui, selon les termes entendus à la réunion des moutonniers de Bellac, « veut mettre tous les producteurs européens dans le même sac ».

Un mécanisme qui ignore totalement l'une des principales revendications des éleveurs français : l'établissement d'une prime à la productivité qui valorise la technicité plutôt que les rentes de situation.

GEORGES CHATAIN.

## INSOLITE

### Arnaque dans les boulons

M. Bruce Rice, président de la société Rice Aircraft, fournisseur de pièces détachées pour avions, n'a pas volé n'importe où, en onze ans d'activité. Figurent au palmarès de ses victimes les gouvernements américain et israélien, les constructeurs Airbus Industrie, Boeing, British Aerospace, Grumman, Martin Marietta et les compagnies aériennes Air France, American Airlines, Pan American, TWA, United Airlines, Varig.

A tout ce beau monde, M. Rice avait, de 1977 à 1988, vendu pour neuf millions de dollars de rivets, d'écrous et de boulons déjà utilisés. Certificats à l'appui et avec quelques complications rémunérées au prix fort parmi le personnel de certaines de ses victimes, les pièces en provenance de surplus des militaires pour les avions et les moteurs d'avions. Elles brillèrent comme des sous-neufs et étaient parfaitement lubrifiées.

M. Rice a préféré plaider coupable pour adoucir la sentence dont il est menacé : cinq ans de prison et 1,75 million de dollars d'amendes diverses.

Selon l'un des enquêteurs qui ont démonté la mécanique de cette arnaque, il ne semble pas qu'un accident soit survenu à l'un des avions équipés de boulons d'occasion par M. Rice.

## Malgré l'éclat de la saison hippique de Deauville

## Le galop français est condamné au changement

Samedi 19 août, sur le champ de courses de Deauville, une allocation de 2 millions de francs était offerte à Filago, poulain de deux ans, lauréat du Trophée d'or Piaget. Une somme jamais atteinte en France pour un jeune cheval quasi inconnu. Il avait été payé, il y a un an, 2 400 000 francs sur le ring de l'Agence française. Il a ainsi pratiquement remboursé son prix d'achat d'un seul coup.

Le soir même, à l'établissement de vente de l'autre côté de l'hippodrome, les enchères flambaient, laissant bien augurer de la suite du meeting (cinq jours). L'on y espérait une petite remontée des cours qui étaient stagnants ou en baisse ces dernières années : soixante-sept chevaux d'un an étaient acquis samedi pour un total de 45 870 000 francs et une moyenne de 684 000 francs. Un prix élevé de 6 millions et demi était même atteint pour une pouliche que se disputaient le Coréen d'origine M. Zen (supermarchés au Japon) et le cheikh Makthoum al Makhthoum (Emirat du Dubaï). Celui-ci finissait une fois encore par l'emporter. Son écurie écrase actuellement de toute sa force financière les compétitions de pur-sang dans le monde. Même les Américains n'arrivent plus à lutter à armes égales avec lui. Quant aux Français, ils ont abandonné depuis longtemps.

### Autofinancement

Cette pluie d'or est-elle le signe de la vitalité et de la prospérité de l'élevage et des courses de galop en France ? Oui, si l'on se réfère à l'éclat des chiffres.

Non, si l'on considère l'envers du décor. La course Piaget est un exemple parfait de ces contradictions : son succès technique, 20 partants, son extrême médiatisation, son financement surtout sont dus essentiellement à l'initiative privée.

Ce sont les éleveurs-vendeurs (5 000 F par inscription au catalogue) et les propriétaires (75 000 F de droits d'entrée) qui ont constitué cette cagnote. On en revient ainsi au processus qui avait cours il y a un siècle et demi lorsque les courses de chevaux n'étaient ni reconnues ni organisées officiellement. Les participants se cotisaient alors pour alimenter une dotation attribuée ensuite au gagnant.

L'Agence française, principal organisme de vente publique des chevaux et son percepteur directeur, M. Augier, ont repris cet expédient pour redonner un peu d'espoir à leur clientèle d'éleveurs et d'acheteurs de base. Même si ce sont les chevaux les plus chers et donc les investisseurs internationaux qui sont les plus susceptibles de gagner ce type de compé-

titions — la preuve en a été donnée samedi — il reste aux autres l'espoir de décrocher au moins un lot de consolation : les 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup> se voyant offrir respectivement 800 000, 400 000, 200 000, 150 000, 100 000 F. Ainsi, ils récupèrent l'argent de leur participation initiale.

### Révisions déclinantes

En outre, ils sont bien conscients que des prix aussi élevés ne peuvent plus être couramment distribués par le circuit officiel. En effet, la Société d'encouragement à l'élevage du pur-sang se trouve depuis quelques années confrontée à de graves difficultés financières et vit même un véritable psychodrame. Malgré la courageuse cession de son hôtel du 7, rue du Cirque (170 millions de francs) pour émigrer en 1990 avec ses homologues de l'obstacle dans un immeuble de Boulogne... malgré des économies de gestion — par exemple à Chantilly où les utilisateurs prennent maintenant en charge une grande partie des frais d'entretien des pistes d'entraînement — et malgré des réductions drastiques de personnel (la moitié de l'effectif depuis dix ans), le bilan est toujours en rouge avec un déficit structurel de l'ordre de 88 millions. Il a été légèrement réduit l'an dernier où les recettes étaient meilleures mais il va de nouveau se creuser en 1989 faute de partants dans les courses à tiercé qui apportent la plus grande partie de la recette.

Pour expliquer cette crise, il faut rappeler que depuis l'ère Bousac — celui-ci ayant bien verrouillé le système — l'évolution a été très lente dans les structures comme dans les mentalités. Les responsables au pouvoir sont restés des hommes souvent stricts, sinon rigides, n'ivés aux principes d'esprit cavalier et sportif de bénévolat, de priorité à la sélection de la race par opposition au dynamisme commercial, à la promotion auprès du grand public et à la modernisation. En 1983, le décret Rocard a bien imposé un plus grand contrôle des turelles de l'agriculture et des finances et davantage de démocratie dans les comités (50 % d'élus et 50 % de cooptés), mais malgré tout, l'influence du Jockey Club reste prépondérante.

### Un plan très simple

C'est pourquoi, n'arrivant pas à se réorganiser davantage, conscients qu'ils ne pouvaient continuer à dépendre face à un concurrent très agressif et plus riche — le trot — qui va augmenter ses prix de 10 % cette année encore, les dirigeants du galop, poussés par leurs socio-

professionnels, ont fait appel l'an dernier à un homme providentiel. Un gestionnaire qui a fait ses preuves brillamment dans le privé : M. Olivier Lecerf, soixante ans, vient de prendre sa retraite de président des cimenteries Lafarge. Un homme de courses, issu d'une famille d'industriels, petits propriétaires d'écuries en Haute-Normandie.

Après six mois de réflexion, assisté d'un petit groupe de travail, il présente en mai dernier un schéma simple : la fusion et le regroupement sous le nom de France-Galop des quatre sociétés parisiennes gérant actuellement dans quatre sièges différents six hippodromes (Longchamp, Auteuil, Saint-Cloud, Enghien, Evry, Maisons-Laffitte) plus Chantilly et Deauville. Les comités du plat et de l'obstacle, disciplines spécifiques, garderaient leur autonomie mais seraient chapeautés par un organisme commun, évitant la dilution des responsabilités et jouant en quelque sorte le rôle de gouvernement du galop. Les notables du « pur-sang », sans être exclus, seraient épaulés par des hommes ayant fait leurs preuves dans les affaires. On cite MM. de Nussac (courtages matrimoniaux), Belin-guier (assurances), Bouchard (les tissus), Serou (groupe de presse hippique), Wertheimer (parfums Chanel), Brignac (ex-PDG de Lescage), voire Lagardère (Hachette).

La pilule a du mal à passer. En octobre, lorsque l'échéance du vote de la réforme des statuts sera proposée aux instances concernées, on risque d'assister à un rejet du projet par une minorité de blocage (un quart suffit). L'opposition vient surtout des sociétés, dites filles, sportives d'encouragement et Sport de France. Celles-ci ne tiennent pas du tout à se voir absorbées par France-Galop, ni à perdre leur autonomie, leur patrimoine immo-

## ETRANGER

## Nouvelles mesures d'assainissement au Gabon

Les Gabonais poursuivent le long cheminement qu'ils ont commencé il y a près de trois ans pour redresser et surtout diversifier leur économie. Conformément aux déclarations du président Omar Bongo, le 16 août, des mesures de rigueur vont prochainement être mises en œuvre, indiquant-on, de source officielle à Libreville, dimanche 20 août. La réduction des postes de la fonction publique, avec la disparition de la fonction de « délégué ministériel », la diminution des conseillers à la présidence, l'abaissement des traitements des hauts fonctionnaires qui « bénéficient de privilèges », répondront ainsi à la baisse de 15 % des salaires des employés de la compagnie nationale des chemins de fer intervenue le 4 août.

Parallèlement à cette volonté de rendre l'appareil de l'Etat « moins bureaucratique et plus efficace », le gouvernement cherche à accélérer le développement de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire dans l'espoir de parvenir à l'autosuffisance. Une étude est notamment en cours sur le financement de petites et moyennes entreprises. Ces mesures seront complétées par la création « dans les meilleurs délais » d'un fonds spécial destiné à financer l'insertion des jeunes dans la vie active et à leur assurer une meilleure formation professionnelle. Enfin, le réseau routier existant sera réagencé et complété, l'espace forestier, qui recouvre les quatre cinquièmes du territoire, devant être quant à lui réaménagé.

GUY DE LA BROSSÉ.





## Marchés financiers

## M. Bérégovoy entend rester neutre dans l'OPA Suez-Victoire

Le gouvernement se gardera de toute intervention - « même discrète » - dans l'OPA que la Compagnie financière de Suez a lancée sur le groupe d'assurances Victoire. M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, a en effet donné consigne à la direction du Trésor et à la direction des assurances, deux de ses plus puissants instruments d'intervention, de s'abstenir de toute ingérence. Les énarques de la rue de Bercy et de la rue de Châteaudun n'ont donc même pas à la pêche aux informations.

Officiellement, cette timidité se justifie par le fait que l'OPA a lieu entre « des groupes privés ». La puissance publique n'aurait donc rien à y faire. Mais la vérité oblige à préciser qu'après l'affaire Société générale, M. Pierre Bérégovoy est contraint à la circonspection. Bien entendu, le ministre de l'économie et des finances n'interdira pas à des assureurs publics comme l'UAP de se porter discrètement au secours de Suez si besoin était, mais à condition d'être de mille précautions.

La neutralité de M. Pierre Bérégovoy est cependant conditionnelle : il n'interviendra pas, mais à condition que l'affaire reste franco-française. Le ministre de l'économie a, pour faire respecter cette exigence, un argument fort dissuasif : un agrément fiscal que lui seul peut donner. Le rachat de l'assureur allemand Colonia par Victoire (rachat qui est d'ailleurs à l'origine du conflit entre Suez et la Compagnie industrielle de M. Jean-Marc Vernes) a en effet besoin de cette carte fiscale, laquelle peut atteindre plusieurs dizaines de millions de francs, pour être rentable.

Les bénéfices assez faibles du groupe allemand Colonia (1 % à 2 % de rentabilité) rendent, de plus, l'opération de rachat assez difficile. Toutes les aides fiscales sont donc les bienvenues. C'est sans doute cette barrière par l'impôt qui a amené M. Jean-Marc Vernes à accepter si facilement que son allié italien, le groupe agro-alimentaire Ferruzzi, soit cantonné à un rôle secondaire.

Y. M.

## BAT dément toute cession d'actifs pour financer sa contre-OPA

British American Tobacco (BAT), le consortium britannique actuellement en butte à une OPA géante lancée par M. Jimmy Goldsmith, a démenti tout « démantèlement » partiel dans le but de financer sa défense. Le *Sunday Times* avait affirmé dans son édition dominicale que le « document de défense » que le groupe s'appropriait à publier lundi 21 août incluait des cessions importantes d'actifs. Il n'en serait rien, BAT n'entendant pas faciliter le travail de M. Goldsmith. Ce dernier préconisait en effet de recentrer BAT sur le tabac, activité des plus rentables, en cédant l'ensemble des participations détenues par le conglomérat dans l'assurance et la distribution.

Il est vrai que des actionnaires importants du groupe britannique avaient fait pression ces dernières semaines sur son président, M. Patrick Sheehy, afin que les « intérêts des actionnaires ne soient pas négligés ». Mais les discussions qui ont eu lieu au conseil d'administration de BAT n'auraient trait à aucun désengagement du groupe. Ce document de défense prendrait en revanche vigoureusement à parti M. Goldsmith en le traitant de « bradeur d'actifs ».

BAT vient d'autre part d'annoncer un bénéfice de 811 millions de livres pour le premier semestre (contre 677 millions pour le premier

semestre 1988) pour un chiffre d'affaires de 10 milliards de livres. M. Goldsmith a de son côté envoyé une lettre à M. Sheehy pour lui proposer de négocier les termes d'une reprise. Mais la direction de BAT a affirmé n'être aucunement séduite par l'idée de s'associer autour d'une table avec M. Goldsmith.

## Le groupe Lambert-Frères prend 35 % du capital de Tuilerie-Briquetterie française

Le groupe Lambert-Frères (3,4 milliards de francs de chiffre d'affaires) a annoncé, le 18 août, qu'il prenait une participation de 35 % dans la société française Tuilerie-Briquetterie française (TBF, 200 millions de francs de chiffre d'affaires) que contrôle et dirige M. Michel Maury-Larivière, vice-président du CNPF. TBF et Lambert veulent mettre en commun « leur savoir-faire » pour développer leurs produits en France et à l'exportation.

Après son échec sur la Générale française de céramique, aujourd'hui propriété de Saint-Gobain, Lambert montre qu'il entend se maintenir dans le secteur de la tuile et s'y développer.

## Ford pourrait abandonner le « fordisme »

Le constructeur automobile Ford, souhaite progressivement étendre la durée d'utilisation des équipements de ses unités de montage installées en Europe. Selon le *Financial Times*, Ford abandonnerait le travail en deux équipes, permettant aux chaînes de tourner seize heures par jour, pour une organisation en trois équipes autorisant une production vingt-quatre heures sur vingt-quatre. En outre, la recherche d'une plus grande productivité pourrait amener le constructeur à tirer un trait sur le « fordisme » fondé sur une stricte division des tâches sous la surveillance étroite des agents de maîtrise. Ainsi, les syndicats ont-ils été avisés d'un projet de mise en place d'équipes de production semi-autonomes.

## le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques) offre un dossier complet sur : **LA QUESTION SOCIALE**

Avec notamment des articles de : J.-M. GAILLARD, R. KOUCHNER, J. DRAY, J.-L. GUYARD, R. VIELAND, P. MACLOUF

Envoyer 80 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Goyen, 75014 Paris en joignant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 F d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro).

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

L'émission étant entièrement souscrite le présent avis n'est publié qu'à titre d'information



## SOCIÉTÉ DE BANQUE OCCIDENTALE

Emprunt TSR à taux variable (TIOP à 1 mois) juillet 1989  
300 000 000 de francs

CREDIT LYONNAIS  
BANQUE STERN

Visa COB : 89 321 du 20 juillet 1989

Notice au BALO : 24 juillet 1989.

## LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indice général de base 100 : 31 décembre 1988

11 août 1989

Valeur franc. à rev. variable	118,4	118,5
Valeur industrielle	121,8	122,0
Valeur étrangère	120,2	120,6
Pétrole-Energie	132,7	130,9
Chimie	107,9	108,7
Métallurgie, mécanique	132,1	132,1
Electricité, électronique	109,1	109,8
Bâtiment et matériaux	128,1	127,2
Ind. de consommation, non alim.	114,5	112,7
Agro-alimentaire	121	121,7
Distribution	130,8	131,2
Transport, télécom, services	128,2	128,5
Assurances	137,5	137,5
Crédit bancaire	112,7	112,4
Stimul	108,9	108,7
Industrie et services	107,1	108,8
Industrie et services	113,1	114,4

Base 100 : 31 décembre 1988

Valeur franc. à rev. variable 100 | 100 |

Valeur industrielle 100 | 100 |

Valeur étrangère 99,9 | 99,9 |

Pétrole-Energie 98,1 | 98,1 |

Chimie 98,1 | 98,1 |

Métallurgie, mécanique 98,1 | 98,1 |

Electricité, électronique 98,1 | 98,1 |

Bâtiment et matériaux 98,1 | 98,1 |

Ind. de consommation, non alim. 98,1 | 98,1 |

Agro-alimentaire 98,1 | 98,1 |

Distribution 98,1 | 98,1 |

Transport, télécom, services 98,1 | 98,1 |

Assurances 98,1 | 98,1 |

Crédit bancaire 98,1 | 98,1 |

Stimul 98,1 | 98,1 |

Industrie et services 98,1 | 98,1 |

Industrie et services 98,1 | 98,1 |



# Marchés financiers

## BOURSE DU 21 AOUT

Cours relevés à 14 h 27

Cotation	VALEURS	Cours précéd.	Précédent cours	Dernier cours	% + -	Cotation	VALEURS	Cours précéd.	Précédent cours	Dernier cours	% + -	Cotation	VALEURS	Cours précéd.	Précédent cours	Dernier cours	% + -	Cotation	VALEURS	Cours précéd.	Précédent cours	Dernier cours	% + -
3786	C.A.E. 35 *	2760	2746	2760	+ 0,5	72	Bullfinch	81 80	78 50	78 50	- 4,03	72	Bullfinch	81 80	78 50	78 50	- 4,03	72	Bullfinch	81 80	78 50	78 50	- 4,03
1125	C.A.E. 35 *	1080	1080	1080	0	73	Chang March	250	250	250	0	73	Chang March	250	250	250	0	73	Chang March	250	250	250	0
1126	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	74	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	74	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	74	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1127	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	75	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	75	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	75	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1128	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	76	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	76	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	76	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1129	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	77	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	77	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	77	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1130	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	78	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	78	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	78	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1131	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	79	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	79	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	79	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1132	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	80	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	80	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	80	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1133	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	81	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	81	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	81	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1134	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	82	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	82	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	82	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1135	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	83	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	83	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	83	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1136	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	84	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	84	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	84	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1137	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	85	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	85	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	85	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1138	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	86	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	86	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	86	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1139	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	87	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	87	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	87	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1140	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	88	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	88	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	88	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1141	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	89	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	89	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	89	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1142	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	90	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	90	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	90	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1143	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	91	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	91	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	91	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1144	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	92	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	92	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	92	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1145	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	93	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	93	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	93	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1146	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	94	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	94	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	94	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1147	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	95	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	95	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	95	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1148	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	96	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	96	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	96	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1149	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	97	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	97	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	97	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1150	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	98	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	98	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	98	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1151	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	99	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	99	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	99	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1152	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	100	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	100	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	100	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1153	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	101	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	101	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	101	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1154	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	102	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	102	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	102	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1155	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	103	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	103	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	103	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1156	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	104	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	104	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	104	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1157	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	105	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	105	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	105	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1158	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	106	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	106	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	106	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1159	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	107	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	107	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	107	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1160	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	108	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	108	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	108	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1161	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	109	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	109	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	109	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1162	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	110	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	110	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	110	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1163	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	111	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	111	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	111	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1164	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	112	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	112	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	112	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1165	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	113	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	113	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	113	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1166	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	114	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	114	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	114	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1167	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	115	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	115	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	115	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1168	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	116	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	116	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	116	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1169	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	117	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	117	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	117	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1170	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	118	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	118	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	118	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1171	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	119	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	119	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	119	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1172	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	120	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	120	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	120	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1173	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	121	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	121	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	121	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1174	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	122	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	122	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	122	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1175	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	123	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	123	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	123	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1176	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	124	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	124	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	124	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1177	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	125	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	125	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	125	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1178	C.A.E. 35 *	1180	1180	1180	0	126	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	126	Chang March	108 00	108 00	108 00	0	126	Chang March	108 00	108 00	108 00	0
1179	C.A.E. 35 *	1180	1180																				

Comptant (sélection)										SICAV (sélection)										18/8																							
VALEURS		% du com.	% de coupon	VALEURS		Cours préc.	Dernier cours	VALEURS		Cours préc.	Dernier cours	VALEURS		Emission Fraie incl.	Rachat net	VALEURS		Emission Fraie incl.	Rachat net																								
Obligations																				138 10		788																					
Em. 8,80 % 77																				124	2 074																						
8,80 % 78/79																				102 06	1 070																						
10,20 % 78/79																				106 80	10 386																						
12,25 % 80/83																				102 80	2 288																						
10,20 % 82/89																				106 80	9 796																						
10,20 % 82/89																				102 21	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						
10,20 % 82/89																				106 10	10 386																						
10,20 % 82/89																				102 10	2 280																						

Cote des changes					Marché libre de l'or																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																		
MARCHÉ OFFICIEL	COURS p.f.c.	COURS 21/8	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS 21/8	COURS 21/8																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-92, poste 4330

Handwritten note: 12/10/89

سكنا في الحارة

# Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Liban : de nouvelles menaces contre les otages occidentaux. 4 Colombie : plusieurs militaires d'arrestations. 6 Afrique du Sud : violents incidents dans la campagne de désobéissance civile.	8 Les partis en désaccord : l. Les orphelins du militantisme. 9 Le voyage du premier ministre dans le Pacifique. - Bicentenaire : la prochaine inauguration de la fondation Arche de la fraternité.	10 Jean-Paul II à Saint-Jacques-de-Compostelle. 11 Les consignes de sécurité sont rappelées aux pompiers du Sud-Est. 17 Sports : les championnats d'Europe de natation ; football : le « phénomène Goethals » à Bordeaux.	12 L'avenir de la Bibliothèque de France. - Exposition : Robert Combas à Nîmes. - Musique : couleur zoulou. 9 Communication.	20 Les Européens à l'assaut des compagnies aériennes américaines. - Le galop français condamné au changement. 21 Un entretien avec M. Marc Blondel, secrétaire général de l'Élysée. 22-23 Marchés financiers.	Abonnements ..... 4 Annonces classées ..... 18-19 Cartes ..... 21 Loto, Loto sportif ..... 10 Météorologie ..... 14 Mots croisés ..... 14 Radio-Télévision ..... 14 Spectacles ..... 13	Les événements du Liban heure par heure 3615 taping LEMONDE  Les offres d'emplois du Monde 3615 taping LM

## TCHÉCOSLOVAQUIE

### Prague quasiment en état de siège pour le 21<sup>e</sup> anniversaire de l'intervention soviétique

Arrestations préventives de dissidents par dizaines, coupures de lignes téléphoniques, déploiement massif de policiers, menaces d'intimidation à l'encontre des journalistes et des diplomates étrangers : les autorités tchécoslovaques n'auront rien laissé à l'improviste pour tenter d'éviter le moindre débordement à l'occasion de la vingt et unième anniversaire de l'intervention des forces du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie, dans la nuit du 20 au 21 août 1968.

L'événement était attendu avec d'autant plus d'appréhension par le régime communiste que le réexamen des conditions de l'intervention, non seulement en Pologne et en Hongrie, mais aussi en URSS, vient apporter de l'eau au moulin de ses adversaires. Le premier ministre hongrois, M. Miklos Nemeth, a de nouveau condamné, dimanche 20 août à Budapest, l'opération de 1968, demandant que des garanties empêchent que de telles interventions extérieures puissent se reproduire.

L'organe du gouvernement soviétique, les Izvestia, a traité lui-même la question en publiant des interviews, dont celle d'un des responsables soviétiques de l'intervention, M. Kiril Mazourov, à l'époque membre du bureau politique et vice-premier ministre, dont le rôle est

ainsi révélé pour la première fois publiquement. M. Mazourov justifie la décision prise à l'époque par Leonid Brejnev par une conjonction internationale difficile. « C'était l'époque de la guerre froide », et on redoutait la « mainmise » des pays occidentaux sur la Tchécoslovaquie, dit-il. Mais il ajoute aussitôt qu'en « aucun cas » il n'accepterait aujourd'hui de diriger une telle intervention.

Dans un appel commun rendu public le 11 août, les principaux groupes tchécoslovaques d'opposition avaient appelé la population à « se promener » et à respecter un silence de deux minutes à 17 heures locales lundi 21 août dans le centre des villes, afin de célébrer cet anniversaire. Plusieurs animateurs influents de l'opposition ont cependant demandé à titre personnel ces derniers jours à leurs concitoyens de ne pas descendre dans la rue à cette occasion. À l'instar du dramaturge Vaclav Havel ou du groupe de communistes réformateurs Obroda (Renouveau), ils jugent trop élevés les risques de provocation de la part du pouvoir.

Sans faire la moindre allusion à la tension visible et sensible à Prague, la télévision tchécoslovaque a montré dimanche soir des images de touristes « profitant d'une magnifique journée d'été pour visiter la capi-

itale ». Dans Prague à moitié déserte, les forces de l'ordre multipliaient pourtant les contrôles d'identité, y compris à la terrasse des cafés. Plusieurs dizaines d'arrestations ont été opérées dans les milieux de l'opposition. Des policiers, pour la plupart en civil, filaient abondamment les passants dans le centre de Prague.

La place Wenceslas, lieu symbolique de la capitale, a été bouclée par des barrières métalliques. Plus de trente personnes, des jeunes gens pour la plupart, ont été expulsées, dimanche. Depuis le début du mois, ils prenaient silencieusement part, plus d'une heure durant, à une procession quotidienne en faveur de réformes politiques. Des rumeurs invérifiables selon lesquelles les forces de l'ordre auraient reçu l'autorisation de tirer circulaient même avec insistance, créant un véritable climat de psychose.

On ignorait dimanche soir où se trouvaient la plupart des dirigeants de la dissidence. Beaucoup se cachaient depuis le début du week-end, de crainte d'être arrêtés, ou étaient prisonniers en garde à vue. Les téléphones de la quasi-totalité d'entre eux étaient coupés, et leurs domiciles surveillés par des policiers notant l'identité de tous les visiteurs.

Sur les scènes tchèques menant à la capitale tchécoslovaque, des contrôles visant particulièrement les étrangers — occidentaux, mais aussi Polonais ou Hongrois — avaient été mis en place. Un groupe d'une cinquantaine de Hongrois, pour la plupart membres de l'organisation de jeunesse indépendante Fidesz, avaient fait savoir dimanche qu'ils se trouvaient à Prague, où ils entendaient marquer leur hostilité à l'intervention militaire de 1968. Quatre d'entre eux ont été refoulés à la frontière tchécoslovaque et plusieurs autres interpellés dimanche à Prague, selon le témoignage de leurs camarades.

Dimanche soir, la Société pour un présent plus gai, un groupe anticommuniste qui s'était déjà fait remarquer le 15 août par une parodie de répression policière, a lâché sur le fleuve Vltava (Moldau) une sculpture en forme de balaine bleue, de la taille d'une voiture. Au même moment, selon nos témoins, étaient distribués des tracts appelant à « souhaiter la bienvenue à l'invasion des balaines ». (AFP, Reuters.)

## Dans l'Oise

### Une quarantaine de chiens ont été enlevés dans un laboratoire

Une quarantaine de chiens ont été enlevés dans un laboratoire le 19 août, dimanche 20 août dans un laboratoire situé à Villers-aux-Bois (Oise) pour une opération de défense des animaux. Cette action a été revendiquée par le Front de libération des animaux (FLA), dans un appel anonyme parvenu au siège de l'Agence France-Presse, lundi 21 août, vers 8 h 30.

Selon l'auteur de l'appel, quarante-deux chiens ont été enlevés du laboratoire TRISA, une société privée qui se définit comme un « centre de sécurité thérapeutique ». Celle-ci a confirmé peu après l'opération, en précisant que trente-huit chiens avaient été dérobés et du matériel de laboratoire brisé. La direction du laboratoire a tenu à souligner qu'elle ne faisait pas de recherche fondamentale à partir d'expériences sur les animaux.

Le numéro du « Monde » daté 20-21 août 1989 a été tiré à 499 736 exemplaires

## Etonnante collection de lits de repos...



En tous styles, toutes dimensions, laques et patines anciennes, également transformables en couchage de deux personnes (concessionnaire exclusif Jean Roche). Rémy réside les plus beaux meubles - Louis XIII - Rustique - (noyau de France), en passant par le XVIII<sup>e</sup> siècle, jusqu'à l'Art nouveau et même l'Art déco.

Rémy : 80-82, rue du Faubourg-Saint-Antoine 12<sup>e</sup>, 43-43-65-58.

## En Australie

### Bras de fer entre les groupes de presse Fairfax et Murdoch

La guerre entre les groupes de presse de John Fairfax et de Rupert Murdoch s'intensifie en Australie. Deux nouveaux titres, le Sunday Sun et le Sunday Herald, ont été lancés dimanche 20 août par le patron de presse américain d'origine australienne, Rupert Murdoch, qui contrôle (cette année) 60 % des médias de l'île.

Ces deux naissances ont contraint John Fairfax à riposter immédiatement : il a lancé une édition dominicale de son quotidien, the Age, baptisé le Sunday Age. Le but est de maintenir l'emprise du groupe Fairfax sur le très lucratif marché des petites annonces, notamment à Melbourne. Cependant, selon plusieurs observateurs, le groupe Fairfax enregistre un déficit de 1,6 milliard de dollars (8,4 milliards de francs), qui devrait encore croître les pertes à venir du Sunday Age, estimées d'ores et déjà à 7 millions de dollars (37 millions de francs) pour sa première année d'existence.

### OPA surprise dans l'imprimerie britannique

Le groupe d'imprimerie britannique Norton Opa a proposé, lundi 21 août, le rachat pour 484,2 millions de livres (plus de 5 milliards de francs) de son concurrent De La Rue au terme d'une OPA surprise qui a fait bondir les titres de cette dernière compagnie de 32 pence à 360 pence à la Bourse de Londres. Cette offre donne une valeur de 339 pence au titre de l'imprimeur.

Selon Norton Opa, De La Rue traverse une passe difficile, ses résultats ont chuté, et Norton Opa donnerait à cette compagnie les moyens de relancer la situation. Le président de Norton Opa, M. David Rockin, a déclaré qu'il chercherait à reconstruire la direction de De La Rue dans le but d'obtenir son soutien. (AFP.)

### La redevance télévisée devrait augmenter de 3,6 % l'an prochain

La redevance devrait augmenter de 3,6 % l'an prochain, portant à 532 F le montant que les téléspectateurs devront acquiesse au poste récepteur couleur et à 355 F celui qu'ils devront payer pour un poste noir et blanc.

Cette hausse de la redevance devrait rapporter environ 350 millions de francs de ressources nouvelles à l'audiovisuel public, sur les 800 millions promis au printemps dernier par le gouvernement, lors du débat au Parlement sur l'avenir du service public. Le complément proviendrait, pour 70 millions de francs, de la prise en charge par le budget de l'État des nouvelles dépenses de redevance et, pour 180 millions, de dotation en capital. Enfin, le Quai d'Orsay devrait verser 200 millions à Radio-France international (RFI), la somme ainsi dégagée étant répartie en faveur des autres organismes du secteur public. De leur côté, les recettes publicitaires des chaînes publiques devraient rester plafonnées. Le conseil des ministres consacré au projet de loi de finances 1990 donnera, en septembre, les premières orientations sur la répartition de ces ressources entre les sociétés publiques.

## Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

En tous styles, toutes dimensions, laques et patines anciennes, également transformables en couchage de deux personnes (concessionnaire exclusif Jean Roche).

Rémy réside les plus beaux meubles - Louis XIII - Rustique - (noyau de France), en passant par le XVIII<sup>e</sup> siècle, jusqu'à l'Art nouveau et même l'Art déco.

Rémy : 80-82, rue du Faubourg-Saint-Antoine 12<sup>e</sup>, 43-43-65-58.

## La visite du premier ministre en Nouvelle-Calédonie

### M. Jacques Lafleur, député RPCR, rend hommage à MM. Mitterrand et Rocard

A l'occasion de la réception de M. Michel Rocard devant l'Assemblée de la province Sud à Nouméa, M. Jacques Lafleur, député RPCR, a rendu hommage à l'action du premier ministre et du président de la République : « Vous avez voulu et su dès le début de votre action nous aider à renouer le dialogue entre nous, au cours de l'année qui s'est écoulée, conformément à vos engagements. L'impartialité de l'État a été appliquée et la paix civile retrouvée, a-t-il déclaré. Les conditions essentielles du développement économique, social et culturel sont donc aujourd'hui réunies. Je tiens donc ici à vous remercier solennellement au nom de tous les Calédoniens et je tiens aussi à saluer l'action de M. le président de la République dont la clairvoyance a permis à notre espoir de devenir réalité ».

M. Lafleur a, toutefois, lancé une mise en garde : « Les habitants de notre territoire », dit-il, « et en particulier les plus démunis d'entre eux, pour qui ces accords ont fait

rendre l'espoir, en attendant surtout des changements dans leur vie quotidienne. Il faut donc maintenant répondre à cette attente, tenir enfin les promesses sociales contenues dans les accords et ne pas décevoir cette immense espérance. Mais la précipitation, les actions désordonnées de certains hauts fonctionnaires investis de responsabilités économiques, doivent impérativement cesser, elles vont à l'encontre du résultat recherché et risquent de nous faire perdre à tous, en définitive, un retard préjudiciable ».

A propos des hauts fonctionnaires, M. Rocard lui a répondu qu'il s'agit probablement d'un « malentendu » et qu'il réglemait cela en privé. A propos des espérances sociales, le premier ministre a ajouté : « On ne peut indéfiniment reculer la date du partage. Croire gagner du temps serait, en fait, en perdre ».

(Lire également page 8.)

## Venus des cinq continents

### Dix mille jeunes célèbrent à Paris la démocratie et les droits de l'homme

Dix mille jeunes venus du monde entier vont célébrer à Paris, du lundi 21 au samedi 26 août, les droits de l'homme et la démocratie. Cette opération, baptisée « Paris 89 », est organisée par quatre organisations de jeunesse : l'Union des jeunes démocrates européens (UDEME), la Fédération internationale des jeunes socialistes (FIJS), l'Union internationale des jeunes socialistes (UISY), l'Union internationale des jeunes socialistes chrétiens (UIJSC).

Elle est parrainée, entre autres, par M. François Mitterrand, M. Jacques Chirac, maire de Paris, et la Mission du bicentenaire et la CEE. Coût global : 30 millions de francs, dont 18 pécunies par les jeunes eux-mêmes.

Le cœur de « Paris 89 » est situé dans l'hippodrome d'Auteuil, où six pavillons et quatre amphithéâtres forment un Village des droits de l'homme, lieu permanent de rencontres, d'échanges et bien sûr de débats.

Pour la première fois, rappelle Christian Koutzine, secrétaire général de « Paris 89 », un rassemblement de jeunesse d'initiative politique se tient dans un pays de l'Ouest : jusqu'à présent, le Youth Festival a eu lieu exclusivement à l'Est - Moscou en 1985, La Havane quatre ans après... Carrefour de réflexion, « Paris 89 » prévoit une série de débats, de colloques et de tables rondes, animés par des personnalités venues de tous les horizons, telles que Marcelino Oreja, ancien ministre des affaires étrangères espagnol, ou Tariq Sobhani, conseiller à la santé du gouvernement pakistanais, ou encore Alexandre Dubcek, dirigeant du PC tchécoslovaque en 1968, au moment du « printemps de Prague ».

Mais au-delà des débats politiques, les organisateurs de « Paris 89 » ont voulu inviter des représentants de toutes les formes d'engagement de la jeunesse. C'est ainsi que des organisations de toute nature doivent participer aux différentes activités : mouvements d'étudiants, associations sportives ou humanitaires, groupes canaux ou formations militantes.

La volonté des organisateurs est de favoriser une confrontation d'idées entre des jeunes venus de cinq continents et « de mettre en place les moyens appropriés d'un vrai débat entre ceux qui sont les futurs leaders des mouvements politiques et ceux qui n'ont pas voté au chapitre ». Christian Koutzine insiste : « Il s'agit d'une contribution des organisations de jeunesse contre l'intolérance et le sectarisme ».

Les festivités devraient commencer par l'inauguration officielle du Village des droits de l'homme à Auteuil. Parmi les manifestations principales, les « ambassadeurs de l'égalité » (trois cents quarante-dix jeunes doivent porter l'appel de « Paris 89 » et la Déclaration des droits de l'homme à toutes les délégations étrangères et poètes à Paris), mardi à 10 heures la Babel de la fraternité (un monument dédié à la jeunesse mondiale) jusqu'à 18 heures dans le Village le départ du cortège des « fleur beaux de la liberté » en bas de Champs-Élysées à 21 heures, vendredi ; et l'inauguration de l'Arch de la fraternité à la Défense samedi à 18 heures.

## Avant que la justice se prononce sur sa remise en liberté

### Robert Sirou s'est évadé de l'hôpital psychiatrique

Le tribunal de grande instance de Grenoble devait se prononcer, lundi 21 août (le Monde daté 20-21 août), sur la mise en liberté de Robert Sirou, soixante ans, ce ferrailleur interné d'office dans un hôpital psychiatrique le 8 juillet (le Monde du 11 juillet) après la mort de son fils David, treize ans, tué d'une balle dans la tête le 27 juin à Champ-sur-Drac (Isère), dans des conditions encore inexpliquées.

Mais ce même vendredi, vers 18 h 30, le personnel de l'hôpital psychiatrique de Saint-Egrève, un établissement sans barreaux ni fenêtres, constatait la disparition de Robert Sirou : ses avocats venaient de lui expliquer qu'il devait attendre jusqu'au lundi une éventuelle libération, alors qu'il espérait sortir le jour même. « Il a eu un gros coup de cafard : il en avait assez d'être enfermé avec de vrais fous », a expliqué l'un des avocats, M. La Phoung, après avoir eu son client au téléphone et lui avoir conseillé de revenir à l'hôpital.

Recherché par la police depuis vendredi soir, Robert Sirou a multiplié les interviews sur les radios. Interrogé sur RTL, il a estimé « possible » que ce ne soit pas ses voisins.

(Publicité)

## Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'Outre-Rhin les changent tous les jours. Pour leur offrir l'occasion de la nouveauté, le froid et les attractions, ISO-FRANCO-FENÊTRES vient poser dans la journée une fenêtre qui sera le côté du confort. La technique exclusive du premier spécialiste permet de gagner aussi en climat. Garantie dix ans. Devis gratuit - Magazine d'exposition, 111, rue Lafayette (10<sup>e</sup>) St-Germain des Près, 43-67-18-18.